«Radio-Télévision»: Images du Liban

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14838 - 7 F

Z: Ed Bla cctobre ; 111. II étai

Parte

To come a come a

621**0**1

The Late

Saide 4

abos .ne:

n de verticolo Tri orien desse Tri orien desse Tri orien da

 $(x,y)^{-1} + (x^{-1},y)^{-1}$

ರ ಪಟ್ಟಿಸಿಕ ಅನ್ನರಗ

a profesionali

Light Market

 $(x,y)\in \mathcal{P}_{k}(\mathcal{T}_{k})$

1, 25, 253.3

 $\varphi_{i}^{(k)}:=\frac{1}{2}\lambda_{2}^{(k)}\wedge \lambda_{i}^{(k)}$

talika tulan ji

an Marian

1 1 14 1 A P T

100 2000

أغلطه توافره الرابان

reserva Colombani

de Pausse de Pierre

Fold essais a.

un a Swarmsa généa

There to Man Louis

wetter on Gunthica.

e de matra, prepa n.433/77, da Herbert estr. Ricedu (benice. Caman 70005 Puris

201241 47

- DIMANCHE 11 - LUNDI 12 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

Mettant en garde contre une « erreur historique »

M. Major exhorte les conservateurs à ratifier Maastricht De Copenhague à Birmingham

ES Douze chefs d'Etat et de gouvernements européens qui se retrouveront le 16 octobre à Birmingham n'auront pas à se pro-noncer sur le Lime blanc du gouver-nement danois consacré aux moyens de résoudre le problème que pose le rejet du Traité de Maastricht par les électeurs de ce passe en luis demice. Au deute de pays en juin dernier. Au risque de décevoir les impatients, ce Livre blanc ne propose pas «la» solution, mais se borne à passer en revue toutes les formules théoriquement possibles, y compris les moins réa-listes.

listes.

Il est ainsi peu probable que le Danemark seul puissa opposer sonveto à l'entrée en vigueur du Traité chez ses opposer partanaires, et tout aussi peu probable que ce pays en aussi peu probable que le communauté. vienne à quitter la Communauté, c'est à dire à renoncer aux avan-tages qu'il en tire et dont le politique agricole commune n'est pas le moindre. Ce Livre bianc a d'abord une fonction pédagogique à usage interne, au moment où le gouverne-ment (minoritaire) de M. Schlüter s'apprête à ouvrir les discussions avec l'opposition sur les affaires communautaires, il n'est pes inutile à cet égard de passer en revue, notamment, les conséquences qu'aurait une sortie de la Communauté si le Danemark, par trop s'acculait lui-même à cette issue.

A solution réside plus probe-blement dans les garantles qui seront données à ce pays, parallèlement au Traité de Masstricht et sans en modifier le taxte, pour le convaincre qu'il ne sera pas pour le convaincre qu'il ne sera pas entrainé contre son gré dans une voie qu'il n'a pas choisie : il faute redire trés explicitement que l'Union européenne n'implique pas un abus de pouvoir de la «bureau-cratie » bruxelloise, au contraire; que si les Douze souhaitent déga-ces de la trame une politique de ger « à terme » une politique de défesse commune, aucune obliga-tion en la matière ne peut être imposée à l'un d'entre eux contre imposée à l'un d'entre eux contre sa volonté; que Maastricht prévoit déjà pour le Danernark la possibilité d'un référendum avant le passage à la monnaie unique. Le débat por-tera en fakt sur la question de savoir si, sur ces points et sur d'autres, Copenhague pourra se contenter de déclarations interprétatives ou exi-gera de véritables dérogations au

En réalité, la véritable solution su problème danois se trouve sans doute à Londres, et en choisissant cette démarche lente, le gouvern ment de Copenhague parait miser aussi aur la capacité de M. John Major à remporter la partie aux Communes. La ratification du Traité par la Grande-Bretagne auxait un effet d'entrainement au Danemark, comparable aux solida-rités qui se sont exprimées en sens inverse entre les deux pays contre

CRITIQUÉ dans son propre parti pour sa politique écono-mique et européenne, M. Mejor reste dans une situation peu enviable. Mais l'irruption sur le devant de la scène d'un conflit entre les Douze à propos de l'Urugusy Round peut modifier l'agenda du sommet de Birmingham, et surtout le rep-port de forces : c'est M. Mitterrand qui se trouvereit isolé, tandis que M. John Major saisirait l'occasion de faire oublier ses difficultés.

Ce conflit peut dégénérer, sauf réaffirmation par l'Allemagne de sa solidarité avec Paris. C'est, plus que les garanties à donner aux « euro-sceptiques », la véritable incertitude de Birmingham.

Line nos informations page 3



Clôturant le congrès du Parti conservateur, vendredi 9 octobre, à Brighton, M. John Major s'est employé à répondre aux « eurosceptiques », en affirmant que la Grande-Bretagne commettrait une « erreur historique » si elle ne ratifiait pas le traité de Maastricht. Le premier ministre britannique a prononcé un discours « churchillien » pour convaincre les conservateurs que les partisans de ce traité sont, eux eussi, des « patriotes » et qu'ils entendent défendre l'identité britannique.



Lire l'article de LAURENT ZECCHINI page 3

La protection des convois humanitaires

L'ONU interdit aux Serbes l'espace aérien bosniaque

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, vendredi 9 octobre, par quatorze voix et une abstention (Chine), la résolution 781 qui interdit l'espace aérien bosniaque à tout avion militaire, hormis ceux de l'ONU et des pays participant au pont aérien. Cette résolution vise essentiellement les Serbes, et a notamment pour objet de mieux assurer la protection des convois humanitaires. Des avions serbes ont violé, samedi matin, l'interdiction en attaquant une ville bosniaque.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Après plusieurs semaines de débats et au moment où plus rien ne semble pouvoir arrêter les conquêtes serbes en Bosnie-Herzégovine, les membres du Conseil de sécurité ont décidé de facto d'interdire l'espace aérien de la Bosnie à l'aviation serbe. En cas de violation, les Américains menacent de détruire les avions en vol. Les avions radar AWACS sont déjà en alerte pour surveiller toute infrac-

La question est cependant de savoir quel rôle joue à présent cette aviation militaire serbe en Bosnie. «Les Serbes ont déjà conquis plus de 70 % de territoire bosniague, ils n'ont plus besoin de faire décoller ous», estime un diplomate à l'ONU. « Ce n'est pas par la vote aérienne que la purification ethni-

que se déroule», explique un autre. En effet, au moment même où le Conseil de sécurité votait la résolution 781, M= Silvana, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), assurait que des «choses horribles» se passent dans la région de Banja-Luka et que «le dernier stade de la purification ethnique y a été atteint». Constatant, lui aussi, que la communauté internationale était intervenue tron tard et avait Isissé aux Serbes le temps nécessaire pour achever leur campagne de «nettoyagew, M. Tadeusz Mazowiecki, rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme pour l'ex-Yougoslavie, observait qu'a il re reste plus à l'Europe de l'Ouest qu'à ouvrir des portes pour accueillir les milliers de réfugiés victimes de

> AFSANÉ BASSIR POUR Lire la suite page 3

Les oubliés de Couiza

Inondé et dévasté. un bourg de l'Aude appelle à l'aide

COUIZA (Aude)

de notre envoyé spécial Avec le soleil revenu, les objets détrempés sortent, timidement, couchés sur le trottoir. Ici des fauteuils en velours, là, une batterie de chaises rustiques, plus loin des dizaines de paires de chaussures fraichement

Une équipe de sapeurspompiers embarque dans un camion las appareils électriques mis hors d'usage, encore maculés de boue. «Non, pas ça, je les garde i », proteste un résident en pantoufles qui a mis à sécher un faisan empaillé et des hures de sanglier. Et d'expliquer aux jeunes secouristes où et quand il a abattu chaque bête, avec des accents de nostalgia. « Tenez, vous qui étas jeunes, prenez plutôt ces

skis. Je n'en ferai plus rien. » Ces dérisoires scànes de braderie sont apparues aux premiers rayons du soleil du jeudi 8 octobre, après une semaine de grisaille tenace qui faisait craindre de nouvelles inondations dans les

ROGER CANS Lire la suite page 9

L'énigme Iliescu

Le président roumain, qui brigue un deuxième mandat, s'estime trop sévèrement jugé à l'étranger. Il a changé. Mais jusqu'à quel point?

de nos envoyés spéciaux

«Ah, le Monde, c'est ce journal qui écrit que je suis un commu-niste sanguinaire!» Le président Iliescu n'aime pas, mais pas du tout, l'image que lui renvoie la presse occidentale, n'hésitant pas d'ailleurs à la déformer pour d'être « communiste », puisque aujourd'hui c'en est une, le blesse profondément, affirme-t-on autour de lui. « C'est, dit l'un de ses anciens collègues du PC rou-main, la tragédie des hommes de notre génération, celle d'avoir futté toute notre vie pour un idéal qui a fait faillite.»

Mais ce soir du 7 octobre, dans les studios de la télévision rou-maine où il vient de ferrailler deux bonnes heures en direct du jamais vu en Roumanie -

Le conflit agricole

CEE - Etats-Unis

avec M. Emil Constantinescu, son adversaire au second tour de assuré aujourd'hui, plus à l'aise l'élection présidentielle, qui a lieu dimanche 11 octobre, M. Ion lliescu arbore son large sourire des grands jours : il s'est très bien battu, réussissant notamment le tour de force de faire passer le candidat de l'opposition, ex-secrétaire de la cellule du PC de l'université de Bucarest, pour plus communiste que lui, qui fut relégué à des postes provinciaux pour s'être opposé à Ceausescu en 1971. Euphorisé par la bataille, sous l'œil protec-teur de ses gorilles omniprésents, c'est donc en français, et sans se départir de son sourire, qu'il répondra à nos questions, avant d'affronter une vingtaine de fans survoltés qui arrêtent sa voiture devant les grilles de la télévision.

Est-ce la dynamique de la cam-pagne, l'expérience, déjà, du pou-

voir? M. Ion Iliescu maraît plus dans son rôle. Jusque dans ses habitudes vestimentaires : fini les costumes bruns d'apparatchik, il y a de la fantaisie dans les cravates, et les costumes, taillés sur mesure, sont beaucoup plus

Trois ans après la chute de Ceausescu, le passé communiste des candidats a encore pesé dans cette campagne électorale. M. Iliescu n'est plus communiste, le communisme s'est effondré en Roumanie le 22 décembre 1989. «Le régime du parti unique a été liquidé, rappelle-t-il, la structure super-centralisée de gestion économique a été liquidée.»

> SYLVIE KAUFFMANN et JEAN-BAPTISTE NAUDET Lire is soite page 4

L'idée fixe de Matisse

Le Musée d'art moderne de New-York consacre une grande rétrospective au peintre français

de notre envoyée spéciale

L'exposition retrace l'itinéraire de Matisse depuis Mon premier tableau (1890), une nature morte aux livres éclairée par une lumière toute nordique, jusqu'aux gouaches découpées. maquettes pour les chasubles des dominicains de Vence, Nus bleus et autres acrobaties des dernières années, passées sur une chaise et les ciseaux en main pour trancher dans la couleur. Il ne manque rien. Surtout pas ce que les Américains connaissent le moins (nous aussi d'ailleurs). Par exem-ple les débuts, quand le peintre, sous l'œil bienveillant de Gustave Moreau, apprend à voler de ses propres ailes, partant de ses références favorites: De Heem et les Français du dix-huitième siècle, pour, peu à peu, transformer son

clair-obscur en touches et taches colorées. Ou les années 30 et 40, difficiles, problématiques pour Matisse – il a aussi des ennuis de santé, et n'est évidemment pas insensible au monde extérieur mais tellement moins vides d'invention qu'on ne l'a cru.

De plus, si l'exposition permet de suivre en continu l'itinéraire du peintre, elle n'en simplifie pas le cours, en le résumant à travers les chefs-d'œuvre. Certe fois encore, le MOMA n'a pas lésiné sur la quantité : 450 œuvres environ, dont 300 peintures, parmi lesquelles des tableaux oubliés, comme ces Fleurs de 1906, que le commissaire de l'exposition, John Elderfield, un Anglais, est allé chercher dans un château

Lire la sulte page 15

Le ministre des affaires étrangères a averti la Commission européenne que la France n'acceptera pas une conclusion hâtive des négociations en cours au GATT. Lire page 17

CHRONIQUE DES MARCHÉS Devises et or. Marché

monétaire et obligataire. ■ Matières premières. ■ Marché international des capitaux.

Le sommire complet se trouve page 20

HENRI COULONGES

La Marche hongroise

"Le beau coup de foudre de la rentrée. Un roman d'une rare richesse. Un livre qu'on lira encore pendant longtemps." Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche



HEURES LOCALES

e Béziers n'a pas le moral. Militaires en blue-jeans. Mobiliser l'imaginaire des citadins. E La Plaine-Saint-Denis : une ville à reconstruire aux portes de Paris. pages 11 à 13

M. Michel Vauzelle au «Grand Jury RTLle Monde »

M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, ministre de la justice, invité da l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à

A. L'ETRANGER: Algérie, 4.50 DA; Marce, 8 DR; Trinkie, 750 m; Allumagne, 2.50 DM; Autriche, 25 SCI1; Belgique, 40 FB; Canada, 2.25 S CAN; Antilles/Réunion, 9 F. Côte-d'Aroire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD, Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Lutie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suèce, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S., USA (others), 2,50 S.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, .75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:
, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
14852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F Principaux associés de la société
Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».
Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourue, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaïdi
15-17, rate du Colonel-Pierre-Avia
79902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Telex MONDPUB 634 128 F

Telefin : 46-62-98-73, - Société Ulinie. de la SARL le Mondres de Médius et Régies Europe SA

imprimerie
du « Moode »
12, r. M.-Gunsbourg
9452 IVRY Cedes
Commission peritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
tenseignements sur les microfilms et
ladez du Monde au (1) 40-85-29-33

TÉLÉMATIQUE

posez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS**

i, place Hubert-Reuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB PAYS-BAS	AUTRES PAYS WAR
3 	536 F	572 F	790 F
6 mais	1 638 F	1 223 7	1 560 F
l st	1 890 F	2006 F	1968 F
		_	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner reuvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE** 3 mois 6 mois 1 an **□** . Prénoin:

Adresse: Code postal: _

Localité : Pays: Veuille: avoir l'obligeance d'écrire sous le

PP, Paris RP Le Monde

Edité par la SAPL La Monde Comité de direction : Jacques Lescurre : gérant directeur de la publication Bruno Frappat d'escher de la rédaction Jacques Guiu

Anciens directeurs lubert Beuve-Mêry (1944-1966 Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991) Il y a trente ans

L'ouverture du concile Vatican II

Du 11 octobre 1962 au 8 décembre 1965, a eu lieu, en quatre sessions, le deuxième concile du Vatican. C'était une révolution dans l'Eglise catholique qui, pour la première fois reconnaissait la liberté religieuse, ouvrait un dialogue avec les autres confessions chrétiennes et non-chrétiennes. modernisait la liturgie et rappro-

par Henri Tincq

chait la hiérarchie du «peuple»

catholique.

TE matin du 11 octobre 1962, le soleil d'automne embrase la voûte quand pénètre, dans la grande nef de la basilique, que les évêques en mitre et chasu-ble d'apparat prennent place avec solennité, guidés par des gardes suisses plus hiératiques que jamais, « la basilique Saint-Pierre ressemble, écrit Antoine Wenger, aux estampes du concile de Trente. Je crois reprendre le temps de l'Eglise où l'ont laissé les conciles antérieurs et je sens que ce qui se passe est le début d'une nouvelle ère» (1). Microcosme de l'Eglise universelle, deux mille quatre cent vingt-sept évêques se rencontrent, la plupart pour la première foia. Trente-deux (sur quatre-vingt-huit) ont réussi à franchir le rideau de fer, mais aucun n'a pu venir de Chine, du Vietnam en guerre, d'Albanje.

Jean XXIII, qui clôture le cor-tège, avait bien caché son leu. En 1992, l'annonce d'un concile ferait instantanément le tour de la Terre. En 1959, le 25 janvier, à la basilique Saint-Paul-hors-les Murs, quand le pape Roncalli canvoque un concite, le vingtième et finième dans l'histoire bimillénaire de l'Eglise, les journalistes poiner nent à décrypter l'événement. La messe était célébrée à l'intention de l'« Eglise du silence», comme on disait alors, un peu lachement, des croyants persécutés d'URIS ou de Chine. A l'issue de la cé émonie, les dix-sept cardinaux présents à Rome sont réunis dans la salle du chapitre de la basilique Le discours de Jean XXIII dure une demi-heure Tout à trai- il leur des des la chapitre de la chapitre de demi-heure Tout à trai- il leur demi-heure. Tout à trat, il leur annonce un synode du diocèse de Rome, dont le pape est l'évêque, passant de la Ville (*Urbs*) au monde (*Orbis*), un concile œcumé-nique, enfin une révision du code de droit canon.

Mais là où le pape attendait une approbation et des vœux, il ne récolte qu'une froide surprise, mêlée d'indifférence. « Il leur aurait lu sa liste de blanchissage qu'ils se seraient montrés tout aussi intéressés», dit crûment Peter Heblethwaite dans blethwaite dans son Jean XXIII (2). Même l'Osservatore Romano, le journal du Vatican, fait sa «une» sur les déclarations anticommunistes de Jean XXIII à Saint-Paul-hors-les-Murs, l'annonce



du concile étant relégnée à l'intérieur. Qu'importe, « nous sommes embarqués », souffie le pape à son inséparable secrétaire, Loris Capoments pontificaux.

Un monde entre guerre et paix Une légende tenace tiendra cette

Une légende tenace tiendra cette décision pour inopinée. La convocation du concile aurait été un coup génial du Saint-Esprit, confiant à un vieil homme de soixante-dix-sept ans, que le conclave avait, deux mois plus tôt, élu pape, le soin de faire passer le cap du vingtième siècle à une Eglise sclérosée. En fait, cet événement n'est en rien un accident de ment n'est en rien un accident de l'Histoire. Dès le lendemain de son élection et bien avant son couron-nement du 4 novembre 1958, le nouveau pape songe à un concile. Le précédent, qui s'était également tenu au Vatican, remontait à 1870, tenu au Vatican, remontait à 1870, et avait été interrompu par la guerre franco-prussienne. Il avait eu le temps de définir la primanté et l'infaillibilité du pape. Le concile de Trente lui était antérieur de trois siècles (1545-1563). Dès 1923, Pie XI voulut reprendre à

"GRAND JURY"

RTL-Le Monde

son terme Vatican I et Pie XII remit ce sujet à l'ordre du jour, créant même en 1948 une commission chargée d'étudier, entre autres, les «fausses philosophies» du temps. La petite histoire raconte one Eie XII fut décourage à l'idée de devoir loger à Rome tant d'évêgues.

Même si l'idée, donc, est en germe depuis longtemps, les cardi-naux reprochent au pape Roucalli son impulsivité, son inexpérience, et même son « manque de culture», ira jusqu'à dire le cardinal Lercaro, archevêque de Bologne, qui fera amende honorable. Le plus remarquable n'est pas tant l'andace de Jean XXIII d'avoir repris au volume idde en l'air c'est de d'avoir par idde en l'air c'est de d'avoir per le le l'air c'est de d'avoir per le le l'air c'est de l'avoir per le le l'air c'est de l'avoir l'avoir le l'air c'est de l'avoir l'air c'est de l'avoir le l'avoir le l'air c'est de l'avoir le l'air c'est de l'avoir le le cardinal Lercaro, archevêque de Bologne, qui fera amende honorable. Le plus remarquable n'est pas l'air le cardinal Lercaro, archevêque de Bologne, qui fera amende honorable. Le plus remarquable n'est pas l'air le cardinal Lercaro, archevêque de Bologne, qui fera amende honorable. Le plus remarquable n'est pas l'air le l'air le l'air le l'air l une idée en l'air, c'est de l'avoir menée jusqu'à ce jour de l'auver-ture, le 11 octobre 1962, et en dépit, déjà. de combien d'opposi-tions! Seule la mort, six mois plus tard, le 3 juin 1963, l'empêchera de voir la fin de «son» concile. Mais à cette dete l'essentiel était Mais à cette date l'essentiel était joué, le pape Paui VI, le successeur que dès son vivant il avait désigné (3), recueillera l'héritage et achèvera la tâche.

Quand Vatican II ouvre sea portes; en présence d'une centaine d'observateurs non catholiques et d'un millier de journalistes, le

monde balance entre la guerre et la paix. Quatre jours plus tard, le 15 octobre, des photographies révè-lent l'existence de missiles soviétiques à Cuba pointés sur les Etatsimence entre Mennedy et Krouchtcher. Alors que Billy Graham, à Rio-de-Janeiro, annonce la fin du monde, Jean XXIII, plus discrète-ment, fait donner toute sa diplomatie et multiplie les signaux. Le chef du Kremlin reconnaîtra plus tard son rôle dans l'apaisement des

esprits. Jean XXIII, avec qui les deux K forment l'« incroyable triade » du début des années 60, achève la rédaction de Pacem in terris, retentissante encyclique définissant les conditions d'un ordre mondial plus pacifique. Mais déjà son message d'ouverture du 11 octobre 1962 reflète ce souci de protéger la paix du monde, la dignité de la per-sonne humaine, la justice sociale. Le pape va droit su cœur de son projet conciliaire quand il dit que l'Eglise doit être davantage solidaire des détresses matérielles et daire des détresses matérielles et spirituelles de tous les peuples. En filigrane apparaît Gaudium et spes (L'Eglise dans le monde de ce temps), la plus fameuse déclaration conciliaire, celle qui permettra à Peter Hebblethwaite d'écrire que « l'Eglise n'est pas faite pour contempler son nombril, mais pour servir le monde ».

«Scandalo!»

Mais en ce 11 octobre, dans la basilique Saint-Pierre, alors que les évêques écoutent sagement ce pape qui rêve d'aggiornamento pour l'Eglise et de réconciliation avec les fières chrétiens séparés, la plupart des observateurs pensent que les jeux sont déjà faits. Ce ne pourrait être qu'un concile de consolidation de la doctrine romaine face aux erreurs du monde moderne. Pendant les trois années de prépara-tion, la Curie a eu le temps de serrer les boulons. Pour elle, ce sera un concile-éclair, servant à entériner avec cuelque entériner, avec quelques amendements pour sauver les apparences, des textes préparés à l'avance. Pourtant, dès le surlendemain,

un premier verrou va santer, et de queile manière, grâce à un prélat français, le cardinal Achille Lié-nart, évêque de Lille, connu pour nart, évêque de Lille, connu pour ses sympathies ouvrières. Le matin du 14, jour prévu pour la désignation des commissions sur des listes de cent quatre-vingts noms préétablies par la Curie, il demande la parole au président de séance, le cardinal Tisserant, et au secrétaire général du concile, Mgr Felici, fin latiniste et redoutable canoniste. Deux fois, la narole lui est refrisée Deux fois, la parole lui est refusée. L'évêque français se saisit alors du micro et parle, suivi par le cardinal Frings, de Cologne, abondant dans le même sens. Au nom de l'épiscopat français, l'évêque de Lille présente une « motion de renvoi » : pas question de donner un chèque en blanc à des commissions prépa-

rées à l'avance, dit-il en substance. Faisons d'abord connaissance, avant de nous répartir.

Préfet du Saint-Office, Alfredo

Préfet du Saint-Office, Alfredo Ottaviani, fils de boulanger devenu cardinal de l'Eglise romaine, épaules carrées et déjà presque avengle, esquisse une première moue de désapprobation. Son calvaire ne fait que commencer. Plusieurs jours, il boudera même l'assemblée des Pères. Près de lui, d'autres coffets italiens sourcient. d'autres prélats italiens soupirent : d'autres prélats italiens soupirent : a Scandalo, che spettacolo davanti del mondo (4). » Mais dans les stalles de Saint-Pierre crépitent déjà les applaudissements, venus d'évêques allemands, autrichiens, néerlandais. On parte d'un axe franco-allemand. La querelle s'ou-vre entre une Curie humiliée et les «étrangers», c'est-à-dire des confé rences épiscopales nationales qui ne vont plus cesser de s'affirmer. Un antre épisode survient pen

après. Démantelant à nouveau le calendrier et les schémas prépara-toires, les Pères du Concile décident de commedoer leurs travaux non pas par les questions dogmati-ques, mais par la liturgie. Comme l'explique encore le cardinal Liénext, « nous aurions dû commencer par un schéma doctrinal, mais nous avons pensé qu'un schéma plus facile nous permettrait de nous roders (5). Par ces deux premières manifestations d'indépendance, le concile venait de prendre son élan. Au cours de quatre sessions, en quatre automnes successifs, jusqu'an final du 8 décembre 1965, il n'allait plus guère s'arrêter.

Deux camps

Sur la réforme de la liturgie (le renoncement au latin et le choix des langues vernaculaires), sur les des langues vernaculaires), sur les deux sources de la Révélation (l'Ecriture et la Tradition magistérielle de l'Egilige), sur le fameux schéma 13 qui parle de désarmement, de morale familiale et de contrôle des naissances, sur la contrôle des l'Egilies contrôles des laissances, sur la contrôle des laissances, sur la contrôle des laissances sur la contrôle des la laissances sur la laissan a peuple de Dieu », sur la hiberté religiouse et le dialogue avec les antres confessions, les passes d'unaires de sont plus tesson pendant trois ans, entre les « conservateurs» et les « réformateurs ».

Elles opposent deux visions du monde et de l'Eglise. Une minorité, où s'affirment les cardinaux Ottaviani et Siri et où perce déjà Mgr Lefebvre, archevêque français de Dakar, met le pied sur le frein. Méfiante à l'égard du monde, elle est soucieuse d'éviter les erreurs doctrinales, la rupture avec la tradition, la dissolution du catholicisme dans le dialogue entre religions et avec la société moderne. Une majorité française, allemande, néerlandaise, nord-américaine, à l'image du pape Jean, se veur plus optimiste. Elle souhaite tout autant garder le dépôt de la foi et l'unité de l'Eglise, mais elle veut changer sa façon d'être dans le monde, prérité, où s'affirment les cardinaux sa façon d'être dans le monde, pré-senter sa doctrine d'une manière plus assimilable par les nouvelles générations, s'ouvrir aux autres religions, offrir plus de responsabilités aux laïcs.

Le pape prend acte de ces ten-sions, mais stigmatise les « pro-phètes de malheur ». Quand l'incen-die prend, il envoie en première die prend, il envoie en première ligne le cardinal Montini, plus diplomate, on le Belge Suenens. La première session du concile se termine le jour de la fête du 8 décembre, mais Vatican II ira bien audelà de Noël 1962. La Curie a perdu la partie. L'anecdote la plus significative est rapportée par Hebblethwaite. Au début de la discussion sur la réforme de la liturgie et l'abandon du latiu, le cardinal l'abandon du latin, le cardinal Ottaviani déclare que les prêtres ne tarderont pas à être déçus quand tarderont pas à être déçus quand ils verront que cette « concélébration d'un nouveau genre » leur vandra la perte de leurs honoraires de
messe! Le cardinal Alfrink, des
Pays-Bas, l'interrompt alors brutalement, car il a dépassé les quinze
minutes qui lui étaient allouées. En
voyant s'éloigner le préfet du
Saint-Office, maugréant « jam
finivi, jam finivi» (« j'ai fini»), chacun comprend qu'une page de
l'Eglise est tournée. l'Eglise est tournée.

(1) Vatican II, chronique de la pre-mière sexsion, Antoine Wenger, rédacteur en chef de la Croix. Le Centurion. 1964. On lira tusti le Journal du Concile, rédigé par Heari Fesquet, du Monde, édité chez Robert Morel.

(2) Jean XXIII, le pape du Concile, Peter Hebblethwaite. Le Centurion. 1987. (3) Le Vatican ou les frontières de la grace, Philippe Levillain, François-Char-les Uginet. Calmann-Lévy, 1984.

(4) «Scandaleux! Quel speciacie donné au monde.» Dans Crown of Thorns, le journal de Mgr John Heenan.

(5) Dans l'Attitude de l'archevêque Montini au cours de la première pé du concile, conférence de Jan Groo au colloque Paul VI de Milan en

Ites .

41.

144,

Sar in the .

Sec de com en :

直接的可能的 点

stelle de 11

gerfreichte fif in

gent A.c. day

Character twom

grupis de .

रहरिक्केस्ट्राइक्ट कर्

suffer confe d'attent de v

dant trops and

March of Es

Affice energy

Algo Lotomic

ge Daner, v. s.

Acathericans.

distant (a.)

No. of Asia

garager in the Action on 10 3-AN 1111

ಕ್ಷಕ್ಕೆ ಬಿಕ್ಕೆ ಬ entrance of the

والمراجع والمتحقق

Company of the same

State Care Administration of the second o

the state of ರಾಜ್ಞೆ ಅಭಿಕರ್ಣ

CHECKLY AND AND AND AND

nd went the country

Le suite springers

ALLEMAGNE: les violences racistes

The transfer of the second of

Le gouvernement et le SPD demeurent divisés sur les moyens de lutter contre l'extrême droite

Malgré l'adoption unanime, la veille au Bundestag, d'une résolution condamnant dans les termes les plus énergiques la vague de violence raciste et antisémite qui déferle en Ailemagne, les partis conservateurs et le Parti social-démocrate (SPD) d'opposition n'ont pu s'entendre, vendredi 9 octobre, sur la manière de s'y opposer. Une conférence extraordinaire des ministres de la justice et de l'intérieur du gouvernement fédéral et des Länder, réunie à Bonn pour tenter d'élaborer une stratégie de lutte contre la violence, s'est achevée dans la confusion et sans l'ombre d'une solution.

BONN

de notre correspondant Le bras de fer qui oppose, depuis

plus de deux ans maintenant, les partis chrétien-démocrate (CDU) et chrétien-social de Bavière (CSU) au Parti social-démocrate (SPD) sur la politique d'immigration rejaillit aujourd'hui sur la lutte contre l'extrémisme de droite.

Droite et gauche ont rallumé le vieux conflit classique qui les avait déjà opposées dans les années 70 et

80 - au temps de la Fraction armée rouge - sur la législation anti-terroriste. Les Länder sociauxdémocrates, qui disposent de la majorité au Bundesrat, la Chambre haute du Parlement, ont violem-ment rejeté, vendredi, la demande de la Bavière et du ministre fédéral de l'intérieur, M. Rudolf Seiters, qui souhaitaient renforcer le code pénal, pour dissuader les auteurs de violence ou les participants à des manifestations violentes, et accroître les moyens d'investigation de la police contre les groupes

Les partis conservateurs se refu-sent à désigner l'extrémisme de droite comme «l'ennemi» et préfé-rent parler, de façon générale, de « ceux qui menacent l'Etat de droit», ils reprochent aux sociaux-démocrates de priver l'Etat et les régions des moyens d'action qui

Comme dans le conflit sur le droit d'asile, les adversaires d'un renforcement de l'appareil répressif estiment que les moyens existant déjà dans la législation sont amplo-ment suffisants pour résoudre les problèmes à condition d'avoir la volonté de les utiliser. Le ministre de l'intérieur de Sarre, M. Friedel Lapple (social-démocrate), a accusé, vendredi, les partis conser-vateurs de faire de l'activisme à des fins démagogiques et électora-listes. La même accusation avait

longtemps été lancée par la direc-tion du SPD contre des dirigeants chrétiens-démocrates à propos de la modification de l'article 16 de la Constitution stipulant que v les per-sonnes poursuivies pour des raisons politiques bénéficient du droit d'asiles.

L'incapacité des dirigeants fédéraux et régionaux à s'entendre face à la violence extrèmiste va non a la violence extremiste va non seulement encourager les inquié-tudes de l'étranger, muis aussi conforter le sentiment d'impunité des partisans de solutions radicales. Soucieux de la tournure des événements, les dirigeants du SPD ont fini par accepter en août, pour calmer le jeu sur l'immigration, de discuter d'une modification de la Constitution à propos du droit d'asile. Mais le congrès extraordi-naire du SPD, qui doit sanctionner en novembre leur décision, est loin d'être joué d'avance. Cette polémique interne illustre la difficulté de la ganche elle-même à définir une attitude cohérente dans la crise

L'ancien président du SPD, M. Hans Jochen Vogel, déplorait, jeudi au Bundestag, l'absence de grandes manifestations. Le fait est que les dirigeants du parti n'ont jamais jugé nécessaire, jusqu'à pré-sent, de payer de leur personne pour montrer l'exemple.

Un entretien avec le ministre allemand des affaires étrangères

M. Kinkel en appelle à la solidarité européenne pour résoudre le problème des réfugiés

Le gouvernement allemand fera tout ce qui est en son pouvoir pour réngir contre la vague de violence raciste et antisémite qui déferié en 'ch' moment jen Allemagne. Maie il serait gussi souhuitable que ses pertennires fassent preuve de « compréhension » et de « solidarité » pour l'aider à résoudre le problème de l'afflux de réfugiés de l'Est, qui a servi de catalyseur. C'est Kinkel, ministre allemand des affaires étrangères, dans un entration accordé à trois journaux européens dont le Monde.

BONN

de notre correspondant

Le ministre allemand des affaires étrangères estime qu'il n'est de l'intérêt de personne en Europe de faisser l'Allemagne être «déstablisée» par le problème des réfugiés de l'Est qui ne cessent d'affluer. M. Kinkel souligne qu'il n'est pas question de nier la séalité: « Nous ne cherchons pas à enjoliver, nous ne refoulons rien. Mais nous voulons dire aussi que l'Allemagne n'est pas un pays xènophobe, que nous avons apprès de notre passé et qu'une majorité des Allemands ressentent ce qui se passe avec dégoût. » Le ministre allemand des affaires

M. Kinkel, qui fut ministre de la justice, estime «injustifié» le reproche fait à l'Etat de n'avoir pas réagi de façon appropriée. «Nous sommes un État de droit qui ne peut répondre à un tel défi qu'avec les

moyens de l'Etat de droits, dit-il, en soulignant que ce système « a fait ses preuves depuis quarante ans dans l'ouest de l'Allemagne. Nous en sommes fiers et n'avons de leçon à receioir de personne »: M. Kinkel souhaite que l'ou prenne en compte, à l'étranger, le fait que l'Allemagne, précisément « à cause de nour expérience pendant le troisième Reich», dispose de « la législation la plus libémale au monde» en matière de droit uspuse de « la legalitation la pais libériale au monde» en matière de droit des étrangers. « Je demande qu'on soit à l'étranger honnête à notre égard», plaide-t-il.

M. Kinkel rappelle que l'Alle-magne a accueilli depuis l'aumée der-nière 220000 ex-Yougoslaves fuyant les combats, qu'un million et demi d'Allemands de l'ex-URSS sont prêts d'Alemands de l'ex-URSS sont près à partir à la moindre difficulté et qu'elle est, de par sa situation au cœur de l'Europe, de par sa force économique, un point d'attraction pour les rétugiés en tous genres. Il estime que l'Alemagne « n'est pas en mesure de résoudre le problème en peu de temps» et, en tout cas, pas seule. «Nous allons devoir tôt ou tard compter sur la solidarité de nos partenaires européens et cela parce que cet afflux conduit à une certaine instabilité », estime+-il, en suggierant au besoin un contingentement pour répartir la charge sur tous les pays européens.

Pas d'Europe .

mingham, M. Kinkel a rappelé que les Douze avaient décidé de prendre en compte les difficultés apparues en cours de route pour « les mouter dans une forme quelle qu'elle soit – décla-ration, protocole, résolution – qui ne

serti en aucar cus une monification du traité, mais qui, une fois que l'on en aura ficé le contenu, devra avoir valeur hiridique (...) Un texte qui, je l'espère, aidera le Danemark et la Grande-Bretagne à sauter l'obstacle de la ratification ». Tout en réaffirmant qu'ail ne doit pas y avoir d'Eu-rope à deux vitesses », le ministre allequ'en dernier ressort c'est à chaque pays de décider de suivre ou de ne

M. Kinkel récuse l'idée que l'Euune sorte de garde-fou contre un retour à ses vieux démons. Reven-diquant haut et fort le rôle moteur joué avec la France pour faire avan-cer l'intégration, il estime que celle-ci correspond à une réalité bien concrète, à savoir qu'« une grande partie des problèmes ne peut plus avoir de solution ou plan strictement national».

Le ministre reconnaît que la réunification a marqué pour la politique nmeation a marqué pour la politique allemande « une certaine rupture), que la nouvelle Allemagne « dispose de plus de liberté pour affirmer ses positions dans le monde». Il estime qu'elle doit apprendre à assumer cette liberté « avec prudence», sans oublier qu'on continue toujours de la juger par rapport au passe. Cu'en juger par rapport au passé. Qu'en est-il de l'ambition de devenir membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies? M. Kinkel affirme que la candidature allemande ne vaut qu'en cas d'élargissement du cercle restreint actuel à d'autres membres, que l'Europe y gagnerait alors d'avoir un représentant de plus.

Propos recueills par

GRANDE-BRETAGNE: la fin du congrès conservateur

M. Major affirme que la non-ratification du traité de Maastricht serait une « erreur historique »

Brighton, le congrès du Parti conservateur, M. John Major s'est efforcé de restaurer l'unité du parti tory à propos de l'Europe, en affirmant notamment que la non-ratification du traité de Maastricht constituerait une cerreur historique » pour la Grande-Bretagne.

de notre envoyé spécial

M. John Major a gagné la «bataille» de Brighton en reconstruisant, au moins en apparence, l'unité du parti sur la question curopéenne. Il sait, cependant, que ce répit sera de courte durée. D'au-tres échéances critiques l'attendent : à Birmingham, dès la semaine prochaine, pour le Conseil européen extraordinaire; à Edimbourg, pour le sommet des Douze; enfin à Londres, lorsque la Chambre des communes devra se pro-noncer définitivement sur la ratifiation du traité de Maastricht. Mais en lançant un appel appuyé au réflexe patriotique et unitaire des tories, en dissipant ce qu'il a appelé « les mythes, les légendes et les distorsions » des Cassandres du fédéralisme, il a réussi à éclipser les voix de la rébellion «euroscep-tique», qui s'étaient puissamment exprimées au cours d'un congrès très mouvementé.

Même si M™ Thatcher et lord Tebbit incarnent un courant pro-fond de méliance et d'hostilité à l'égard des empiètements commu-nautaires, ils nuisent parfois à leur cause en exprimant abruptement leurs convictions. Le camp des « curosceptiques » n'a, à cet égard, l'ancien premier ministre (le Monde du 9 octobre), ressentie comme une sorte de «trahison» à l'égard de M. Major. Celui-ci est critiqué, mais la légitimité de son leadership sur le parti n'est pas actuellement contestée.

Après la lourde charge de M= Thatcher,-il-était donc, para-doxalement, plus facile au premier

Clóturant, vendradi 9 octobre ministre de rallier les délégués dans un unanimisme sans doute factice mais rassurant : la menace d'une fracture du parti sur la question européenne s'est éloignée, à la satisfaction générale.

> Des accents churchilliens

Avec des accents parfois «churchilliens» lorsqu'il a affirmé que l'on ne peut «intimider la Grande-Bretagne» – dont il a cité le nom plus de cinquante fois – M. Major a souligné sa détermination à s'opposer à toute dérive fédéraliste: va Je ne laisserai jamais, contre vents et marèes, l'identité britanni-que se perdre dans une Europe fédé-rale». « Maintenant et toujours, a-t-il ajouté, je placerai les intérêts de ce pays en premier, »

Après avoir souligné que les ten-dances centralisatrices de la Com-munauté ont commencé à être corrigées à Maastricht, et qu'elles le seront davantage à Birmingham et à Edimbourg, il a estime que la Grande-Bretagne commettrait une eereur historique» si elle ne ratifiait pas le traité de Maastricht : « Nous briserions l'influence future de la Grande-Bretagne en Europe. Nous mettrions fin pour toujours à nos espoirs de bâtir l'Europe que nous espoirs de batir l'Europe que nous voulons; nous laisserions la politique européenne aux Français et aux Allemands.» En outre, l'ap-partenance à la CEE « est le facteur le plus important pour attirer une marée d'invessissements japonais et américains sur nos rivages, et pour offrir des emplois à notre peuple».

Ayant ainsi parlé le langage du patriotisme et des intérêts éconoparrousine et des interes couno-miques, le premier ministre a – prudemment – passé sous silence la question toujours brûlante d'un éventuel retour de la livre sterling au sein du mécanisme de change européen. M. Major sait que ce retour est probablement inducta-Le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, en a rappelé les conditions (le Monde du 10 octobre), et celles-ci peuvent être, à terme, remplies. Mais M. Thatcher a raison de souligner que la ratification de Maastricht est liée au retour de la livre dans le mier objectif.

Le second suppose le rétablissement de la situation économique, et, sur ce point, M. Major a réaf-firmé que la lutte contre l'inflation et la réduction des dépenses publi-ques étaient, respectivement, la priorité et le moyen de sa stratégie économique, laquelle privilégie une « reprise de longue durée, et non une guérison temporaire ». Mais les propos de M. Major auront été insuffisants pour rassurer un pays à en pleine récession. Le sachant, le premier ministre s'est acquis un succès plus facile en dénonçant successivement la bureaucratie, le professeurs « progressistes », la cri-minalité et... les « new age travellers », ces hordes de hippies qui parcourent la Grande-Bretagne en gigantesques migrations.

LAURENT ZECCHINI

□ GRANDE-BRETAGNE : plusieurs bombes out explosé à Londres. - Une bombe qui aurait fait un blessé léger a explosé, samedi matin 10 octobre à Londres, devant la gare de Paddington, dans le nord de la capitale. Deux explosions probablement dues à des voitures piégées avaient eu lieu, vendredi soir, dans le nord de Londres, apparemment sans faire de victime, a indiqué Scotland Yard. Les dégâts semblaient minimes, a-t-on ajouté de mêmo source. Au cours des deux jours précédents, quatre explosions à la voiture piégée avaient eu lieu dans la capitale britannique. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué deux de ces attentats. (AFP, Reuter.)

IRLANDE DU NORD : assassinat à Belfast. - Un ouvrier de quarante-huit ans a été tué par balles devant ses camarades de tra vail, vendredi 9 octobre à Belfast, en Irlande du Nord. Un groupe paramilitaire protestant, le Commando de la main rouge, a revendiqué cet assassinat. - (UPI.)

DANEMARK: publication d'un Livre blanc sur les relations avec la CEE

Copenhague passe en revue toutes les hypothèses pour sortir de l'impasse

mark et la Communauté européenne. Il recense en deux cent cinquante pages les diverses possibilités de sor-tir de la crise consécutive au réjet du traité de Maastricht par les électeurs de ce pays, lors du référendum du 2 juin dernier.

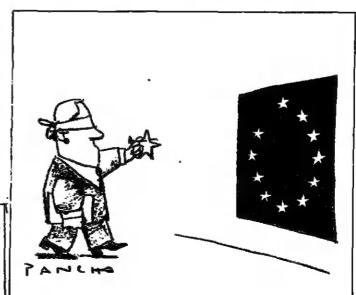
Le gouvernement de M. Schlüter n'entendait pas dans ce document proposer «sa» solution, mais faire un inventaire des hypothèses possi-bles et de leurs conséquences. C'est bles et de leurs conséquences. C'est essentiellement un document d'inforessentiellement un document un mation à usage interne (même si un résumé en a été communiqué aux carritales européennes), qui doit servir d' « outil» dans les discussions que les dirigeants danois vont a présent avoir avec les partis sur les questions communautaires.

Propos recuellis per A l'issue de ce débet interne, des HENRI DE BRESSON propositions plus concrètes seront

Le gouvernement danois a rendu présentées par le Danemark à ses propres à calmer les craintes des électrons entre le Danemark et la Communauté européenne.

présentées par le Danemark à ses propres à calmer les craintes des électrons sur les relations entre le Danemark et la Communauté européenne.

qu'il espérait pouvoir engager ces dis-cussions avec la Communauté pour le Danemark, soit la possibilité en novembre et qu'un accord à européenne qu'à titre probatoire et



L'ONU interdit aux Serbes l'espace aérien bosniaque

Pour les diplomates européens, cette nouvelle décision du Conseil marque « un engagement supplé-mentaire » de la communauté internationale dans le conflit yougoslave. Selon eux, cette mesure constitue un élément essentiel pour assurer la protection du pont aérien et des convois humanitaires en Bosnie. Ils estiment également que le déploiement d'observateurs sur les aéroports, dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, et l'envoi d'avions-radars AWACS sont des « mesures déterminantes pour la cessation des hostilités ».

Selon le représentant britannique, le message envoyé par le Conseil « est extrêmement clair ». Sir David Hannay avertit que ele premier avion militaire qui survo-lera la Bosnie-Herzegovine aura une très mauvaise surprise», «Inch Allah!», répond l'ambassadeur de

la Bosnie qui ne croit pas trop, pourtant, aux promesses des Occi-dentaux. M. Sacirbey estime tout de même que cette présence aérienne au-dessus de la Bosnie Herzégovine est « d'une importance vitale » pour le moral de la population du pays.

Toutefois, la résolution 781 apparaît comme un texte de compromis entre les Européens - Paris
et Londres en particulier et les
Américains. Washington, par la
voix du président Georges Bush,
avait souhaité une seule résolution prévoyant le recours automatique à la force en cas de violation de l'es-pace aérien de la Bosnie. Les Européens, qui ont plusieurs milliers de soldats sur le terrain, étaient beaucoup plus prudents, craignant des représailles serbes contre leurs soi-

Les Etats-Unis ont finalement accepté l'approche en deux temps, en partie à cause des divergences

qui existent au sein même de l'administration américaine. Celle-ci observait dans cette affaire un proobservant dans cette anane un pro-fil relativement bas, qui paraissait rellèter un certain embarras. Mais Washington n'ignore pas que son attitude de retenue discredite la rhétorique volontiers grandiloquente du président George Bush, qui promettait, avant et après la guerre du Golfe, l'avènement du « nouvel ordre mondial » où l'agression ne resterait pas impunie.

Mais l'administration doit aussi tenir compte des réticences de l'opinion et du Pentagone à voir des soldats américains engagts sur un terrain qui rappelle celui du bourbier libanais des années 80. Cette semaine encore, M. Bush indiquait qu'il s'était juré de ne pas envoyer un seul soldat américain combattre dans l'ex-Yougoslavie « tant qu'on ne saura pas ce que sera la mission, comment on vainera, comment on soutiendra nos forces au maximum's. Le message aurait été entendu en Bosnie.

L'interdiction de vol de tout avion militaire, sauf les avions de l'ONU en Bosnie, constitue également, selon un diplomate occidental un message « à quelques pays l'embargo, de fournir des armes aux forces musulmanes de Bosnie». Ce diplomate précise : « Tout avion militaire volant dans l'espace aérien de la Bosnie sera en infraction de la resolution 781. »

tros-Ghali a adressé une lettre au président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur français Jean-Berpard Mérimée, le mettant en garde contre les conséquences que peut avoir la résolution 781 sur la sécurité du personnel de l'ONU sur place. Le secrétaire général souligne que l'interdiction aérienne et la modalité de surveillance n'ont figure, y compris, est-il précisé, ceux pas le consentement de toutes les qui sont «impossibles à obtenir» parties. Cette mise en garde est pour le Danemark. L'une des hypo-interestée par les diplomates occi-

D'autre part, M. Boutros Bousommet européen qui marquera la fin de la présidence britannique, en décembre à Edimbourg. Si tel est le cas, cette solution à douze devra à la solution au problème danois. son tour être soumise, d'une manière

l'opinion danoise. Le Livre blanc décrit huit cas de parties. Cette mise en garde est interprétée par les diplomates occidentaux comme le « refus » de secrétaire général de déployer, notamment, le personnel de la FORPRONU à l'aéroport de Banja-Luka, d'où, précise-t-il, décollent la phupart des avions serbes.

AFSANÉ BASSIR POUR

ou d'une autre, pour approbation à

douze pourrait être entériné par le de s'en retirer à terme s'il considère

Parmi les autres schnarios envisa gés, l'enterrement our et simple du traité de Maastricht : le Danemark empêcherait l'entrée en vigueur du traité dans les onze autres pays, ce qui juridiquement est possible, mais politiquement difficile à envisager. Le Livre blanc évoque aussi l'idée d'une renégociation du traité, pour la forme, car cette idée a été fermement rejetée par les Douze. Dans aucune capitale européenne on ne veut ni «ouvrir la boîte de Pandore» d'une renégociation, ni avoir à recommen-cer les procédures de ratification.

Suite de la première page

Pourtant, la vraie question est : le président fliescu, dont la réélection, dimanche, paraissait assurée, est-il réellement disposé à mener la Roumanie sur la voie de transformations radicales?

Ceux qui l'observent depuis son arrivée au pouvoir - en fait ce fameux soir de décembre où il vint lire à la télévision la proclamation révolutionnaire, comme ceux qui l'ant côtoyé bien avant, sont d'accord sur au moins un point : profondément marqué par sa cuiture marxiste et sa longue expérience de responsable du parti, M. Ion Iliescu a eu beaucoup de mal à changer lui-même. a lliescu avait toujours été notre choix pour remplacer Ceausescu, mais pour construire le socialisme à visage humain, rappelle M. Silviu Brucan, qui forma avec M. Iliescu et une poignée d'autres un groupe de dissidents réforma-teurs au sein du PCR. Seulement. la révolution s'est transformée en révolution anti-communiste, et lliescu a toujours eu de grandes difficultés à s'adapter à cette

Pour se maintenir au pouvoir malgré ce tournant imprévu, M. Iliescu a fait preuve d'habi-leté, alliée à d'incontestables talents de négociateur et, surtout, à une formidable capacité d'adaptation. Pour comprendre la méthode Iliescu, résume Ion Cristoiu, directeur du nouveau et dynamique quotidien roumain Evenimentul Zilei, «il faut se souvenir qu'à soixante-deux ans Iliescu a survêcu à tous les changements à l'intérieur du communisme : militant du parti déjà sous le stalinisme, puis sous Gheorghiu-Dej, il a connu une brusque ascen-

LOIN DES CAPITALES

cette disgrâce et a même réussi à faire fusiller Ceausescu! Un tel parcours requiert des dons exceptionnels pour les batailles en coulisses. n

M. Ion Iliescu n'avance pas à visage découvert; il ne réagit jamais à chaud à un événement ou, s'il ne peut éviter de le faire, s'arrange pour garder toutes les options ouvertes. Exemple : au moment du putsch de Moscou, le 19 août 1991, le président Iliescu préfère attendre le 21, soit le troisième jour, lorsque les choses sont déjà assez claires, pour publier un communiqué de soutien aux forces démocratiques et encore prend-il soin d'y mentionner MM. Eltsine et Gorbatchev sur un pied d'égalité. Le langage qu'il utilise, très inspiré de la langue de bois d'antan - « arme redoutable car elle permet de ne rien dire », dit Ion Cristoiu l'aide aussi à sauver maintes fois

Le conflit arec M. Roman

Les dix-huit premiers mois de M. Ion Iliescu au pouvoir révèlent un homme aux réflexes politiques encore très « ancien système » : la création du Front de salut national, son attitude face aux contestataires de la place de l'Université, son premier combat électoral (qu'il remporte avec 85 % des voix), le désastreux appel aux mineurs de juin 1990 et l'évocation du spectre du « coup d'Etat légionnaro-fasciste... » Aujourd'hui, le président admet que les erreurs de l'époque ne peuvent pas toutes être mises sur compte de l'inexpérience : « Pendant les six premiers mois de ber en disgrâce ; il a survêcu à rue, les violences qui ont créé un conditions matérielles de vie des tre a

climat d'hystèrie générale, dit-il; gouverner dans ces conditions, ce n'était pas facile! » Il comprend alors que, pour gagner la confiance de l'Occident, il faut lancer des réformes.

Le premier ministre, M. Petre Roman, s'entoure d'une équipe de jeunes réformateurs. « Pendant deux ans, Roman et Iliescu ont forme un couple parfait, sourit M. Silviu Brucan. Mals ils sont entrés en conflit ouvert sur la thé-rapie de choc, car Illescu comprenait qu'on ne pouvait ignorer les effets sociaux des réformes écono-miques. » Ce conflit éclate au grand jour au moment de la Bucarest, en septembre 1991, dans des circonstances qui, à ce jour, n'ont pas été élucidées. M. Petre Roman, qui perd sa place dans l'aventure, fait figure de naif face à un lliescu habitué depuis si longtemps à nager en

L'arrivée de M. Teodor Stolojan, « technocrate indépendant », à la tête du gouvernement ouvre une autre époque de la présidence Iliescu et, avec elle, une autre interrogation : M. Iliescu est-il favorable ou non au passage à l'économie de marché, dont le premier ministre veut faire sa priorité? Pour M. Adrian Severin, vice-premier ministre dans le gouvernement Roman, actuellement directeur de l'Agence pour les pri-vatisations, « le problème est : comprend-il l'essence de la transition? Par exemple, dans le proces-sus de privatisation, notre conception est de sélectionner les bonnes entreprises pour en faire des locomotives. Lui voudrait plutôt que l'on renforce les entreprises faibles, qui soni à la traîne. C'est un vestige de la mentalité commu-niste, l'idée du nivellement par le bas, de l'égalitarisme».

Le président Iliescu, très attache à son rôle de défenseur de la classe ouvrière, a une préoccupation majeure en tête : le coût social de la transition, tout particulièrement en période électorale. « Même en France, remarque-t-il, aucun parti ne peut se permettre de se présenter devant les électeurs en disant qu'il va sacrifier les

gens et qu'il ne tient pas compte des effets sociaux d'une politique économique! Alors, a fortiori chez nous, où le processus est dur, com-plexe, la composante sociale d'un programme économique est obliga-toire. C'est pour cela que je propose au nouveau gouvernement d'élaborer un programme anticrise. » Qu'est-ce qu'un «pro-gramme anticrise», en pleine transition vers l'économie de marché? M. Illescu n'est pas un technicien de l'économie; il parle pêle-mêle d' approvisionnement alimentaire, d'énergie », de « report de quatre à cinq mois de la réduction des subventions à cer-



tains produits, prèvue le 1 janvier 1993 ». N'est-ce pas là freiner la réforme? « Non, assure-t-il. « Mais la réforme doit toujours tenir compte des réalités concrètes. C'est de la démagogie de dire que l'on peut accèlérer le rythme de la réforme. »

Les hommes du président

Rien là, semble-t-il, de très bon augure pour les radicaux. « Ce n'est pas ce que dis M. Illescu en public qui m'intèresse, nous dit pourtant M. Stolojan, mais ce souvent

des heures entières à expliquer au président certaines mesures économiques difficiles et à le convaincre de leur nécessité. Il y est parvenu. « Ça a coûté d'im-menses efforts à Iliescu, affirme M. Brucan. Mais c'est un homme intelligent. Les lois sur la privatisation, il les a acceptées à contre-cœur, mais il les a acceptées. Il sait maintenant que tout ça est inéluctable. » En fait, ce pourrait tout aussi bien être à dessein que cet énigmatique président entretient l'ambiguité sur son adhésion à la réforme.

Y a-t-il un partage des rôles, entre un président-père de la nation, protecteur des couches laborieuses touchées de plein fouet par l'effondrement de l'ancien système, et le gouvernement qui prend les décisions impopulaires mais inévitables? « C'est juste aussi », se borne à répondre mystérieusement M. Iliescu, toujours souriant... Finalement, résument la plupart de nos interlocu-teurs à Bucarest, « le problème n'est pas Iliescu, mais son entou-

Dans son palais de Cotroceni, excentré et classé « objectif militaire », M. Iliescu est-il donc isolé, prisonnier de ses conseillers et, de plus, mal entouré? Détail révélateur : le président n'a pas, à l'heure actuelle, de conseiller pour les affaires économiques. Les mêmes observateurs s'accordent à estimer que son équipe, réduite en nombre, manque « d'enver-gure ». Mais ils admettent aussi que si l'épais mystère qui entourait les «hommes du président» pendant les premiers mois du régime s'est quelque peu dissipé, ces hommes restent assez mal

Tout un groupe de ses conseillers sont passés par la défunte Académie Stefan Gheorghiu, l'école des cadres du Parti communiste. Ce qui déchaîne toujours la suspicion de l'opposition. « Ce sont des conservateurs, puisés dans le réservoir des militants. La seule différence avec les précèdents, c'est que ceux-là n'étaient pas au pouvoir », estime Cornel Nistorescu, directeur de l'hebdomadaire d'opconseiller de M. Iliesen nuance le tableau : « Beaucoup de ces hommes s'occupaient des questions internationales, ils connais-saient l'Occident alors que la Roumanie était un pays fermé. Ils savaient que le système devait changer, et c'est pour cela qu'iliescu les a choisis », ajoute-t-il. « Aujourd'hui, nous avons affaire à des communistes compétents et souples et non plus à des imbéciles, comme sous Ceausescu», juge M. Theodor Popescu, qui fut chercheur à l'Institut d'histoire du

Parce que, lors de la révolution de décembre 1989, les senis piliers à tenir bon furent l'armée et la Securitate, certains voient dans le président un prisonnier de ces deux institutions, dont les hiérarchies sont mêlées. Paranoala roumaine? On avance comme un indice le fait que certains de ces conseillers aient été en contact avec l'Occident sous Ceausescu. On rappelle que les Etats-Unis refusèrent un visa à l'un d'eux, peu avant la révolution, pour « raisons de sécurité nationale ». La suspicion s'est accrue lorsque l'ex-premier ministre, M. Petre Roman, a dénoncé la présence, jamais démentie, d'un conseiller de M. Iliescu dans la vallée du Jiu, peu avant la descente sur Bucarest des mineurs de cette région très contrôlée par l'ex-Se-

L'ambiguïté nationaliste

présente, « envahissante », affirme un homme d'affaires qui a traité avec le palais. Le général Vasile lonel, qui fut membre de la direc-tion politique de l'armée sous Après avoir été conseiller du pré-sident, le colonel Ion Talpes, l'Institut d'histoire militaire d'un des frères du dictateur, llie Ceausescu, a été récemment nommé mation (SRI), un homme qu'il rencontrait clandestinement avant la révolution, M. Virgil Magureanu, l'un des organisateurs du procès de Ceausescu. M. Magureanu a du récemment admettre ou'il avait été officier de la Securitate, dont il détient toujours les

Avant les élections, le président

avait aussi ses proches à des postes-clés de l'Etat. A la prési-dence de la Chambre des députés, M. Dan Martian, qui fut son successeur comme secrétaire de l'Union des jeunesses communistes. A la présidence du Sénat, M. Alexandre Barladeanu, exmembre du Comité central, qui a lancé les premières charges contre la politique économique « ultra-libérale» du gouvernement Roman. Le président dispose également du soutien du Parti démocrate. agraire, représentant la nomenklatura des campagnes et dirigé par M. Victor Surdu, collaborateur de M. Iliescu quand celui-ci fut premier secrétaire du département de lasi. Réputé fidèle en amitié, M. Ion Iliescu a le sens du contact personnel et amical qui lui assure le dévouement de ses collaborateurs.

Cela explique peut-être en par-tie comment, né du néant, le Front démocratique de salut national (FDSN), qui l'a soutenu à l'élection présidentielle, a pu devenir, en cinq mois, la première formation politique de Roumanie, très loin devant le Front de salut national de M. Petre Roman. La plupart des hommes de la « première ligue » du FDSN sont des inconnus. Mais derrière eux se profilent des personnages importants de l'ex-FSN, comme M. Vasile Vacaru. secrétaire du comité de l'édition pour Bucarest, sous l'ancien

Bref, estime un spécialiste du PC roumain, «le président représenie un système qui a peur du changement et il est soutenu par une large partie de la population qui partage ses craintes ». Pour-quoi cet homme, que l'on dit doté d'une grande capacité d'écoute et de dialogue, s'entoure-t-il de gens qui personnifient souvent la grisaille et l'immobilismo? C'est un des éléments de l'énigme.

 $\label{eq:constraints} |\varphi_{ij}\rangle = |\varphi_{ij}\rangle + |\varphi_{ij}\rangle$

The second section is

Company of the second of the s

the second section of

and the state of

The gar and the

 $f = (\gamma_{n} - \gamma_{n-1}) \cdot f_{n \overline{\gamma}_{n}}$

The state of the s

to a lawyri

Cont.

L'opposition reproche encore au président iliescu de toiérer les juges qui perpétuent l'ordre ancien, les directeurs d'entreprises d'Etat qui s'enrichissent frauduleusement en créant des sociétés privées fictives. A cela, le président - dont l'intégrité per-sonnelle est, en revanche, incontestée - répond : « Bien sûr, il y a des inerties, y compris dans l'appareil d'Etal et dans l'appareil économique, et ces inerties joueront toujours un rôle de frein. C'est vrai, les mentalités ne changent pas assez vite. Mais peut-on créer un corps de juges d'un jour à l'autre? Il ne faut pas couper de létes, »

Plus inquiétantes, peut-être, sont les relations ambigues que le président entretient avec les formations nationalistes. Et particulièrement avec le parti Grande Roumanie, dont le FDSN pourrait avoir besoin pour former au Parlement une majorité de gouvernement. Une telle alliance lui paraîtrait-elle acceptable? « On ne peut pas le dire maintenant », nous répond-il, puis, pressé d'être plus clair : « Je ne sais pas. », Et, enfin : « Je ne pense pas que ce sera possible. » Sur ce délicat sujet aussi, la méthode lliescu semble être de garder toutes les options ouvertes : le président rappelle qu'il a toujours « pris ses distances avec tous les extremismes ». mais le discours qu'il a prononcé cette semaine à Cluj, en Transylvanie, aux côtés du très nationaliste maire de la ville, M. Gheorghe Funar, n'a pas été publié – sa visite n'avait d'ail-leurs pas été annoncée à l'avance - et ses collaborateurs n'ont pas donné suite à notre demande de I'y accompagner.

Communiste, M. Iliescu? Cela ne veut plus dire grand-chose. Convaincu de ja nécessité du changement? Sans doute. Mais à la différence du président bulgare, M. Jeliou Jelev, dont il aime à dire qu'il est « aussi communiste que moi », ce n'est pas lui qui prend la tête du changement.

> SYLVIE KAUFFMANN et JEAN-BAPTISTE NAUDET

O AUTRICHE: arrestation d'un médecia accusé de crimes de guerre. - Le docteur Egon Sabukoschek, accusé jeudi 8 octobre, par M. Simon Wiesenthal de s'être rendu coupable de meurtres et de complicité de meurtres sur des juifs en Yougoslavie, pendant la seconde guerre mondiale (le Monde du 10 octobre), a été arrêté, vendredi 9 octobre, a annoncé le juge d'instruction, M. Karl Buchgraber, Le docteur Sabukoschek a rejeté ces accusations tandis que, seion le juge, les témoins interrogés ont été unanimes à reconnaître le médecin. - (AFP.)

Louvain-la-Neuve, l'université aux champs

LOUVAIN-LA-NEUVE

de notre envoyé spécial

VIDEMMENT, le cortège de la rentrés académique n'a pas la même allure ici qu'à Leuven. J'avoue ressentir parfois la nostalgie du décor flamboyant que j'ai connu là-bes. Mais à quelque chose malheur est bon : Il faut nous rattraper par l'excellence de notre enseignement. » Ainsi un responsable de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve (UCL) commente-t-il cranement son exil dans les anciens champs de bette-raves du Brabant wallon, où, fin septembra, quelque vingt mille étudiants ont rejoint leur campus, à une trentaine de kilomètres de la capitale, sur l'autoroute Bruxelles-Namur.

all y a encore des Français qui s'imaginent : nous trouver à Louvain l'ancienne » (Leuven en néerlandais), raconte Jacqueline Tulkens, directrice des relations extérieures, en parlant des visiteurs étrangers qui ignorent l'histoire compliquée de la Belgique de cette saconde moitlé de siècle. 1964 : les rues de la célèbre ville universitaire de Leuven, celle d'Erasme et de Mercator, sont secouées per les querelles linguistiques qui empoisonnent le royaume; « Alle Walen buitten » (« Tous les Wallons dehors »), hurlent les étudiants flamands.

28 mai 1970 : ministres et évêques ayan fini par admettre que la cohabitation était impossible, même entre chrétiens, une loi accorde la personnalité civile à deux universités distinctes. 2 février 1971 : le roi Baudouin pose la première pierre de l'UCL. Le divorce est consommé, on a tout partagé, y compris la partie de la bibliothèque épargnée par l'occupant allemand pendant la guerre. Aux Wailons les livres portant les numéros pairs, aux Flamands les autres.

L'Etat mit à la disposition des catholiques plusieurs centaines d'hectares expropriés sur le territoire de la commune d'Ottignies, en terre wallonne. Mais les évêques tinrent à garder le nom de l'université fondée en 1425. Construite ex nihilo - à l'exception de quelques fermes pieusement conservées pour des présente comme « la première ville nouvelle de Belgique depuis 1666, date de la fondation de Chaderoi ». Ceux qui l'ont conçue ont beau qualifier de «néo-médiévales» ses rues piétonnes (circulation automobile interdite, parkings périphériques toujours pleins), les immeubles et les habitations de brique construites à l'identique sentent le travail fait

Grand-Rue, rue des Wallons, Halles univer-

sitaires : un effort louable a capendant été fait pour restituer le perfum d'anten par l'attribu-tion de noms évocateurs. Collège Erasme, auditoire Montesquieu, collège Thomas-More, immeuble Pierre-et-Marie-Curie : il s'agit à la fois de rappeter les grands ancêtres et de montrer qu'on ne s'enferme pas dans un cléricalisme étroit,

« Guindaille » dans les «kots»

Commerçants, restaurateurs, fonctionnaires, quelque cinq mille personnes travallient sur le campus et l'habitent parfois, la ville étant prévue pour une population de cin-quante mille ames, avec son théâtre Jean-Vilar, son terrain de golf, sa zone industrielle



ouverte aux entraprises intéressées par la recherche. Quelques families bien-pensantes se sont fait construire des villes alentour, se disant qu'ici au moins elles seralent à l'abri des turpitudes modernes. Espoir souvent décu : dans les kots (logements pour étudiants), garçons et filles se livrent frénétiquement à la guindaille, réjouissance nocturne pendant laquelle la bière coule à flots.

Les portraits de ses prédécesseurs, tous de graves ecclésiastiques, oment la salle à man-ger moderne du recteur Pierre Macq, le premier laic à avoir accédé à cette fonction, en 1986. Il n'y a rien dans les propos de ce scientifique qui puisse trahir la nostalgie d'un quelconque ordre moral. Une fois posé que shumanisme chrétien » doit évidemment guider son action, il a beaucoup plus envie de parler de recherche scientifique - y compris dans sa faculté de médecine, implantée, elle, à Bruxelles, sur le site de Woluwe - que de problèmes de mixité ou de contrôle des prati-

Devenus étudiants, une partie des élèves de l'enseignement catholique de la capitale s'inscrivent à l'Université libre de Bruxelles (ULB), la rivale « libre exaministe » de l'UCL,

pour ne pas avoir à faire quotidiennement un trajet en chemin de fer auquel les nus du peintre Paul Delvaux, sur les quais du terminus, ne suffisent pas à donner de l'agrément. Alors, l'UCL perd son caractère bruxellois, s'ouvre largement aux francophones de tout le pays et aux étrangers, notamment zarois, « sans demander de certificat de baptême ».

Ce grand brassage concourt à créer l'ambiance très particulière des fausses «rues» de Louvain-la-Neuve - LLN, comme disent ses habitants - avec ses friteries, ses queues devant les machines à polycopier, ses odeurs de gaufres, ses jeunes filles de bonne femille et ses Africains déhanchés à l'écoute du baladeur. On vit un peu en vase clos, mais checun cultiva sa différence dans de multiples cer-

On s'asseoit sur les mêmes bancs, mais tout un monde sépare parfois les locataires des kots et les riches étudiants bruxellois, automobilistes privilégiés dont les auto-stoppeuses essaient d'attirer les regards. On flirte, on ripaille, mais on n'est pas tout à fait en milleu urbain. On se sent encore agressé par les premiers tags, ce fléau devent lequel la passivité des Parisiens étonne toujours ceux, nombreux, qui vont passer un weekend de l'autre côté de la frontière.

Aussi foumle qu'au Quartier latin, Agora, la grande librairie de LLN, vend en plus «le premier roman de Louvain-la-Neuve», un policier intitulé Jusqu'à preuve du contraire (Éditions Delperdange, en Belgique). Bérengère Deprez, son auteur, présente modestement comme sa « dernière blague d'étudiante » cette histoire dans laquelle elle ne craint pas de porter un regard critique sur un campus dont elle anime pourtant le journal, sans que le rectorat lui en tienne rigueur,

«J'ai détesté cette ville, dit un de ses personnages. Artificielle, plantée là comme un diktat de l'intellect, dans le mépris de la terre. » Et pourtant l'asprit souffle ici, y compris l'esprit estudiantin. Il y a quelques années, pour une visite du pape, de larges lettres blanches avaient été peintes sur la rambarde de béton qui longe une faculté : «BIENVENUE A LOUVAIN-LA-NEUVE». Peu après, un farceur a effacé le V et le E à l'intérieur du premier mot. Dans les kots, on rit encore de la tête des parents vanus ins-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

A Cotroceni, l'armée est très Nicolae Ceausescu, dirige le département d'analyse politique. ancien proche collaborateur à par M. Iliescu à la tête du département d'information extérieur, l'équivalent de la DGSE M. Iliescu a aussi place comme directeur du renseignement intérieur, le Service roumain d'infor-

fameux dossiers.

Jean-Paul II veut «trouver dans les erreurs du passé de quoi se renouveler à l'avenir»

arrivé, dans la soirée du vendredi 9 octobre, à Saint-Dominque pour une visite de six jours durant laquelle il inaugurera lea travaux de la quatrième Conférence générale des évêques latino-américains (CELAM). Durant son voyage en avion, le souversin pontife a évoqué le 500- anniversaire de l'évangélisation du continent, grâce à Christophe Colomb, mais aussi .les « erreurs » du passé.

SAINT-DOMINGUE

de notre envoyée spéciale

La main s'attarde peut-être un peu quand, dans un geste amical, elle se porte sur le bras de tel ou tel interlocuteur, et la démarche paraît aussi plus pesante, mais Jean-Paul II semble avoir retrouvé, à trois mois à peine de l'ablation d'une tumeur à l'intestin, l'essentiel de ses forces. Détendu, le teint frais, c'est avec beaucoup de liberté qu'il a sacrifié à la tradition, vendredi, en tenant, quelques minutes après le décollage, une courte conférence de presse dans l'avion spécial d'Alitalia qui l'emmenait vers Saint-Domingue.

Le pape n'a rien perdu de son humour (« Heureusement que j'ai été malade pendant les vacances, aujourd'hui, ce serait difficile »), de son mordant (« Les hommes politiques devraient être des saints »), ui de ses réparties («Si je vais bien? Mais vous m'avez vu, vous m'avez entendu. A vous de vous faire une idée!»). Ou encore : « Prier pour le redressement de la lire? Pourquo! pas plutôt pour la justice sociale?»

Fatigué? Pout-être. Mais Jean-Paul II, amené à réfléchir durant cette longue interruption forcée de ses activités, a acquis, reconnais-sent certains membres de son entourage, une « plus grande luci-

Le pape Jean-Paul II est dité sur lui-même et son pontifi-rrivé, dans la soirée du ven-radi 9 cembre à Saint-Domin treprendre ce cinquante-sixième voyage, son troisième à Saint-Do-mingue, et sans doute le plus attendu et le plus contesté de ces dernières années?

Son message à cet égard est très clair. Dans l'avion, comme plus tard lors de son discours d'arrivée, il a repris le thème déjà évoque depuis neuf ans dans tant de messages, dont celui adressé, en mai dernier, au symposium international consacré à l'histoire de l'évangélisation : « La croix plantée sur les tarres du Nouveau Monde était là pour illuminer le chemin des colonisateus. » En d'autres termes, l'aventure américaine « était voulue par Dieu ». Mais, le 12 octobre à l'aventure américaine «était voulue par Dieu». Mais, le 12 octobre à Saint-Domingne, ce n'est pas l'exploit de Christophe Colomb dont on célèbrera le 500° anniversaire, mais plutôt celui qui en découle et peut faire figure de «baptême» du nouveau continent: « un des faits majeurs de l'histoire de l'évangélisation».

Accepter -

les critiques « honnêtes »

Mais alors, les manifestations, l'autre jour, dans les rues de Saint-Domingue, les protestations des Amérindiens, les diatribes critiques du président haltien renversé, M. Jean-Bertrand Aristide, père salésien qui veilla un temps aux destinées de cette partie de l'ancienne Hispaniola, si durement conquise jadis, par le glaive et la croix? « Je n'ignore pas ces critiques, affirme Jean-Paul II, je les accepte, qu'elles concernent le présent ou le passé, mais à la condition qu'elles soient honnêtes.

Augune esquive : à ses détrac-Mais alors, les manifestations,

Aucune esquive : à ses détracteurs, le pape a, d'entrée de jeu, voulu répondre. Et ce n'était pas un hasard si ce discours anodin d'arrivée, prononcé devant une assistance clairsemée sons une évi-dente protection policière, semblait fait pour désamorcer bien des interrogations, pour qui pouvait lire entre les lignes : « Cette cèlébration de Saint-Domingue, l'Eglise a voulu s'y préparer avec l'humilité de la vérité, sans triomphalisme et sans fausse pudeur, en trouvant dans les erreurs du passé de quoi se renouveler à l'avenir. » Un thème qui lui tient à cœur et qu'il avait longuement développé dans

Après avoir rendu un hommage appuyé à Bartolomé de Las Casas pour la « confession terrible » effectuée en piein XVe siècle contre les erreurs de ses frères espagnols, « hui qui, dans les premiers, dénonça le génocide indien », le pape s'était aussi attaché à saluer dans ce geste, avait-il précisé, « l'espoir qui éveilla la conscience morale de l'époque, notamment à l'université de Salamanque, d'où nous vient après tout notre doctrine actuelle sur les droits de l'homme ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

□ CUBA : l'éviction de M. Carlos responsable de l'idéologie et de la politique extérieure, dans une note diffusée par l'agence officielle Prensa latina. L'éviction de M. Aldana et de ses collaborateurs, MM. Raul Castellanos, Marcial Dacal et M= Melba Chavez, a été décidée le

enquête sur leurs liens avec une société à participation étrangère, fourni du matériei de télévision et de radio à certains secteurs gouver-nementaux. Son gérant, le Cubain Eberto Lopez Morales, est en prison. La prochaîne réunion plénière du PCC déciders si M. Aldana reste membre du bureau politique et du comité central - (AFP.)

AFRIQUE

ANGOLA: alors que le président Dos Santos propose un entretien à son adversaire

Les interventions se multiplient pour convaincre M. Savimbi d'accepter le résultat des élections

de notre envoyé spécial

Jusqu'où le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ira-t-il? Combien de temps encore M. Jonas Savimbi tiendra-t-il les Angolais et la communanté internationale en haleine? Dix jours après les premières élections libres de l'histoire du pays, les résultats des scrutins présidentiel et législatifs n'ont toujours pas été officiellement proclamés. Tout le monde sait pourtant que le préle monde sait pourtant que le pré-sident sortant, M. Jose Eduardo Dos Santos, a été élu au premier tour et que son parti, le Mouve-ment pour la libération de l'Angola (MPLA), a obtenu la majorité absolue au Parlement.

Deux résultats que l'irréductible M. Savimbi ne veut pas admettre. Si M. Dos Santos a été élu, si le Si M. Dos Santos a été étu, si le MPLA est sorti triomphant de la course an Parlement, c'est qu'inévitablement il y a eu fraude massive, selon le postulat de l'UNITA. Résolu à ne pas se plier au verdict des urnes, M. Savimbi a d'abord exigé de ses généraux qu'ils se retirent des forces armées angolaises (FAA) nouvellement créées, avant de se réfugier sur ses terres à Huambo, sur les hauts plateaux au centre du pays. centre du pays.

C'est dans ce sanctuaire que, à sa demande, il a reçu, jeudi 8 octobre, le général Antonio Dos Santos Franca « Ndalu », un proche du président Dos Santos, avant d'accueillir, vendredi, M= Margaret Anstee, représentante du secrétaire général des Nations unies en Angola, porteuse d'un message du président de la République. « Nous avons fait des progrès », a estimé M= Anstee à son retour de Huambo, Mais, vendredi matin, le Huambo, Mais, vendredi matin, le pessimisme régnait au siège du MPLA, l'ex-parti unique. Le général «Ndalu» était rentré la veille inquiet des propos de M. Savimbi, qui lui aurait réaffirmé que la guerre reprendrait si le Conseil national électoral (CNE) persistait

dans son intention de publier les résultats des élections.

La loi électorale prévoyait pour-tant une publication des résultats dans les huit jours suivant le scru-tin. Le délai est écoulé mais les pressions internationales ont été suffisamment fortes pour que le suffisamment fortes pour que le gouvernement actuel revienne sur sa volonté initiale de respecter la loi au pied de la lettre. Après diverses consultations le président Dos Santos et le MPLA ont finalement accepté que les résultats ne soient pas diffusés avant l'arrivée de la délégation de l'ONU dépêchée à Luanda par le Conseil de sécurité.

> Bruits de bottes

Attendue samedi matin, cette délégation a pour mission impossi-ble de désamorcer une crise qui risque d'entraîner le pays vers une reprise de la guerre civile. Des bruits de bottes commencent à résonner dans les provinces. Diffé-rentes sources confirment qu'effectivement des groupes de militaires appartenant aux FALA, l'armée de l'UNITA, convergent vers plusieurs chefs-lieux tandis que, dans Luanda, les cadres du mouvement de M. Savimbi commencent à quitter les hôtels du centre-ville où ils résidaient depuis un an.

D'autre part, de hauts responsa-bles du MPLA affirment que des soldats démobilisés des FAPLA, l'armée régulière, reviennent vers eurs anciens cantonnements pour y reprendre du service, réclamant les armes et des vivres. De nombreux volontaires se seraient égale-ment présentés au ministère de la défense pour s'engager dans l'ar-mée et combattre « pour la paix, la démocratie », contre « l'UNITA et

La tension persiste donc, alors que la radio de l'UNITA continue de diffuser des bulletins triomphalistes. Dans un discours radiodif-fusé jeudi soir, le président Dos Santos a invité M. Savimbi à le

rencontrer. Celui-ci ne refuse plus obstinément l'entretien mais exige préalablement qu'un a agenda s soit clairement établi. Mais la position de l'UNITA n'a pas varié pour autant : « Ces élections sons une mascarade, une gigantesque fraude organisée », disent les dirigeants du mouvement, exigeant toujours l'annulation des scrutins.

Le MPLA, de son côté, se déclare prêt à « tous les compromis », à « toutes les négociations », dès lors que la volonté populaire aura été respectée et le résultat des élections accepté par tous. Car ni M. Dos Santos, ni son parti n'en-tendent abandonner les bénéfices d'une victoire que des centaines d'observateurs internationaux et les représentants de l'ONU en Angola estiment acquise au cours d'élections «libres et justes ». Il y a donc peu de chance pour que la déléga-tion du Conseil de sécurité mette en doute les « certificats de confor-mité » délivrés par la mission des Nations unies en Angola.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

D Les observateurs français font état d'irrégularités. - Dans un communiqué rendu public, vendredi 9 octobre à Paris, quatre observateurs français, charges d'examiner le déroulement des scrutins présidentiel et législatif en Angola, font état d'un « très grand nombre de problèmes », tels que, notamment, le « non-respect du secret du vote, l'Intimidation, la présence de la police à proximité et même dans les bureaux de vote». Ces émissaires, parmi les-quels se trouvait M. Didier Bariani, maire (UDF) du XX arrondissement de Paris, concluent qu'ail conviendrait que les observateurs et la presse internationale soient associés à la vérification des procès-verbaux (...) et qu'aucun résultat ne soit publié avant que les rapports définitifs de verification ne soient effectifs.»

CHINE: à la veille de son XIVe congrès

Le PC a officiellement clos l'enquête sur M. Zhao Ziyang

PÉKIN

de notre correspondant

«L'affaire Zhao Ziyang» est offi-«L'affaire Zhao Ziyang» est officiellement classée. Le comité central du Parti communiste chinois a clos, sans autre châtiment, l'enquête sur son ancien secrétaire général, révoqué lors du drame de Tiananmen en 1989. Il était accusé d'avoir commis de «granes erreus» de « négligence» face à l'embourgeoisement du parti, provoquent l'éclatement de sa direction face à la contestation démocratique. Cette décision a été annoncée. que. Cette décision a été annoncée, vendredi 9 octobre, à l'issue du neu-vième et dernier plénum du comité central qui avait été élu en 1987 lors du XIII congrès du parti. C'est ce dernier qui avait porté M. Zhao à la tête du régime.

La présente réunion de cinq jours précédait le XIV congrès, qui s'ou-vre lundi. M. Deng Xiaoping avait ordonné que le cas de son successeur déchu soit réglé auparavant, afin que son ombre n'obscurcisse pas l'avenir pour la succession qu'il s'efforce à nouveau de mettre en place.

Le comité central, incapable de trancher pour ou contre M. Zhao, a donc entériné le compromis négocié once emerine le verdict qu'avait pro-noncé le premier ministre Li Peng en juin 1989 est maintenu, mais l'af-faire n'ira pas plus loin. M. Li, alors fermement associé à la répression du eprintemps de Pékin», avait accusé M. Zhao d'avoir «adopté une atti-tude passive» face à la montée de l'esprit libéral au sein du parti et d'avoir « soutenu les troubles » dans

Il s'était toutefois vu refuser la per-mission de reprocher à M. Zhao d'avoir fomenté une «conspiration» d'avoir fomenté une « conspiration » contre le régime. M. Zhao avait été évincé de tous ses postes et remplacé par M. Jiang Zemin. Mais il avait conservé sa qualité de membre du parti. Il vit, depuis, en citoyen privilégié dans sa résidence, mais n'apparaît pas en public si ce n'est, à l'occasion pour una partie de colé l'occasion, pour une partie de golf, un de ses passe-temps favoris.

La décision finale du comité cen-tral interdit un éventuel retour aux

actuel, sur la crise de 1989. dirigeantes, ce qu'ils ont commencé à faire ces derniers temps, à l'exception des quelques boucs émissaires, tel le

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

comportez trop comme des gentie-men.» Dans la bouche de M. Lech Walesa, le propos est tout sauf une

S'adressant à M. Georges Kiej-man, vendredi 9 octobre, le prési-dent polonais regrettait ainsi la timi-

dité des hommes d'affaires français, qui tardent, selon lui, à saisir l'occa-sion et à s'implanter en Pologne. Le ministre délégué aux affaires étran-gères a répliqué que la bonne volonté des investisseurs français

tait « grande», mais que la partie polonaise « n'avait toujours pas répondus à certaines offres, en particulier celle faite par Total pour le rachat d'une raffinerie de période à Calcula d'Un santage de la company de la compan

Gdansk et l'installation d'un réseau

de deux cents stations-service à tra-

Le ministre français était porteur d'un message personnel de M. Fran-çois Mitterrand à M. Walesa. Le

vers le pays.

« Vous autres, Français, vous vous

affaires de M. Zhao, qui est âgé de soixante-treize ans, sauf nouveau ver-dict, très hypothétique en l'état II ne reste pass, des événements dramatiques qui menèrent à l'éviction Elle permet en revanche à tous ses de M. Zhao, que le souvenir cuisant lieutenants, un temps pionniers des d'une suite d'erreurs politiques sur réformes, de reprendre des fonctions laquelle le régime a prouvé son incalaquelle le régime a prouvé son incapacité à s'expliquer.

FRANCIS DERON

DIPLOMATIE

La visite de M. Kiejman en Pologne

Le président Lech Walesa déplore la timidité

des hommes d'affaires français

Pologne, le premier du genre entre

Varsovie et une capitale occidentale, signé le 9 avril 1991 à Paris et dont

les instruments de ratification ont été échangés par M. Kiejman et M. Skubiszewski, ministre polonais

Les relations entre Paris et Varsovie sont excellentes sur le plan

politique, mais ce séjour a démontré

jours autant que les uns et les autres le souhaiteraient. La France est le deuxième client et le troisième four-

nisseur de la Pologne, ce qui est un résultat appréciable, mais les expres-sions flatteuses cachent une réalité

chiffrée moins heureuse. L'Alle-magne occupe ainsi plus de 40 % de parts du marché polonais, alors que la France en a moins de 6 %. Les

importations polonaises ont connu

une extraordinaire progression. Elles

ont augmenté de 91 % en 1991,

pour atteindre 4,1 milliards de

francs, et les perspectives pour 1992

sont bonnes. Les Polonais ont le

sentiment qu'ils achètent beaucoup

des affaires étrangères.

PROCHE-ORIENT

Un citoyen américain arrêté par des Irakiens

Regain de tension entre Washington et Bagdad

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Un citoyen américain, M. Chad Hall, qui travaillait sous contrat avec le gouvernement koweitien pour le déminage d'une zone située près de la fron-tière avec l'Irak, récemment tracée par une commission spéciale

Le dossier de Total représente une affaire considérable. Mais il faut

affaire considérable. Mais il faut d'abord privatiser la raffinerie de Gdansk, qui a une capacité de 2,8 millions de tonnes par an, puis faire en sorte que l'essence soit distribuée dans le pays à travers un réseau de stations-service digne de ce nom. La délégation qui accompagnait M. Kiejman n'avait pas acquis, vendredi, la certitude que les Polonais sonhaitaient vraiment

Polonais souhaitaient vraiment

accorder ce contrat aux Français.

Un point reste obscur: s'agira-t-il

d'un appel d'offres international ou d'un accord de gré à gré entre gou-vernements? Total est une entre-

prise publique et la raffinerie de Gdansk aussi, mais il semble bien

qu'on s'oriente vers une adjudica-tion internationale, et il n'est pas sûr dans ce cas que l'offre de Total sera

En allant samedi à Cracovie, au

terme d'une visite de trois jours en Pologne, M. Kiejman devait aussi se

rendre à Auschwitz, où son père est

mort, alors que sa sœur, qui a sur-vécu, était déportée dans un camp

DOMINIQUE DHOMBRES

de l'ONU, a été enlevé, vendredi 9 octobre, par des militaires ira-kiens. Les Etats-Unis ont demandé sa «libération immé-

Washington, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, s'est mis en contact avec Bagdad par l'inter-médiaire de l'ambassade d'Algérie, qui représente les intérêts irakiens aux Etats-Unis, de celle de Pologne - chargée des intérêts américains en Irak - et du représentant permanent de l'Irak sux Nations unies, M. Nizar Hamdoun. Ce dernier a exprimé l'es-poir qu'une solution diplomati-que serait trouvée « plutôt que de s'engager dans une situation qui déboucherait sur une crise ».

Le porte-parole de la mission de l'ONU à la frontière irako-kode l'ONU à la frontière irako-ko-weîtienne a précisé que l'incident a eu lieu à 1 ou 2 kilomètres à l'intérieur du territoire koweï-tien. Deux artificiers pakistanais, qui travaillaient avec M. Hali, ont été relâchés. Un observateur de l'ONU aurait assisté à la soène sans pouvoir intervenir.

Demande rejetée ·

D'autre part, les rapports entre Washington et Bagdad se sont à nouveau envenimés à propos d'une mission d'inspection de l'ONU, qui devait se rendre en Irak le 17 octobre et dont le gou-vernement de M. Saddam Hussein a demandé le report, afin qu'elle ne coïncide pas avec « la période pré-électorale aux Etats-Unis ». Cette demande a été rejetée aussitôt par M. Rolf Ekeus, le président de la commission spé-ciale des Nations unies chargée de détruire les armes non conventionnelles irakiennes, qui a fait valoir que le rythme des inspections en Irak est déterminé « par le seul programme établi par la commission, conformément au mandat qui lui a été délivré par le Conseil de sécurité».

AFRIQUE DU SUD Les excuses

du président De Klerk

Le président Frederik De Klerk a, vendredi 9 octobre, pour la première fois, présenté les excuses de son mouvement, la Parti national (NP), pour la point-que de l'apartheid qui a divisé l'Afrique du Sud selon des cri-tères raciaux. C'est le Parti natio-nal au pouvoir sans internation nal, au pouvoir sans interruption depuis sa victoire électorale de 1948, qui avait mis en place le système de ségrégation permet-tant à cinq millions de Blancs de s'imposer à trente millions de

M. De Klerk, qui se trouvait à Winburg, dans l'Etat libre d'Orange, a reconnu que le gou-vernement de la minorité blanche avait « souvent péché » et com-mis des fautes. « Pendent trop longtemps, nous nous sommes accrochés au rêve d'une nation accrocnes su reve d'une nation avec des Etats séparés, alors qu'il était déjà évident que cela ne pourrait pas réussir. Pour cela, nous sommes désolés. C'est pourquoi nous travaillons à un autre système politique », conclu le président.

Le Congrès national africain (ANC) et d'autres mouvements noirs avaient souvent demandé au NP de présenter ses excuses pour l'apartheid. M. De Klerk s'était, jusque-là, abstenu.

La déclaration de M. De Klerk intervient alors que le gouverne-ment s'apprête à présenter devant le Parlement une loi autorisant les Noirs - qui n'ont pas encore le droit de vote - à participer au gouvernement. - (AFP, AP.)

maroc; arrestations et tortures an Sahara, selon le Polisario.

Des dizaines de personnes ont été arrètées et torturées par les forces de l'ordre marocaines à la suite d'une manifestation à Smara, au Sahara occidental, le 7 octobre, a annoncé, vendredi 9 octobre, le Polisario. Celui-ci affirme que deux femmes, grièvement blessées, ont été hospitalisées, et mentionne les noms de six personnes arrêtées. Selon le mouvement sahraoui, les manifestants, « brandissant les drapeaux du Front Polisario, réclamaient le droit à l'autodétermination, la libération des prisonniers politiques et la levée de l'état de SERGE MARTI | siège ». - (AFP.)

ings I supposed to shade deposed for illustration of A in family appropriate. Marie affiche - Street 4.4 m12

purter to the property dente to the state M Tage Made at the

members and the La gardina de la companya de la gardina de la companya de la compa

better and array

enilaborares:

Cela replace pro-

Front demonstration

national of the Car

desenie, en gerun

miere ferratit je

Roamanie He Et

Front de Long

M Petre & man g.

bummer de la certag

Да ГОЗУ

Mait der gen ein ge

Bersuchaum ingen

FSS some Ville

secretains to have

pour Rolling of

\$10 Bournary or any

were largery for the

Who But is the diger set in mission co

diger arminings.

de dans, a many

gut personal meter

andle et liere beg

Act General and the

pages of 18 2 St

francial in come a

manufacture of the

AND DESCRIPTION

gettelde in militaret. esset come into the time.

Service of the Art 175

gard as in the COV

Agronia in the talk

gazalitan + 1 . 18th

garant for the end of

date and it

from the section of

were service of the first

at at an in-

34 d a 1 4 m

4 Septe AN DISSESSED TO THE

COST SECT

前に対称で ドヤ

gently man

CTAXE --Pagette 1

ditter :

Plan

Water Care

Rogerta' 1

Pariente

ewas to in

galage stiller

555.5 ·

3000

Hyser(2)

化基本基本 化二十二

ARTHUR IN THE EVILENCE tura des materials M Victor and the M. thevan int.ptrt de is in diss geneties bles de plein mount de l'en-i generalment micr se del de les M ion the hear contact promoting the water to the same tie gamment ma. a Celection princip

A CHICAGO

e par in der sote Spie Chadey Les. La courr Change pupping in transcend de ces ne siere que la Roma de grand reposes Es in comme devices his most until de l' history distantist

manie gangarosts et a peus à des imbé-cation s'oppositement en Proposition dus fiet 1989 ben seule ben begge fargabe de gintaling volget nt de gelemmer de plaine dese les ket milities Pietrosis depoier antique ac -

men mitte attend

Dy and Supple . Year o in 2 1.4 77 Minds I state of

M. Vauzelle est parvenu à un accord avec les députés socialistes sur la garde à vue et le secret de l'instruction

Les députés ont adopté, vendredi 9 octobre, en première lecture, le projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice. Seul le groupe du PS a voté « pour », l'accord s'étant fait avec le gouvernement sur la garde à vue et sur le secret de l'instruction. Les communistes se sont abstenus; les groupes du RPR et de l'UDC ont voté « contre » ; les députés de l'UDF étaient absents de l'hémicycle lors du vota.

La garde à vue n'aura pas long-temps brouillé les relations entre le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et la chancellerie. Chal'autre. M. Vauzelle. suivant son inclination personnelle, n'avait guère rechigné, dans la nuit du

La prévention de la corruption

La commission des lois

propose d'amender

le projet Sapin

8 au 9 octobre (le Monde du 10 octobre), à accepter le principe d'un contact entre le gardé à vue et son avocat. La France n'était-elle pas le dernier pays européen, avec la Belgique, à proscrire une telle pratique? Le garde des sceaux devait toutefois, dans le même temps, ménager les fortes réti-cences que cette nouvelle disposition soulevait au ministère de l'in-

Aussi M. Vauzelle avait-il défendu un amendement de compromis, précisant que le contact avec l'avocat ne pourrait intervenir que vingt heures après le début de la garde à vue et à la condition qu'une prolongation de celle-ci soit « envisagée ». En outre, les per-sonnes impliquées dans des affaires de terrorisme et de trafic de stupéfiants étaient exclues d'une telle mesure. Las! A la surprise de tout le monde, l'amendement de le monde, l'amendement de M. Vauzelle avait été rejeté, le soufait défaut. On en revenait donc à la formule sans conditions - à l'exception de la limitation de la durée de l'entretien à une demi-beure -

> Un «signal à la presse»

Le gouvernement ne pouvait en rester à ce « raté » d'hémicycle. Demandant, vendredi, une aou-Demandant, vendredi, une nou-velle délibération sur son amende-ment rejeté la veille, M. Vauzelle en a finalement obtenu l'adoption grâce à la bonne volonté du groupe socialiste, à l'exception de M. Michel Pezet, rapporteur du projet au nom de la commission des lois. En échange, le garde des sceaux ne s'est pas opposé à un sous-amendement déposé par M. Gérard Gouzes (PS), président de la commission des lois, relatif aux personnes gardées à vue pour aux personnes gardées à vue pour terrorisme et trafic de stupéfiants.

Selon la proposition de M. Gouzes, adoptée par l'Assemblée, ces dernières seront autorisées à s'entretenir avec leur avocat, mais seulement après quarante-quatre heures.

La presse, non plus, n'aura lon-temps brouillé les rapports entre le groupe du PS et M. Vauzelle. Très isolé, le ministre avait demandé, dans la nuit du 8 au 9 octobre, la « réserve » sur l'amendement déposé par les députés, prévoyant une sanction pénale contre quicon-que publierait des informations violant le secret de l'instruction. Après avoir obtenu des assurances du côté du groupe, M. Vauzelle a levé, vendredi, cette réserve. Les députés ont rejeté l'amendement de la commission des lois, son président déclarant que celle-ci avait surtout souhaité «lancer un signal à la presse», afin d'en finir avec

La lutte contre l'immigration clandestine

Le Conseil d'Etat décide qu'un « mariage blanc » ne donne pas droit à une carte de résident

La Commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 octobre, le projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à ter un coup d'arrêt à la pratique des « mariages blancs ». Il a la transparence de la vie économique. Seul le PS a voté pour le jugé, en effet, vendredi 9 octo-bre, qu'un préfet a le droit de projet. La droite s'y est opposée, refuser une carte de résident à alors que la PC ne participait pas un étranger dont le mariage avec un Français s'avérerait être A propos du financement des de « pure complaisance ».

dépenses électorales d'une part, la commission, à l'initiative de M. Yves Durand (PS, Nord), rapment d'être contraints de célébrer porteur du projet, a prévu la publi-cité des dons consentis par des perdes mariages blancs, ces unions dont le seul objet est de permettre à un sonnes morales aux candidats lorsqu'ils excèdent 5 % du plafond étranger épousant une personne de de dépenses fixé pour l'élection nationalité française d'être autorisé à séjourner en France. L'ordonnance de 1945 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers précise, en effet, dans sa version résultant de la « Une suspicion inadmissible » loi du 2 août 1989, que «la carte de résident est délivrée de plein droit (...) au conjoint étranger d'un ressortis-Elle a aussi sensiblement abaissé le plafond pour les législatives, qui

sant de nationalité française». Aucune limite n'est ainsi mise à 400 000 francs selon que la cir-conscription compte plus ou moins de 80 000 habitants — à 250 000 ce droit, celles prévues par la loi du 9 septembre 1986 (que le mariage ait été célébré depuis au moins un an et que la communauté de vie ration de l'franc par habitant. entre les deux époux soit effective) La commission a enfin décidé ayant été supprimées. La majorité que ces dispositions ne s'applique-ront pas aux prochaines élections de l'Assemblée nationale avait estimé, en effet, qu'elles ne permet-taient pas réellement de déceler les législatives, prévues en mars 1993. Elles ne prendront effet qu'à comp-ter de la première élection qui suimariages de complaisance, mais qu'elles pouvaient embarrasser les conjoints dont l'union n'est pas fic-D'autre part, la commission des

> La réalité des mariages blancs n'est pourtant contestée par per-sonne : la commission de la nationalité, mise en place en janvier 1988 - elle était présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Elai - avait constaté que ceux-ci constituent une fraude grave à la loi, même si l'ampleur de cette fraude est difficile à mesurer. Certains pré-

cartes de résident à des étrangers lorsqu'ils avaient la certitude que le demandeur avait bénéficié d'une union de complaisance. Plusieurs tri-bunaux administratifs ont déjà eu l'occasion de donner raison à l'adrocession de donner raison a rao-ministration, mais celui de Dijon a jugé nécessaire que la haute juridio-tion administrative se prononce elle-même. C'est ce qu'a fait le Conseil

Juridiquement, l'affaire n'est pas simple, comme l'a analysé M. Ronny Abraham, commissaire du gouvernement. En effet, la rédaction de la loi, prévoyant une auto-maticité, ne laisse aucun pouvoir d'appréciation à l'administration. Or, le mariage relève de l'état des personnes, un domaine où l'autorité administrative n'a aucune possibilité d'intervention, seul le juge civil dis-posant de cette faculté. Théorique ment, le préfet ne pourrait que sai-sir, par l'intermédiaire du ministre, le parquet, qui engagerait une procé-dure aboutissant à la déclaration de la nullité du mariage, la Cour de cassation estimant qu'un mariage peut être considéré comme « nu faute de consentement lorsque les époux ne se sont prêtés à la cérémoêtranger à l'union matrimoniale »

> « Faire échec à la fraude»

Cette procédure serait forcément fort longue, et, comme le fait remar-quer M. Abrabam, pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, l'inté-ressé « aura pu se maintenir impunément sur le territoire, en détournant la loi de son objet». Le commissaire du gouvernement estime, en ostre, qu'en refusant de délivrer une carte de résident le préfet n'empiète pas sur le domaine de l'autorité judiciaire, puisque sa décision n'a pas pour résultat de préjuger de la nul-lité du mariage, celui-ci conservant ses effets prévus par la loi civile. Il constate, aussi, que la jurisprudence du Conseil d'Etat permet depuis longtemps à l'administration de porter une appréciation sur la validité d'un acte de droit privé, surtout si celui-ci a pour objet «une fraude à

Enfin, il ajoute que le fait que le texte de la loi ne laisse pas de pouvoir d'appréciation au préfet n'im-plique pas qu'il soit contraint d'accorder la carte de résident, le législateur ne pouvant « être réputé avoir entendu courrir la fraude».

Le Conseil d'Etat a suivi ce raisonnement. Il a décidé que si un mariage «s'Impose en principe à inistration tant qu'il n'a pas été dissous ou déclaré nul par le juge judiciaire, il appartient néanmoins au préfet, s'il est établi de façon curtaine (...) que le mariage a été contracté dans le but exclusif d'obtenir un titre de séjour, de faire échec à cette fraude et de refuser à l'intéressé, sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir [les tribunaux administratifs], la carte de résident ».

Cette nouvelle jurisprudence ira au-delà de ce cas précis. Comme l'a souligné M. Abraham, elle permettra aussi au préfet de refuser le renouvellement d'un permis de séjour s la réalité du mariage blanc apparai après la première délivrance, et elle privera l'étranger ayant bénéficié d'une telle union de complaisance conjoint d'un Français en cas d'ex-pulsion et de reconduite à la frontière. L'administration est ainsi dotée d'armes pour lutter contre cette pratique.

THIERRY BRÉHIER

En Polynésie française

Le maire de Papeete inculpé d'ingérence

passe de 500 000 francs

vra ce renouvellement.

lois a supprimé la possibilité - pré-vue initialement dans le texte -

pour les préfets de saisir l'inspec-tion générale de l'administration à

propos de la gestion des collectivi-tés. M. Durand a déclaré que cette

disposition faisait porter une « sus-picion inadmissible » sur les clus

de notre correspondant

M. Jean Juventin, maire de Papcete, président de l'assemblée territoriale, ancien député noninscrit, a été inculpé d'ingérence, ven dredi 9 octobre, par le juge d'instruction charge du « dossier Tamaraa-Nui », du nom de l'usine de traitement des ordures ménagères construite il y a quelques années dans la banlieue du chef-lieu du territoire de la Polynésie française.

Cette inculpation fait suite à une plainte déposée en 1990 par l'Asso-ciation pour le respect et la défense des contribuables (ARDEC), prési-dée par un conseiller territorial de l'opposition, M. Léon Cerran-Jerusa-lemy, qui reproche à M. Juventin d'être juge et partie puisqu'il cumule de président-directeur général de la société Taramaa-Nui (« le grand net-

Détenteur d'une seule action dans le capital de cette société, le maire de Papeete se défend vigoureusement des présomptions qui pèsent sur lui à propos de l'indemnité men-

suelle de 400 000 F CFP (22 000F) qui lui serait allouée depuis que l'usine a été construite sur un site de six hectares uyant appartenu à la commune de Papcete et cédé à la société en échange d'une participation au capital.

Le 20 août, déjà, deux collabora-teurs de M. Juventin, son ancien directeur de cabinet et l'un de ses cérés après avoir été inculpés de cor ruption active et passive et de trafic d'influence dans une autre affaire où une clinique locale aurait bénéficié indument d'une mesure de défiscali-sation (le Monde du 25 août).

Maire de Papeete depuis 1977. M. Juventin, fondateur du Here Ai'A, est aujourd'hui le principal ailié local de M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat, ancien député RPR, qui préside le souver-nement territorial et qui a lui-même été condamné pour ingérence à six mois de prison avec sursis, en avril dernier, à propos des conditions dans lesquelles il avait agrandi sa résidence de Tahiti (le Monde du

MICHEL YIENGKOW

u M. Georges Frêche (PS) : «Y a-t-il encore un garde des sceaux?» - M. Georges Frêche, député (PS) de l'Hérault, maire de Montpellier. a dénoncé jeudi 9 octobre la «lenteur» mise, selon lui, à généraliser un dispositif contre les évasions aériennes dans les maisons d'arrêts. a Y a-t-il encore un garde des sceaux?», a-t-il demandé lors d'une conférence de presse, ajoutant qu'il est « désormais prioritaire de restaurer la dignité de l'Etat dans les années à venir».

n M. Carraz est investi par les

militants socialistes de la Côte-

d'Or. - M. Roland Carraz, député (PS) proche de M. Jean-Pierre Chevènement, a reçu l'investiture, jeudi 8 octobre, des militants socialistes de la troisième circonscription de la Côte-d'Or. Un autre socialiste, M. Hervé Vouillot, s'était également porté candidat. Il a finalement retiré sa candidature, en laissant entendre qu'il pourrait se mettre sur les rangs en cas de désaccord entre les instances nationales du Parti socialiste et le courant animé par M. Chevènement. Ce dernier n'a pas exclu en effet de présenter, pour les prochaines élections législatives, ses propres candidats sous l'étiquette du Mouvement des citoyens, qu'il a créé en

a La demande d'inculpation des

dirigeants du PS. - Contrairement à ce qui avait été indiqué au Parti socialiste à la suite de la réunion du bureau exécutif, le 1º octobre, et à ce que nous avions écrit, en conséquence, dans le Monde du 3 octobre, ce ne sont pas « que rante-six dirigeants » de ce parti qui ont signé la lettre adressée à M. Renaud Van Ruymbeke afin d'être inculpés « solidairement » avec M. Henri Emmanuelli dans l'affaire Urba, mais vingt-six. L'hebdomadaire du PS, Vendredi, public la liste de ces signataires dans son numéro du 9 octobre. Il s'agit de MM. Jenn-Marc Ayraul Claude Bartolone, Jean-Marcel Bichat, André Billardon, Michel Charzat, Michel Debout, Me Claire Dufour, MM. Laurent Fabius, Claude Fleutiaux, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Lionel Jo. pin, Jean-Luc Laurent, Gérard Lindeperg, Pierre Mauroy, Daniel Per-cheron, Christian Pierret, Bernard Poignant, Alain Richard, Bernard. Roman, Mes Yvette Roudy, Francoise Seligmann, Gisèle Stievenard, M. Daniel Vaillant, membres titulaires du bureau exécutif, auxquels s'ajoutent deux membres associés, MM. Jean Auroux et Claude Estier, présidents des groupes de blée nationale et du Sénat.

POINT DE VUE

Ouverture ou nouvelle alliance?

par Jean-François Hory

L'existe, en politique comme en géométrie, des figures impossi-bles. Les géomètres le savent alors que nombre de responsables politiques l'ignorent ou feignent de l'ignorer. Le mode d'élection du président de la République et la généralisation du scrutin majoritaire ont placé le centre au premier rang des figures impossibles de la vie politi-que française. Introuvable centre, qui n'est pas un espace meis un simple point, calui qui sépare les candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Malgré cette évidence aveu - et mille fois vérifiée, de Jean Lecanuet en 1965 à France unie en 1992. - la construction du centre est toujours recommencée. Depuis 1988, elle a un nom : l'ouverture. Croit-on qu'il s'agit d'une véritable ouverture impliquent tout à la fois l'humilité du Parti socialiste, la recherche de compromis politiques, le recours à la proportionnelle ou la tolérance à la différence des écologistes, des démocrates-chrétiens ou même des radicaux? Pas du tout, il s'agit d'une ouverture octroyée, qui s'affiche... ouvertement comme telle. L'hégémonie socialiste consent quelques strapontins à des personnainés tentées par la permanence gouvernementale et qui n'entraînent avec alles ni l'opinion «centriste» ni leurs électeurs.

Après quatre années, l'ouverture en trompe-l'œil est analysée, par l'opposition, comme une tentative de débauchage d'autant moins effi-cace que les élections approchent et, par l'opinion publique, comme une addition de démarches indivi-duelles sans effet politique mani-feste, même lorsqu'elles sont méritoires. La majorité n'y a trouvé aucune ressource; elle s'y est de surcroît privée de crédibilité lorsqu'elle annonce sa votonté d'un dislogue équilibré avec d'autres forces

du centrisme incantatoire

dire, au centre de ce projet depuis adatre ans : Jean-Pierre Soisson, homme de dialogue et de tolérance, esprit de grande culture républi-caine, ami des radicaux. Et ceux-ci s'étonnent de le voir relancer réqulièrement, sur le plan national, la figure impossible du centrisme incantatoire alors qu'ils l'ont aidé à élaborer, en Bourgogne, une autre configuration, féconde celle-là, celle d'une nouvelle alliance pour une majorité de progrès.

L'émietrament de notre cohésion. nationale, les graves défauts de notre solidarité sociale, le disarroi européen de notre pays, le rejet par les citoyens d'une vie poliméritant des solutions plus ambitieuses que celles d'une arithmétique parlementaire penique. Nous devons sortir d'une logique centralisés, productiviste, économiste, tive et collectiviste qui a dissimulé las hommes sous les atatisti-ques pour aller vers l'âge de la qualité, de l'individu solidaire, du respect de la différence. Sortir d'un système majoritaire pour aller à la recherche de nouveaux compromis et réinsuffler l'humanisme dens la

La traduction pólitique de cette ambition-là existe de façon virtuelle. Le Parti socialiste est occupé à se moderniser, nous dit-on. C'est un vaste chantier que tous les hommes de progrès observent avec intérêt; mais c'est seulement l'affeire des socialistes qui ne peuvent plus pré-tendre constituer une majorité en affés actuels ou potentiels. A côté, il existe des écologistes qui ont à surmonter leurs divisions et à démontrer une especité à sortir de leur spécialisation. Il existe des recicaux qui dolvent réapprendre à vivre de facon autonome. On trouve encore des personnalités de la société dite civile. Et des sociaistes décus. Et des militants européens. Et surtout les Français innombrables cui ne s'estiment ni conservateurs

Certains sont mitterrandistes - su premier rang, les radicaux de gauche, - d'autres non. Certains se disent de gauche, d'autres se voient autrement. Certains appartienment à le majorité de 1988, d'autres pas. Mais si tous sont pour le progrès, la solidarité, la construction euronéenne, la décentralisation, le quaité de la vie et l'humenisme réhabilité, contre l'immobilisme, les sans délai, constituer entre eux une nouvelle ailliance et prendre leurs responsabilités. Les socialistes auront à sa déterminer par rapport à stratégie comme à l'accoutumée.

Le déferiement d'une majorité conservatrice à l'Assemblée nationale n'est pes maral. L'est possible d'endiguer la vegéé, de la refoiller. A condition de saisir la chance que nous propose aujourd'hui la contes-tation générale de la distribution partisane traditionnelle.

-6

建

運

Les Français ne sont pes lassés par la politique. Ils sont las d'une politique à courte vue, spéculative, grisâtre, et orientée vers le pouvoi considéré comme un objectif en soi. Il est temps de leur restituer une via publique rénovée per l'erithoualesme, par la jeunesse, par une véritable ouverture. Pas une ouverture d'échiquier, une ouverture d'es-

Jean-François Hory est le pré-sident du Mouvement des radi-caux de gauche.

Le Monde des Le Monde

ABONNEZ-VOUS 1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT (Valable jusqu'au 31/12/92)

Non.	Pri	лоп
Adresse		-
WHITE-BOOK CO.		1
Code postal	Ville	
Vous trouvers	z ci-joint mon règlement :	. 221
☐ Chèque je	int	
☐ Carte blea	er 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	السلط.
Expire à fin	. لبالنا	
☐ Carte Am		نسا أسا
Expire à fin	. ليا ليا	. :
÷ .	ure obligatoires :	

94852 Ivry-sur-Seine Cedex / sur MINITEL 3615, LE MONDE code ABO

OFFRE SPECIALE DE LANCEMENT

nouvelle alliance

of the parlamentar

designation of the company of the property of

combinate de service de la consensión de la consensión de service de la consensión de service de la consensión de service de la consensión de

Common south meritaminations, generally replications and Common southern replications, or common southern replications, or common southern replications. The tourner, or programment of the south southern replications as a southerness, in the construction a solution, as described in the southerness of the southerness

To Say definition and it uses the constitution of the constitution

The profession of the second s

Section Connection Herry att 15 and Manuscripers del Manuscripers del 5



MEZ-VOUS

Le 10 octobre
d'auberge es
de 22h Canal
Pendant
donnera tous le
teutes les po
interviews et re

Le 10 octobre, Canal+ aura des airs d'auberge espagnole. A partir de 22h Canal+ Espagne invite Canal+.

Pendant 24 heures Canal+ Espagne

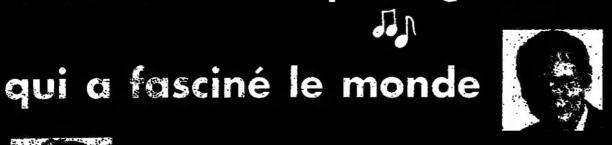
24 heures Canal+ Esp

donnera tous les moyens 👢 et ouvrira

toutes les portes de l'Espagne à nos

animateurs. Au programme : ciné,

interviews et reportages sur le pays



cette année.



Après le bruit des J.O. et celui de

l'Expo, la télé qui a étonné l'Espagne

fera tout



pour vous étonner.



CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES.

du Front national du conseil

régional, qui réclamait des

« charters pour les Maliens », n'a

pu, maigré sa demande, rencon trer M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du

logement, des transports, ni-

ministre délégué au logement et au cadre de vie, dont les bureaux n'étaient malheureusement pas la

où se déroulait la manifestation.

Cela ne devrait pas empêcher

M. Le Gallou et ses amis de réé-diter leur expédition socturne le

M. Jean Kahn cité à

comparaître es justice par M. Jean-Marie Le Pen. – M. Jean-Marie Le

Pen a assigné M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des

institutions juives de Prance

(CRIF), à comparaître, le

26 novembre prochain, devant la 17 chambre du tribunal de grande

instance de Paris. Le président du Front national reproche à M. Kahn

des propos tenus dans le Monde du

mercredi 2 septembro, après la pro-fanation du cimetière d'Herriis-

heim (Haut-Rhin). « On ne peut

pas ne pas faire le rapprochement

également une incitation à la haine

u L'Alliance populaire (extrême

droite) hace un appel aux électeurs du « non ». — M. Jean-François: Touzé, délégué général de l'Al-liance populaire (extrême droite), a

lancă, jeudi 8 octobre à Paris, un

appel aux électeurs qui se sont pro-

noncés contre le traité de Maas-

tricht, en dénonçant MM. Pasqua,

Séguin et de Villiers, qui sont

« englués dans leurs structures parti-

sanes ou isolés dans leur logique

personnelle», ainsi que le Front

national, assimilé à un « intégrisme

tion ». L'Alliance populaire, qui

tiendra son premier congrès les 14 et 15 novembre à Reims, va mettre

en place un « observatoire sur

Maastricht » qui sera dirigé par

M= Soraya Djebour (ex-FN) et qui

publiera, à partir de décembre, un bulletia sur « les méfaits de ce

racigle.»

12 octobre.

Marie-Noëlle Lienemann,

A Auch

M. Juppé est témoin

des rivalités au sein

de notre correspondant

« Affirmer l'unité du mouvement, lancer l'union de l'opposition, parler aux Français en leur donnant quelques perspectives »: M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a affiché ces trois objectifs en commençant, jeudi 8 octobre, à Auch. un a tournée nationale des popotes» de son mouvement, Dans une fédération divisée par la perspective des élections législatives, la venue du secrétaire général est tombée à point nommé. Le RPR, en effet, ne compte pas moins de quatre prétendants dans la première circonscription du Gers pour ravir le siège de M. Jean Laborde (PS), qui ne se représentera pas,

Aux deux principaux responsables locaux, MM. Jacques Brussian et Jean-François Tolsau, tous deux partisans du « non » au traité de Maastricht, s'ajoutent M. Yves Rispat, président (apparenté RPR) du conseil général, et M. André Daguin, le très médiatique restaurateur de l'Hôtel de France.

Au cours d'une réunion publique, dans la soirée, M. Juppé a pu être le témoin étonné d'une vive passe d'armes entre MM. Rispat et Daguin. Le premier a fait officielle ment acte de candidature, en revendiquant el'investiture nationale accordée par le RPR». On laisse entendre qu'il l'aurait en poche depuis le 8 juillet. Présent dans la salle et invité à monter à la tribune, le second, qui vise la majrie d'Auch, lui a immédiatement répliqué : « Seule l'union gagnera, » déclaré M. Deguin, mais pour être unis il ne faut pus toujours être unis autour du même.» L'allusion était transparente : M. Rispat cumule les mandats de maire, de vice-président du conseil régional, de président du conseil général et culture.

N'oubliant pas qu'il était dans un des départements les plus agricoles de France, M. Juppé a profité de son passage à Auch pour nouer discrètement un premier contact avec la Coordination rurale, l'organisation paysanne la plus hostile à la réforme de la politique agricole commune (PAC). Au cours de son intervention publique, le secrétaire général du RPR avait annoncé la mise en place d'une procédure d'urgence, dans le cas d'un retour de la droite aux affaires, à l'intention des exploitants en difficulté. Le RPR présentera, à la mi-novembre, un plan global d'aménagement du territoire centré autour de la revitalisation du monde rural.

DANIEL HOURQUEBIE

I M. Poperen estime que « l'âge d'or est révolu» pour le PS. -M. Jean Poperen, ancien ministre, ancien ministre des relations avec le Parlement, déclare dans le Figaro du vendredi 9 octobre que si ale PS d'Epinay a joué un rôle décisis, aujourd'hui, e l'âge d'or est révolu» et « à une nouvelle période, il faut une nouvelle structure». Il soubaite «un grand parti du mouvement ou de la réforme, qui serait suffisamment souple pour rassembler toutes les « diasporas ».

a M. Delebarre affirme que les élections législatives ne sont pas perdues. - M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes entretien publié par Libération du 9 octobre, que les socialistes n'ont « pas encore perdu» les prochaines élections législatives et que « la droite n'a pas encore gagnés. « Frappe de voir combien d'acteurs de gauche ont dans l'idée que les législatives sont perdues avant que le combat ait eu lieu », il estime que les socialistes doivent avoir x le courage de revendiquer ce [qu'ils ont] fait ».

a M. Mermaz et «le goût des larmes ». - M. Louis Mermaz, ministre des relations avec le Parlement, a ironisé, jeudi 8 octobre, sur RTL, au sujet de «ceux qui ont le goût des larmes». Estimant que, « quand on est engagé dans une bataille, il ne faut pas avoir d'états d'âme», il a critique les socialistes qui « se couvrent la tête de cendres en disant : « Oh la la l, qu'est-ce qu'on a fait depuis douze ans!», surtout quand ils ont joue une part active dans ces douze années écoulées.» «A nous de croire à ce que nous avons fait », a-t-il dit.

Préparant les élections législatives

M. Jean-Marie Le Pen l'af-firme: le Front national n'est pas morose. C'est donc la joie au cœur que cadres et dus du Front national devaient participer, dimanche II octobre, à Paris, à la réunion du conseil national de leur parti, la première depuis le référendum sur la ratification du traité de Maastricht.

Après la victoire du « oui », ne courte tête, le Front national étant de ceux qui préconisaient le « non », le mouvement leneniste devait faire le point de la situation politique, donner le coup d'envoi des élections légis-latives et présenter les grandes lignes de sa convention nationale du mois de novembre, au cours de laquelle il présentera son pro-gramme politique « revisité ».

Cc programme devrait faire l'objet de retouches, plutôt que de profondes modifications. On ne sait pas encore si la suppression de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), un des chevaux de bataille de M. Jean-Claude Martinez, député européen, y figurera. Il est certain, en revanche, que la lutte contre l'immigration et l'insécurité occuperont une place de

Le Front national radicalise son discours choix dans le projet du Front

> En prévision, peut-être, de la déclinaison du thème le plus ren-table pour l'extrême droite – en dehors du « complot cosmopolite et mondialiste » qui unit, dans les mêmes ténèbres, les juifs et les francs-maçons, - l'organisation de M. Jean-Marie Le Pen s'est lancée dans une radicalisation de son discours. Bien qu'il soit au centre de tous les débats qui agitent le monde politique, le Front national a décidé d'occuper la rue... pour se donner plus nt une dimension médiatique. La fin justifiant les moyens, les Maliens sans logis qui campent sur l'esplanade du château de Vincennes ont fourni l'occasion d'une «opération Bamako», ainsi qu'elle avait été baptisée

par ses promoteurs. Organisateur d'une démonstration-surprise des fédérations de la région lle-de-France, M. Jean-Yves Le Gallou s'est rendu, le 5 octobre, jour du vingtième anniversaire de son parti, devant le secrétariat d'Etat à la ville, à la tête d'une centaine de per-sonnes. Le président du groupe

Une lettre de M. Jean-Marie Le Pen

invoquant le aross de reponse, M. Jean-Marie Le Pen nous adresse la lettre suivante, à la suite de l'ar-ticle intitulé: « Le Front national va célébrer dans la morosité son vingtième anniversaire», publié dans le Monde du 30 septembre :

En 1986, le Front national a obtenu aux élections régionales 2.658.500 voix, 137 élus et 9,56 % du corps électoral :

En 1992, le Front national a obtenu aux élections régionales 3 396 (41 yolx, 239 élus et 13,9 % du corps électoral, soit un gain de 737 641 voix, de 102 élus et de 4,34 % du corps électoral.

Aux élections cantonales de 1985, présent dans deux cantons sur trois seulement, le Front natio-nal a obtenu 7,85 % des voix. Aux mêmes élections de 1992, dont vous signaliez à juste titre le caractère difficile pour les partis qui n'ont pas de « notables», le Front national a obtenu 12,18 % des voix, soient 1530094 voix.

Alors qu'en 1985 le FN avait un

LIVRES POLITIQUES

ans l'ombre de la politique

se meuvent les éminences

score inférieur à 5 % dans 30 départements, en 1992 seuls 5 départements étaient dans cette catégorie, alors que dans 49 le score dépassait 10 % et dans quatre 20 %.

Sont-ce là des signes de recul devant entraîner la morosité? Je ne le pense pas.

J'ajoute que les thèmes qui furent ceux du «non» à Maastricht, et qui ont mobilisé presqu'un Français sur deux, sont ceux du Front national, ce qui prouve, à tout le moins, que ses thèmes sont partagés par beaucoup de ces der-niers, au-delà des barrières politi-

C'est pourquoi j'ai bon espoir qu'un grand nombre de Français se retrouveront en mars prochain autour de la Nouvelle Opposition nationale qu'animera le Front

[Le Monde s'a pas un mot à changer à l'analyse qu'il a publiée dans son édition du 30 septembre.]

renseignement). Elle agit essen-

tiellement dans les courses de la

Un autre ouvrage permet d'affer

plus loin dans cette exploration :

avec le Dossier Georges Albertini, Jean Levy s'est livré à une étude

narticulièrement fouillée et étayée

de ce cas particulier - celui d'une

éminence grise s'il en est - pour

contribuer à l'élucidation d'un

passé récent, souvent occulté, et

dont la part obscure se révèle

régulièrement sous les habits de

l'actualité. De ce point de vue, l'iti-

néraire de Georges Albertini, pro-fesseur et militant de la gauche

socialiste avant guerre, second de

Marcel Déat et organisateur d'un

parti acquis à la collaboration avec l'Allemagne nazie pendant l'Occu-

pation, reconverti à la propagande

anticommuniste pendent la guerre

froide et conseiller influent sous la IV- et V- République, est instructif.

La question posée par l'auteur de

cette enquête est aussi simple que

troublante : « Comment un « colla-

borateur» de haut niveau avec les

nazis - jugé et condamné à la

Libération - a-t-il pu, peu d'an-

nées après, devenir le conseiller

officieux et écouté de dirigeants

politique et de l'Histoire.

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

set enfants,
Me Anne-Marie Mare

M. Jean-Clau Toute la famille

one la douleur de faire part du décès de Frère Jean-Louis MAREST, grand officier provincial des Marches de l'Est,

survenu le 8 octobre 1992, dans sa cin-quante-neuvième année, à Saint-Ger-

Priez pour lui !

Et ses amis,

La cérémonie religiouse célébrée le mardi 13 octobre, à 9 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles, sa paroisse, sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Vaugirard, 320, rue Lecourbe, Paris-15°,

Réunion à l'église ou au cimetière. Un registre à signatures tiendra lieu

Selon la volonté du défant, prière de n'apporter ni ficura ni couronnes.

6 bis, rue de l'Ermitage, 78000 Versailles.

entre cette profanation en Alsace et - Georges, Michel et Simone les événements racistes de Rostock en Allemagne» avait dit M. Kahn. Toute in familie, Les déclarations de M. Le Pen le 23 août à la Trinité-sur-Mer sont

Ses nombreux amis Et les disques Barclay, ont la tristesse de faire part du décès de

Jess RICHARD.

survenu à Paris le 8 octobre 1992, à

La bénédiction sera donnée le murdi 13 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, Paris-I*.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité au cimétière du Mont-

(Ná en 1924, Richard Marcaia avait commencé une carrière d'humoriste dans les années 50 et faisait passer en première partie de ses spectacies un chanteur glébotant nommé Ciurles Azua-Vour. Les deux bommes sevalunt seller d'amitié et quelquer années plus tant, en 1965, lorsque your, Les deux hommes devaluer gerier d'amble, et quelquer années plus tant, en 1965, lorsque-dichard Marsan prit un postu de hespelsschillés (chez Barciar, il devint maturellément son firecteur, artistique. C'est également chez Barciay qu'il prit; un main la destinée de Bernard Lavilliers dont il; suivit la carrière pendant près de vingt ans. Il col-labora étroitement avec Jacques Brel (signant la direction artistique de son utime album) et Lés Ferré, qui, dans les années 70, lui consecra une chanson istitulée (Bichard.)

ANDRÉ LAURENS

donnés). Pour exercer un tel

Eminences grises et noires grises, souvent plus célèbres par le rôle qu'on leur prête que par celui qu'elles jouent. Voici classiques. Leur vision de l'action l'occasion d'en approcher quelpolitique est à la fois étroite, dans ques unes, dix précisément, que la définition des objectifs, et large, deux journalistes, Roger Faligot et Rémi Kauffer, ont choisi de mettre dans la stratégie et les moyens. Leur fonction permet de corriger en lumière. Ces deux auteurs ce que la politique a de formel et reconnaissent ce que leur sélecde figé. Elle a ses terrains d'action tion a d'arbitraire et de subjectif, priviléglés (les circuits financiers. et indiquent que leur intention est les organisations de masse. l'Afride présenter « une autre manière que), ses périodes propices (la de pratiquer la politique » sous des régimes différents et dans des guerre froide, les changements de régime) et ses filières de prédileccamos opposés. tion d'Eglise, la Franc-Maçonnerie, Ils montrent, dans leur étude, les appareils politiques, les officines révolutionnaires ou contrerévolutionnaires, les services de

comment s'est forgée « l'Identité de ceux qui agissent dans le silence » et comment « ils tissent leur tolle », ce talent constituent avec d'autres ingrédients, l'énergie, la patience et la capacité de rebondir, le dénominateur commun des éminences grises. Car pour le reste, elles ne se ressemblent guère et certaines, vues de près, se révèlent plutôt hautes en . couleur. Le cardinal Eugène Tisserant, l'avionneur et financier Paul-Louis Weiller, le militent révolutionnaire Pablo, le syndicaliste américain Irving Brown, des hommes d'appareil tels que Gaston Plissonnier et Roger Fajardie, des compagnons en fidélité comme Jacques Foccart et Francois de Grossouvre, un homme d'influence de la dimension de Georges Boris appartiennent, à l'évidence, à des mondes diffé-

Pourtant, en visitant cette calerie de portraits, il apparaît que piusieurs des modèles retenus ont d'autres traits communs que leur vocation: ils se situent par repport à des positions de pouvoir, dont ils servent les intérêts, et à l'intérieur de champs d'influence dont les limites dépassent largement celles que dessinent publiquement les rapports de forces

socialistes et gaullistes (de leaders d'autres formations également), en particulier au moment où les uns et les autres occupaient des postes de responsabilité politique et gouvernementale, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat?»

A son procès, Georges Albertini

evait expliqué qu'il n'avait fait que suivre la voie tracée par Philippe Pétain et qu'il n'avait commis qu'une erreur de jugement, certes « infiniment lourde », en croyant que l'Allemagne gagnerait la guerre. Bien que reconnu coupable d'intelligence avec l'ennemi, il avait sauvé sa tête, à la différence de collaborateurs moins éminents que kit, au bénéfice des circonstances atténuantes. Il ne devait passer en prison que quatre des cinq années de se condamnation. Jean Levy s'attache à montrer, pièces à l'appui, que l'engagement pro-ellemand, c'est-à-dire pro-nazi à l'époque, du Rassemblement national populaire et de son secrétaire administratif ne souffre pas

de doute. Les carnets laissés par

Marcel Déat fournissent sur ce

point tous les détails souhaitables. Le plus extraordinaire est de découvrir, au fil de cette étude, comment le réseau d'amitiés et d'intérêts noué avant, pendant et après la guerre par Georges Alber-tini lui a permis non seulement de survivre, mais d'exercer longtemps son influence (dans leur ouvrage, Roger Faligot et Rémi Kauffer intitulent ce chapitre La revanche de Monsieur Georges). En effet, ce stratège compromis dans la collaboration et qui disait s'être lourdement trompé, n'en redevint pas moins un conseiller écouté, voire un mentor l (L'erreur

n'est pas rédhibitoire en politique

et les pécheurs y sont vite par-

ascendant, il fallait posséder une forts personnalité et un entregent peu commun : Georges Albertini avait les qualités requises, mais cela n'aurait pas suffi sans un environnement favorable. Dans sa croisade contre le communisme, il fut servi par le mélange de peur et d'aveuglement qui régnait pendant la guerre froide, peur de la menace soviétique, d'un côté, aveuglement de ceux qui refusaient de voir les errements du système

stalinien, de l'autre.

Avec le soutien, financier notamment, des réseaux de la droite, et grâce à la réceptivité qu'il trouvait auprès des diverses sensibilités anticommunistes. Georges Albertini parvint à tisser sa toile. Se technique policière de documentation, sa propension à démasquer le dessous des choses ou à dénoncer l'ennemi intérieur loar exemple, le Monde présenté, dans les années 50, comme un agent du Kremlin i) convensient au climat de l'époque. Selon Jean Levy, Georges Albertini fut, en quelque sorte, récupéré comme spécialiste par ses ennemis d'hier, de même que Klaus Berbie avait été recruté après la guerre par les services de contre-espionnage américains.

Alors que les Français sont conduits à réexaminer leur passé, à travers d'autres sombres dossiers qui remontent à la surface. Il n'était pas inutile de rappeler l'étrange parcours d'une éminence noire. Au moins pour la clarté des choses et l'intelligence du terrins. Eminences grises, de Roger Faligot et Rémi Kauffer, Fayard, 432 pages, 140 F.

▶ Le Dossier Georges Albertini. Une intelligence avec l'ennemi, de Jean Levy. L'Harmattan, 280 pages, 140 F.

Alain et Gilles Dubuisson,
 M= Héloury,

ont la tristesse de faire part du décès de Françoise DUBUISSON.

survenu le 9 octobre 1992.

Une absoute aura lieu un l'église

de Fontenet (Charente-Maritime).

Pas de fleurs mais des dons pour les enfants de Yougoslavie au Secours populaire français, 9-11, rue Froissard, 75003 Paris.

Alain et Gilles Dubuisson. 15, rue Bartholdi, -92100 Boulogne.

- M- Geneviève Ravault,

son épouse, Marie-Claude Rayault-Chabrat, Suzame Ravault-Schenk, Bruno et Marie-Noëlle Ravault. Laurent, Vincent et Sonia, m belie-fille, ses enfants et petits-en-

Les families Ravault, Reynald; Bellissen, Gommet, Suquet, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques Georges RAVAULT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 8 octobre 1992, à l'âse de

le mardi 13 octobre, à 14 heures, es l'église Notre-Dame-des-Champs, à Paris-6.

Ni fleurs ai couronnes.

208, roc de Vaugirard,

Remerciements

Dournos

M. et M. Maurice Dourson, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie

professeur Eric DOURNON,

vous adressent leurs sincères remercie

Anniversaires - Pour le vingt-deuxième anniver-saire du décès accidentel de

Françoise ABACH-JAUFFRET.

ses parents demandent à coux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son sou-venir une douce et affectueuse pensée.

i≠ septembre 1939-11 octobre 1970. - Il y a un an, le 11 octobre 1991.

Marcel VALENTIN. avocat docteur en droit

Malvy Valentin,

son épouse, Et le docteur André Georges Valenson fils bien aimé,

prient que cenx qui l'ont connu et apprécié pensent à lui.

34, rue Félix-Merlin. 93800 Epinay-sur-Seine

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 10 octobre 1992 : DES DÉCRETS

- nº 92-1116 et 92-1117 du 2 octobre 1992 portant repartition de la dotation globale d'équipement des départements et des com-munes pour l'année 1992;

- nº 92-1122 du 2 octobre 1992 relatif à la taxe parafiscale perçue pour le financement des actions du sectcur céréalier;

. - nº 92-1127 du 2 octobre 1992 modifiant le décret nº 70-982 du :27 octobre 1970 relatif à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'ou-

Tous les jours du lundi 12 octobre au vendredi 16 octobre inclus. De 9h à 18h sans interruption.



PARIS 24, FAUBOURG, STHONORE, PARIS 8" TÉL 40 17 47 17.

PRET-A-PORTER, MAROQUEVERIE, CABRÉS, CRAYATES, GANTS, CHAUSSURES ÉPONCE, CRISTAL ET GREEVRERIE.

SOCIETE

Min (t. 1.....

State of the Contraction

Busine III BU 1550/

The second of th

The state of the s

Filter of the control of a con-cipation Photography of March Con-

name regions.

Table of Maria and Maria a

THE BECKETON OF THE A SOLE

Land Committee of Louis Review by

Jacques Georges RAVAUL

Programme of the control of the cont

The control of the co

Remerciene:

Anniverse

THE LAND AND A COMMENT

JOURNAL OFFICE

Sent public to a contract

Landador de la companya de la compan

Marie Constitution of the Constitution of the

🍂 in garieta 🐣 🦠

THE DRIVERS

And the second

West a personal

Tag car Sere

The real

ige de Cyson Igan (BAI) d Igan (F-M)

-

L'accident aérien survenu en Chine est le troisième en trois mois

Un accident aérien, survenu en Chine, jeudi 8 octobre, porte à trois en trois mois le nombre des catastrophes aériennes survenues dans l'Empire du Milieu. Les trois accidents sont le fait d'appareils très anciens qui auralent dû cesser de voler. C'est une illustration de l'anarchie qui règne dans les transports aériens chi-

> PÉKIN de notre correspondant

L'accident d'avion dans lequel treize personnes, dont neuf touristes français, ont trouvé la mort dans l'ouest de la Chine, jeudi 8 octobre, est la troisième catastrophe aérienne annoncée officiellement en trois mois en Chine. C'est beaucoup, mais, ce qui est plus grave c'est la nature commune de ces trois accidents : dans chaque cas, il s'agissait d'appareils très anciens, de fabrication soviétique, affrétés, au moyen de combines passablement suspectes, par des compagnies virtuellement nconnues dont les responsabilités juridiques apparaissent hautement

Ces trois accidents illustrent l'anarchie prévalant dans le trans-port aérien chinois, à mi-chemin entre le dirigisme étatique d'anquée dans sa version la plus sauvage par des branches de l'administration incontrôlées.

L'avion qui s'est écrasé jeudi, à la suite d'un problème de moteur survenu après le décollage de Lanzhou, était un bimoteur à hélices du modèle Iliouchine-14, construit dans les années 50. Sous la pression de la communanté internationale, l'administration de l'aviation civile de Pékin avait accepté il y a quelques années d'interdire au transport de passagers cet appareil et un certain nombre d'autres antiquités douteuses dont le parc aérien chinois est composé, les reléguant à des engins de transport de marchandises. Mais, décentralisation aidant, cet appareil précis avait été revendu à une compagnie aérienne basée à Wuhan, au centre de la Chine, qui l'avait à nouveau reconverti en porteur de

En août, cent six Chinois avaient été tués lorsqu'un Yak-42 s'était écrasé au décollage à Nankin (est). Le même mois, dix touristes japonais et six autres Chinois étaient morts lorsque leur hélicoptère, de type Mikoyan-8, s'était écrasé au sot près de la Grande Muraille, à Pékin. Dans ces deux derniers cas, les engins avaient été affrétés par une com-pagnie intitulée General Purpose dans l'exploitation des appareils les moins conformes aux normes de sécurité aérienne modernes.

L'explosion du marché touristique chinois a ouvert la brèche à quantité d'opérations douteuses de ce genre. Dans une expérience très récente, il nous a été possible de constater que les responsabili-tés étaient à tel point déléguées qu'il n'est plus possible, dans bien des cas, de blamer quiconque pour les aléas d'un déplacement aérien : à l'aéroport de Yantai, le billet d'un vol pour Pékin était émis par une compagnie locale, la carte d'embarquement portait le nom d'une deuxième compagnie, et l'avion arborait les couleurs d'une troisième. A côté de l'aéro-gare, la maison d'hôte de l'administration nationale de l'aviation civile avait été reconvertie en hôtel, avec publicité bien en évidence à l'arrivée des passagers.

Assurance obligatoire

Le gouverneur local ne disposait même pas de l'autorité suffisante pour se procurer une place dans l'avion, bondé de marchands privės, dėsormais prioritaires. Un fonctionnaire dut supplier - « el non réprimander», nous assura-t-il - les employés de l'aéroport qui avaient, d'office, revendu au mar-Un peu en amont, la scierle et l'usine d'emballage de François Lopez ont été complètement dévastées. Les peupliers arrachés à la montagne par le torrent furieux ont défonce les hangars et submergé les machines. « Cette ligne de sciage toute neuve m'avait coûté 1 million et demi », explique le patron, écceuré. On le serait à moins: en 1986, un hangar s'est effondré sous le poids de la neige; au printemps dernier, 300 m' de bois out été emportes par une premièté mondation. Et voici

ché noir la place qu'il nous avait réservée. Avec le billet, nous fut remis un bon d'assurance obligatoire, vendu 10 F et censé garantir un dédommagement de 60 000 F en cas de mort dans un accident. Le bon était vierge de toute indication aux rubriques demandant le nom de l'assuré, son numéro de vol, la date, et ne portait ni scean ni signature. Autant dire un morcesu de papier sans valeur.

Très récemment aussi, dans un autre aéroport, à Harbin, le guichet des billets de dernière minute était carrément «encadré» par un policier en uniforme qui faisait l'intermédiaire, moyennant graissage de patte, entre les employés et les clients. Ceux qui espéraient se procurer une place sans passer par son entremise furent décus.

Cette anarchie est le résultat de la décentralisation des pouvoirs, mais sa solution ne semble pas passer par la recentralisation, virtuellement impossible. Ce qui manque à la Chine, c'est un système de responsabilités juridiques que peut garantir un véritable Etat de droit. Dans l'immédiat, les voyagistes occidentaux amenant des touristes dans ce pays devraient tenter d'obtenir de leurs interlocuteurs chinois le maximum de garanties sur les moyens de transports envisagés.

personnes déplacées aux étages supé rieurs, puisque les rez-de-chaussée restent humides et sont déjà moisis restent humides et sont déjà moisis.

« On ne sait plus où on en est, avoue
une joune ferame qui tensit un
magasin d'articles de pêche. Ma voiture est partie au fil de l'eau, un tronc
d'arbre a falt éclater la vitrine, et
mon mari, opéré du caur, a du être
hospitalisé à Limoux » Le mari,
réparateur de cycles, profits du soleil
pour sortir le motoculteur et les trosconneuses qu'on lui a données à révi-300 m² de sou out en empones par une premièré inondation. Et voici maintenant qu'on l'accuse d'avoir aggravé la crue du 26 septembre en étendant son emprise sur la Sals et en y stockant des grumes qui ont joué les béliers en ville. «Cette fois, on déménage», conclui-il, après avoir lescréé age vinet employés. connenses qu'est un a connecs a revije vais dire au client, maintenant, qu'on me l'a voice?»

Une seule consolation, dans la détresse : tous les habitants de Courza ont été frappés, à quelques exceptions près. L'égalité devant l'adlicencié ses vingt employés.

Mais Couiza est surtout habité par des retraités ou des personnes seules que la catastrophe a hébétés. « Voila seize ans qu'on s'était retiré let, explique un retraité de la SNCF venu de Nanterre (Hants-de-Seine). Seize ans de travaux dans cette vieille bâtisse rendue enfin habitable. Voyez maintenant.... » Sa femme veut quitter le village au plus vite. Elle éclate en sanglots. versité. Mais tous ne sont pas armés psychologiquement pour l'endurer. « Quand les secouristes et volontaires seront partis, dit un Couizanais, il y aura des dépressions.»

ROGER CANS

ILE-DE-FRANCE

A l'approche de la trêve hivernale

Mobilisation contre les expulsions dans la capitale

A l'approche de la date de la trève hivernale (avancée au 15 octobre à Paris, ces dernières années), les expulsions se multiplient dans la capitale et sa proche banlieue. Différentes associations - Médecins du monde, Droit au logement, Emmaŭs et la Ligue des droits de l'homme, - viennent de lancer un cri d'alarme, et ont indiqué que, outre les familles africaines installées depuis le 21 mai sur l'esplanade de Vincannes, des campements de fortune s'étaient mis en place, notamment à la Courneuve (Seine-Saint-Denis). A Paris, le tribunal de grande instance a estimé que les locataires d'un immeuble vétuste rue de Lancry (X. arrondissement) ne pourraient pas être expuisés avant le

1- mai 1993. «Nous ne voulons pas voir dans ce secteur de la capitale un nouveau quai de la Gare ou un nouveau Vincenners, viennent d'écrire au maire de Paris et au préfet d'Îlede-France plusieurs associations de ce quartier du Xº arrondissement, où la ville a acquis, en 1987, une partie du 59, rue de Lancry. Elle se proposait de bâtir sur cette parcelle de terrain et sur deux autres situées rues Legouvé et Poulmarch une cinquantaine de logements sociaux, un parc de stationnement et une école.

Selon les plans d'urbanisme, l'immeuble vétuste de la rue de Lancry doit être rasé. A propos des ogements appartenant désormais à 'administration communale, 38 hébergent 63 locataires en situa-tion régulière et 42 abritent 100 occupants sans titre. Sur ces 42 logements, 31 (77 personnes) étaient déjà habités lorsque la ville a acquis l'immeuble. « Il ne s'agit donc pas de squatters mais d'une population stable », affirment les associations de quartier.

> Le «hoteau ivre» de la rue de Laucry

Elles ont été suivies par le commissaire chargé de l'enquête publi-que, qui a donné un avis favorable au projet à condition de reloger e outre les occupants en titre, tous les habitants en place avant 1987 et les familles avec enfants». A deux pas du canal Saint-Martin, la

facade du 59 rue de Lancry est banale. C'est un de ces immeubles d'avant-guerre patiné par les ans. et bâti sur cinq étages le long d'une voie étroite. A l'intérieur, c'est le « bateau ivre ». Portes cochères qui ne ferment plus, boîtes à lettres éventrées, pours défoncées et sillonnées par « des rais gros comme des chats ». Dans les étages, des Maro-cains et des Tunisiens. Un Maghreb tranquille, entre des pans de murs humides, des couloirs sombres et des planchers mous. Le long des rampes gluantes des escaliers se glissent les fils électriques

Jamais de travaux, jamais une serpillière. Des parpaines murent les couloirs déserts et les chambres abandonnées. Au bas de leurs portes branlantes, les ultimes locataires clouent une petite plinthe. Un rempart pour éviter que les souris ne pénètrent à l'intérieur des chambres envahies par les cafards et les punaises. C'est là que vivent Saïd, Khaled, Bechir, Ali, Hassen, avec femmes et ribambelles de gosses. Trois fois le feu a failli venir à bout de la bâtisse. Les murs noircis portent encore la trace de ces sinistres. Pour Khadija, qui rêve parfois à son Tunis natal, ace n'est pas une vie». Des le matin, elle chasse les araignées « qui sont partout ». Il lui faut aussi s'occuper de ses bambins. Khadija est fatiguée. La journée achevée, elle « ne dort qu'à moltie », son sac contenant la précieuse carte de séjour toujours à côté d'elle, pour vite filer au cas où...

Peur des incendies à chaque beure. Des «voyous» aussi. La nuit venue, le 59 rue de Lancry, ouvert à tous les vents, est en effet envahi par de sinistres bandes qui transforment recoins, peliers, soupentes, galetas délaissés en temples de la seringue. On s'approvisionne, on consomme, on se pique, on se bat. Les résidents se souviennent « les voyous » ont tenté de défoncer une porte pour pénétrer dans une pièce où repossient un homme et son fils. Le père a voulu défendre son bien. Coups de couteau. Estafilade sanglante le long de la gorge. «La police vient, s'en va, apparaît, s'en retourne », affirment des résidents. Mais il y a toujours ces maudites seringues que l'on écarte du pied pour éviter que les enfants

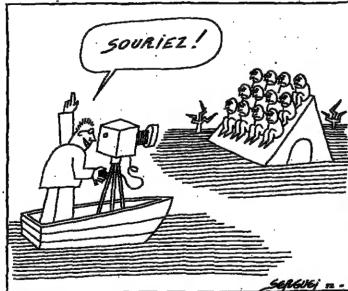
JEAN PERRIN

Les oubliés de Couiza

meme de la reprise du conege, comme un signe que tout ne va quand même pas si mai pour ce chef-lieu de canton oublié des médias, donc du reste de la France.

bibliothèque municipale noyée, mai-rie mansformée en annexe de la gen-derme de la survenue le jour dermerie (submergée). Un cauchemar. Même le magnifique château des ducs de Joyeuse, racheté et res-tauré par la commune pour être transformé en centre de séminaires et medias, donc du reste de la France.

Car Couiza, dans son malheur, n'a pas eu de chance. Non seulement le bourg a subi de plein fouet le car détruit, précise Dominique Tisse-



déchaînement des flots furieux de la Sals, comme en amont sa voisine Rennes-les-Bains, mais sa situation en plaine, au confluent de l'Aude, a provoqué une inondation générale de toute la commune, y compris l'égise et le château Renaissance! Très peu des mille trois cents habitants de l'aggiomération ont échappé à l'inondation de leur rez-de-chaussée. Il se prove seulement que les Couzanais, alertés à temps par la gendarmerie et les haut-parleurs de la mairie, ont en le temps de sauver leurs vies. Pas de morts, pas de grands médias, «ces charognards», comme le répétent charoghards », comme le répètent physicurs habitants firités par l'injus-tice. La compassion nationale n'a donc pas joué ici.

Pourtant, les dégâts se chiffrent par millions. Outre les centaines de maisons rendues inhabitables par l'intrusion de l'eau et de la boue dans les séjours, on compte quarante-quatre immeubles en péril, dont cinq on six vont être démolis incessamment. La piupart des habitants ont perdu, qui une voiture, qui un congé-lateur, qui un téléviseur, et le plus souvent tout à la fois. Sans parler des photos, documents familiaux et souvenirs intimes qui n'ont pas de prix.

Pour le maire (divers droite), M. Guy Aurrifeuille, arrivé en 1989 à la tête de la commune « après soixante dix ans de règne socialiste», c'est un coup dur : écoles fermées,

perdu. Y compris du matériel infor-matique très coûteux. Des millers de paires de chaussures entreposées là ne sont plus vendables.

o L'administration américaine

vider les caves et à évacuer la boue. Ils seront remplacés par soixante militaires de Castelnaudary. La ville

moins cent cinquante personnes dépla-cées », précise le maire, pourtant porté à l'optimisme. Sans compter les

demande d'inspecter les fixations des Boeing 747. - Après les recommandations successives de Boeing. l'administration de l'aviation civile des Etats-Unis (FAA) a demandé, jeudi 8 octobre, aux transporteurs sous sa juridiction d'inspecter dans les trente jours à venir les fixations (et notamment les attaches-fusibles) des réacteurs des Boeing 747. Selon une des hypothèses avancées pour expliquer l'accident de l'avion droite aurait pu en se décrochant

«Au début, les gens se méfiaient de nous, avoue Otivier, volontaire du Secours catholique venu de l'Ariège. Les personnes âgées acceptent diffici-iement les intrus chez elles. Heureusement, nous avions nos brassards.
Maintenane, ils ne veulent plus qu'on
parte, parce qu'ils commencent à réa-liser qu'ils ne peuvent pas s'en tirer
seuls, » De fait, les Conizansis ne sont pes seuls : cent vingt bénévoles du Secours catholique et quatrevingts volontaires de la Croix-Rouge se sont succédé à Couiza. Quatrevingt-douze appelés de Rochefort (Charente-Maritime) et leur matériel de protection civile continuent à

«On ne sait plus

où on en est»

licencié ses vingt employés.

minuares de Castemaudary. La ville de Toulouse a envoyé des bennes en renfort et la cité de Carcassonne a organisé, jeudi 8 octobre, une soirée de gala au profit des sinistrés. Mais l'aide la plus généreuse n'empêche pas les gens d'être déboussolés. Recevoir des rations-repas quand on n'a même pas un sac pour les transporter ni un chez soi pour les consommer, c'est pour le moins perturbant. « Nous avons au

l'extérieur. Cette chute du premier réacteur pourrait être liée à une faiblesse des attaches-fusibles (le Monde du 8 octobre).

Deux coras retrouvés dans le Vancluse. - Au cours d'opérations de déblaiement menées, vendredi 9 octobre, le long de l'Ouvèze, le corps d'un employé de mairie de en aval de la ville, et le cadavre d'un homme non identifié a été trouvé d'El Al, un des réacteurs de l'aile près de Séguret. Cela porte le bilan de la catastrophe du 22 septembre à heurter l'autre réacteur situé plus à trente-six morts et six disparus.

Les parents favorables à la semaine scolaire

ÉDUCATION

de quatre jours Expérimentées dans quelques villes à la rentrée 1991, étendues à plusieurs départements à rentrée 1992, la suppression des cours le samedi matin et la répartiquatre jours (lundi, mardi, jeudi et vendredi) semblent accuellies de plus en plus favorablement per les parents d'élèves. Selon le traditionnel sondage de

rentrée, effectué à la demande du

ministère de l'éducation nationale et de la culture par la SOFRES auprès d'un échantillon de mille personnes de dix-huit ans et plus, 76 % des parents d'élèves, en particulier dans la réglon parisonne ceriment d'élèves (en particulier dans la réglon parisonne ceriment d'élèves). sienne, estiment qu'il faudrait étendra cette organisation à l'en-semble des écoles ; 21 % préféreraient garder le système actuel et 4 % aont sans opinion. Les parents le plus favorables à la semaine de quatre jours sont ceux dont les enfants sont à l'école maternelle (78 %) et à l'écola élémentaire (79 %).

ESPACE Les industriels inquiets

pour la navette Hermès

Avant la conférence que les ministres européens tiendront début novembre à Grenade (Espagna) sur la politique spatiale, les industrials auropéans impliqués Vaison-la-Romaine a été retrouvé à dans le programme Hermès au Rasteau, à une dizaine de kilomètres sein du consortium Euro-Hermesréduction des budgets militaires et inquiétés le 8 octobre de l'aban-

REPERES

mès. Pour eux, il faut à tout prix éviter une telle issue, «ne pas lacher les ecquis obtenus à grands frais, un millierd d'unités de compte, soit quelque 7 milliards de francs, » et préserver au mieux un programme minimum au travers de la construction d'une navette spatiale inhabitée et plus sommaire, X-2000. Ce mouvement d'humeur des industriels ne suffira probablement pas à convaincre les Etats membres de l'Agence spatiale européenne, plutôt enclins à l'économie drastique et au lancement de programmes limités sur ce sujet pour les trois ans à venir. li restera alors aux industriels brandir le spectre de la baisse de la qualité de leurs équipes du fait du manque d'activités et celui du

NUCLÉAIRE

Sosnovy-Bor abriterait aussi des réacteurs militaires

dégraissage de leurs effectifs.

Les quetre réacteurs du type RBMK (comme à Tchemobyl) de la centrale nucléaire de Sosnovy-Bor, près de Saint-Pétersbourg, inquiételent déjà les Scandinaves après l'incident qui s'y est produit au mois d'avril dernier. La révélation de l'existence de trois réacteurs de recherche militaire, près du site,

L'information a été donnée à un groupe de journalistes nordiques et de représentants des autorités nucléaires suédoises par le responsable technique adjoint de la centrale, M. Youri Garusov. Un seul de ces réacteurs serait actuellement encore en service. A Stockpace, et qui souffrent déjà de la holm, les milieux spécialisés ignoreient ces activités militaires, mais aéronautiques des Etats, se sont disent ne pas être entièrement surpris. Le ministre suédois de l'envidon possible du programme Her- , ronnement, M. Olof Johansson, M. Tedijini Haddam.

s'est montré à la fois inquiet at indigné par ces révélations. Il a assuré qu'il tenterait, avec les Finlandais, d'obtenir des autorités russes qu'elles fivrent tous les détails sur ces activités jusqu'ici secrètes. - (Corresp.)

RELIGIONS

Le recteur de la Mosquée de Paris, président du Comité de coordination

des musulmans de France M. Dalil Soubakeur, recteur de la Mosquée de Paris depuis le 12 avril, a été élu, jeudi 8 octobre, président du Comité de coordination des musulmans de France. Ce Comité réunit, outre la Mosquée de Paris, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), l'As-sociation des étudiants islamiques de France, la Fédération nationale des musulmans de France et l'as-sociation Foi et Pratique (Tabligh). Né au moment des remous provoqués en 1989 par l'affaire Rushdie, ce Comité de coordination est une structure provisoire. Il tente de trouver, avec les grandes associations musulmanes locales, les conditions d'un accord pour former ensemble un conseil ou consistoire représentatif de l'ensemble des musulmans de France. Créé à l'initiative du ministère de l'intérieur et des cultes, le Conseil de réflexion sur l'islam en França (CORIF) est une instance consultative. Il est représenté au sein du Comité désormais présidé par le recteur de la Mosquée de Paris, dont la désignation comme président marque l'apaisement de querelles nées du départ en Algérie, pour des responsabilités politiques, de son prédécesseur,

March 1975

March F-100 - 15:22 \$1,500

Afin d'assurer le transport de personnels

et le fret à longue distance

L'armée de l'air française

achète

pour la première fois

deux Airbus d'occasion

Pour quelque 600 millions de

francs. l'armée de l'air française

va acheter deux Airbus A-310-300 pour le transport de personnels et le fret à longue distance. Ces appareils, dont le premier sera livré en 1993, sont acquis d'occa-

Scion le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, qui était entendu mercredi 7 octobre par la com-

mission de la défense à l'Assem-

blée nationale, d'autres options

étaient ouvertes, en particulier l'achat aux Etats-Unis de nouveaux DC-8 (quatre avions de ce modèle sont déjà en ligne au sein du transport aérien militaire) ou l'acquisition en Ultraine d'Astro-

l'acquisition en Ukraine d'Anto-nov-70 T.

L'Airbus européen A-310-300

est un biréacteur capable d'ache-

miner deux cent vingt personnes sur 8 500 kilomètres. C'est la pre-

mière fois que l'armée de l'air française achète des Airbus de ce

type, déja vendus à plus de deux

taine de compagnies aériennes. Le transport aérien militaire possède soixante et onze Transall C-160

(dont quarante-neuf arrivent en

fin de vie en 2003), douze Her-

cules C-130 achetés aux Etats-

cents exemplaires à une quaran-

1

Opérationnelle à l'été 1993

Création d'une brigade de renseignement et de guerre électronique

En visite au 13º régiment de dragons parachutistes, à Dieuze (Moselle), le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a annoncé, ven-dredi 9 octobre, la création d'une brigade de renseignement et de guerre électronique (BRGE), qui devrait être opérationnelle à l'êté 1993 et qui sera chargée d'écouter et de brouiller les émissions adverses de toutes natures,

Cette nouvelle formation de l'ar-mée de terre réunira des unités jusqu'ici dispersées sur le territoire national et, à ce jour, occupées dans le recueil du renseignement technique (électronique, électromatechnique (électronique, électromagnétique et image) sur le champ de
bataille. Il s'agit de regrouper, dans
une formation qui comptera quelque 4 000 hommea, le 13 régiment
de dragons parachutistes, le 44 régiment de transmissions de Landau (Allemagne), le 54 régiment
de transmissions d'Haguenau (BasRhia) et un régiment de recherche
et d'acquisition (RRA) nouvellement créé après la fusion des 6 et
7 régiments d'artillerie à Phalsbourz (Moselle) et Nevers (Niève).

bourg (Moselle) et Nevers (Nièvre). A cet ensemble sera associée l'unité d'interprétation photogra-phique mise sur pied à partir de l'école interarmées du renseigne-ment et des langues (EIREL) basée à Strasbourg. Le chef d'état-major des armées déterminera les missions de la BRGE, au travers de la direction du renseignement mili-taire (DRM) qui a été placée sous son autorité opérationnelle.

Unis et quatre DC-8. Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du jeudi 8 octobre a approuvé les promo-tions et nominations suivantes :

· Armement. – Est élevé au rang et à l'appellation d'ingénieur général hors classe de l'armement, l'ingénieur général de première classe Jean-Pierre Rabault, nommé directeur des missiles et de l'es-

• Terre, - Sont promus : général de division, le général de brigade Alain Cure; général de brigade, les colonels Jean Guinard et Bernard Friedrich; commissaire général de brigade, le commissaire

colonel Philippe Pigeaud, Est nommé délégué militaire départemental de la Corse-Sud, le général de brigade Henry Le Boucher d'Hérouville.

• Gendarmerie. - Est nommé inspecteur technique de la gendarmerie nationale, le général de brigade Yves André.

· Service de santé. - Sont promus : médecin général inspecteur. le médecin général Gérard Haguenauer; médecin général, le médecin-chef Jackie Bruneaux.

CORRESPONDANCE

«Les désordres de Cabourg»

A la suite de l'article intitulé «Les désordres de Cabourg» publié dans nos éditions du 6 octobre, nous avons reçu la lettre suivante de M. François Péron, l'architecte charge des travaux de rénovation du casino et du Grand Hôtel :

Je ne porte aucun jugement sur la validité des informations que vous livrez; toutefois, je vous prie de bien vouloir noter qu'en ce qui concerne mes honoraires, vos pro-pos sont faux et qu'il y a lieu de corriger vos erreurs. En effet, les 22 millions dont vous parlez représentent la totalité des honoraires de ma mission de réhabilitation du casino et du Grand Hôtel et non pas un paiement perçu avant le « premier coup de pioche ».

Mon contrat d'honoraires qui correspond aux termes d'un mar-ché public conforme à la loi sur l'ingénierie et l'architecture est de 15 927 568 F. auxquels s'ajoutent, comme vous l'indiquez fort justement, 6 161 692 F, représentant les honoraires du premier projet aban-donné à la suite des modifications imposées par la direction du patri-

FAITS DIVERS

 Arrestation des auteurs de dégra-dations commises au cimetière juif de Lyon. - Six supporters de l'Olympique lyonnais, soupconnés d'avoir commis des dégradations et profané des tombes dans le cimetière juif de Lyon au cours de la nuit du 12 au 13 septembre, ont éré interpellés vendredi 9 octobre. Trois d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt pour dégradation de monuments et provocation à la haine raciale. Les jeunes gens ont été confondus lors d'un match joué par leur équipe mer-credi 7 octobre. Ils lançaient à l'adresse de l'équipe adverse des slogans identiques à ceux tracés au cimetière. Priés de les écrire par les policiers, its les ont reproduits avec les mêmes fautes d'orthographe.

. Trois jeunes gens entendus sur le meurtre d'un gendarme à Zonza, en Carse. - Trois jeunes gens, dont les identités n'ont pas été révélées, ont été entendus par les policiers

moine et faisant l'objet d'un avenant à mon contrat. De plus, pour être précis, veuillez noter que le montant des travaux de l'opération « Casino-Grand Hôtel » est de 176 034 260 F et que le pourcentage applicable pour les honoraires est de 9,05 % pour une mission complète d'ingénierie et architecture. Enfin, pour qu'avenne infor-mation ne manque, sachez qu'à ce jour mon cabinet a perçu de la SEMCAR 9 270 507 F et non pas 22 millions, comme vous l'indi-

[M. Péron assure que son cubinet a'a perçu de la SENICAR (Société d'économio miste de Cabourg et de sa région) « que » 9 270 507 F. Noss n'avons accune raison de mettre en donte cette nfirmation. Il reste que le conseil municipal a blen été invité, lors de différentes délibérations, à lui verser un total de 13 602 491 F. soit directement (6 161 700 F), soit par l'intermédiaire de la SEMCAR (7 440 791 F). Cet arquest était destiné, jusqu'à preuve du contraire, à financer en partie les études et la maîtrise d'œuvre de l'opération « Casino-Grand Hôtel ». Le cabinet d'architecte n'aurait donc pas uncore perçu l'intégralité des sommes qui lui soat dues. — Ph. Br.]

l'enquête sur le meurtre d'un gen-darme, commis à Zonza (Corse-du-Sud) le 20 septembre dernier. Le gendarme mobile Fabrice Aufort, vingt-six ans, avait été tué d'une balle dans la nuque alors qu'il était en faction près de la mairie de Zonza. L'arme a été retrouvée et l'auteur présumé du coup de feu a avoué son acte. Ses deux complices et lui-même ne semblent pas avoir commis ce crime pour des mobiles politiques, indique la sûreté urbaine d'Ajaccio. Interpellés et placés en garde à vue, les trois jeunes gens devraient être déférés

d'Ajaccio dans le cadre de

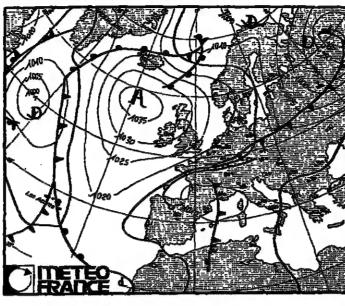
née de samedi 10 octobre. C'est le dixième assassinat élucidé sur les trente-cinq commis en Corse depuis le début de l'année. DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

As Monde L'ÉCONOMIE

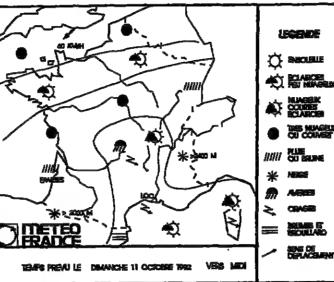
au parquet d'Ajaccio dans la jour-

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 OCTOBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 11 OCTOBRE 1992



Dimanche : temps frais, nuages et pluies sur une grande partie du pays. - Sur les région Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie, le mathée sera très nuageuse, avec des petites pluies. Elles cesseront dans l'aprèsmidi, et quelques éclaircles se dévelop peront. Au sud de cette zone, et jusqu'au Peys de Loire, lle-de-France, Champagne-Ardennes, Lorraine et Alsace, ce sera globalement du besu temps. La ciel sera peu nusgeux, et le soleil fera de belles apparitions.

Les régions Auvergne, Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur et Corse profiterant d'une matinée bien ensoleilée, mais le temps se gâtera dans l'après-midi. Les nuages devian-dront plus nombreux, et seront accom-pagnés de pluies à caractère orageux localement.

Le vent, de secteur nord-est, souffers encore de 60 à 70 km/h le long des cores de la Manche. Les températures au lever du jour

Sur la reste du pays, le ciel reste

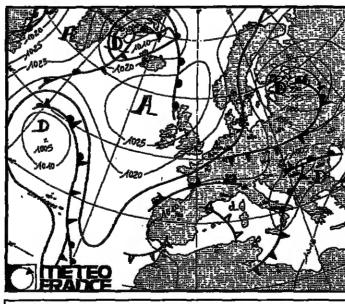
couvert, avec des pluies, neige sur les reliefs au-dessus de 2 200 mètres. Ces pluies seront faibles sur les régions du

Centre, Bourgogne et Franche-Comté,

plus modérées au sud et se disloque-

sont fraîches: 7 degrés le long des côtes de la Manche, 8 à 10 degrés dens le sud, 4 à 6 degrés ailleurs, et localement 14 degrés sur la Méditerra-née, Dans l'après-midi, elles ne dépasseront pas 14 degrés au nord, 16 degrés au sud at 21 degrés sur

PRÉVISIONS POUR LE 12 OCTOBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 9-10-1992 à 18 heures TUC et le 10-10-1992 à 6 heures TUC le 10-10-92

FRANCE AJACCIO 26 15 N BIARRITZ 14 12 P BORDBAUX 13 12 C BREST 14 16 P CARN 13 8 N CHERBOURG 15 19 C CLERIOST-PER 13 11 C DIJON 15 9 P GRENOBLE 20 13 II C DIJON 15 19 P GRENOBLE 20 17 N LIMOGES 14 10 P LYON 15 11 T NANCY 17 8 P NANTES 17 6 N NICE 20 16 N PARISMONTS 16 7 D PAU 16 11 P PERPHYNAN 21 11 P PERPHYNAN 21 11 P PERPHYNAN 21 11 P	TOURS	LUXEMBOURG 11 6 C MADRIO 66 40 C MARRAKECH 21 12 D MEXICO 22 12 - MILAN 20 11 P MONTRÉAL 14 7 P MOSCOU 11 4 A MARROBE 25 10 D MEW-YORK 21 15 C OSLO PALIA-DEMAI 22 14 C PRÉSIN 25 20 C SEO-DE-JANERO 25 20 C SEO-DE-JANERO 25 20 C STOCKHOLM 8 -2 N SYDNEY 20 17 N TOKYO 23 16 D VARSOVIE 13 7 N
		VARSOVUE 12 7 N VENISE 19 15 P VIENNE 14 9 C
A B C cel current	D N O orago	P T + nerge

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie s

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir : ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1 20.45 Magazine:
Toute la ville en parle.
Avec Alein Prost, lègel Kennedy, Catherine Lara, Joan
Jatt. Alpha Blondy, Salt'nPepa, Sébastien Flute.

Pepa, Sébastien Flute.

22.40 Magazine: Ushtralia.
En Bolivie (2º partie). Sous le charme des baleines, de Piarre de Lespinois et Robert A. Fishman; Le Reuve secré de Colca, de Giovanni Dell'Oglio; Les Jangedeiros, de Marc Allevène d'Erion; Peuple Aymars, de Jacques Lainé.

23.45 Magazine:

23.45 Magazine : Formule sport. Footbal; Moto.

F 2

20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté per Michel Creton. A Sens.

22.35 Visages d'Europe. 22.45 Visages u Europe.

22.45 Magazine : Double Jeu.
Présenté per Thierry Ardisson. Les hommes qui ont des
queues de chevel. Invités :
Francis Lelame, Alain GillotPétré, Demis Roussos. 0.10 Journal et Météo.

F 3

20.45 Série : Police secrets. Un flic pourri, de Josée Dayan. 22.25 Journal et Météo.

22.45 Magazine : Repères.
Présenté par Jean-Pierre
Sikabbach. Invités : Audray
Hepburn, Daniel Cohen, Luc

23.40 Magazine:
Safut Manu.
Présenté par Manu Dibango.
Invités: Serge Blanco, Rhoda
Scott, la troupe Black, Blanc,
Beur, les Little MC, les
Coquines.

CANAL PLUS

Téléfilm : Prêcheur en eau trouble. De George ! auto--20.30 --- En clair jusqu'à 23.30 --22.05 Flash d'Informations.

22.10 Séville émission d'ouverture (en crypté). 23.00 Documentaire:

TF 1

Samedi 10 octobre

23.25 Le Journal du cinéma. 23.30 Cinéma : La Loi du désir. = Film espagnol d Atmodovar (1985). 1.10 Court métrage : Famosos

ARTE 20,40 Documentaire : Chroniques
d'un village tzotzil.
De Thierry Zéno.
Portrait d'une communeuté
indienne eu Mexique, parta-gée entre modernité et tradi-tion. Vie quotidenne et pro-

22,15 Cinéma d'animation : Mr Bojangle's Mamory. De Robert Wilson. 22.25 Cinéma d'animation :

L'Encadré. De Manuel Gomez Magazine : Macadam Peter Gebriel, an publ Athènes, de Michael C man et Hart Perry. 22.35

23.40 Documentaire : Djabote, Doudou N'Disye Rose, de Béstrice Soulé. M 6

20.35 Magazine : Fun glisse.

20.45 Téléfilm : Anastasia. De Marvin J. Chomsky. 0.00 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE 20.30 Comédie française. Pour Serge Rezveni (2) Musique : Opus. Pascal Quignard, silence beraque,

FRANCE-MUSIQUE

3.7

20.00 Soirée lyrique. Opéra (donné les 19 et 20 septembre au Théâtra impérial de Compiègne): Christophe Colomb, de Milhaud, par les Chosurs et l'Orchestre de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne, dir.: Mary Saint-Palais. Laurent Naourl. Michel leis, Laurent Nacuri, Michel Hermon, Franck Le Guérinal, Franck Adrian, Pascei Meelé, Jérôme Varnier.

23.00 Jazz., Concours de la Com-munauté des radios publiques de langue française (en direct de Montréal).

Dimanche 11 octobre

20.40 Cinéma : De l'or pour les braves. IIII Film américain de Brian G. Hutton (1970).

23.10 Magazine : Ciné dimanche. 23.15 Cinéma : Le Cri du cormoran,

le soir au-dessus des jonques.
Film français de Michel Audlerd (1970). F 2

20.50 Cinéma : James Bond contre Dr No. == Film britannique de Terence Young (1962). 22.40 Visages d'Europe.

22.40 Visages d'Europe.

22.45 Magazine:
Boulilon de culture.
Théâtre: scènes de couples.
Invités: Cyrielle Claire, Rim
Lunki et Francis Perrin (Une
Aspirine pour deux); Zizi
Jeanmaire et Michel Duchaussoy (Marcel et la belle excentrique); Jean-Claude Brialy et
Caroline Shol (la Jaiotssie);
Maryam Sechs (le Baiser);
extrait du film «Maris et
Femmes» de Woody Allen.

F3

20.45 Jeu : Questions pour un champion.
Spécial coup de cœur. Invités : Pierre Bonte, auteur de Marianne, les visages de la République : Claire Nadeau, Michel Roux, comédiens ; Sim, = Sile était chouette ma France s ; Kid Crécle. 22.05 ▶ Magazine : Le Divan. Invité : Georges Wolinski

22.30 Journal et Météo. 22.55 Dessins animés : Jerky Turkey et The Shooting of Dan McGoo. De Tex Avery (1945) (v.o.). 23.10 Cinéma :

Un homme est passé, ex Film américain de John Sturges (1955) (v.o.). **CANAL PLUS**

21.00 Le Journal du cinéma. 21.05 Cinéma : Qu'est-ce que l'ai fait pour mériter ca l ≡ Film espagnol de Pedro Almodovar (1984). 22.40 Flash d'informations,

22.50 Megazine : L'Equipe du dimanche, Football, Boxe.

ARTE 20.40 Documentaire : Le pop art. Il a dit « oui » tout simplement; Vidéo 50. 20.50 Documentaire :

Exposition. On voit se rani-mar le débet du siècle. 21.05 Cinéme : A Bigger Splash. = Film britannique de Jack Hezen (1974).

22,45 Documentaire :
Pompidou Collections.
Nouveaux réalistes; Fluxus;
l'art vidéo; Figurations; Abs-

M 6

20.35 Magazine : Sport 6. 20.45 Téléfilm : Panique en plein ciel.
22.20 Magazine : Culture pub.
Le couple et la télévision. 22.50 Clip : « Erotica » de Madonna.

22.55 Cinéma : Carmen nue. D Film français d'Albert Lopez (1984).

FRANCE-CULTURE

20.30 Communauté des radios publiques de langue fran-caise. 350- anniversaire de Montréal.

Montréal.

22.35 Musique : Le Concert (donné le 28 juin à Auverssur-Oisa) : Le Toronto Chidren's Cholr. Œuvres d'East, Montsverdi, Praetorius, Bach, Mozart, Schubert, Caplet, Mendelasohn, Mahler, Poulenc, Fauré, Franck, Copland.

0.05 Chair de muit 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

21.00 Concert (en direct de Lis-bonne): Masse pour deux chteurs, de Seixas; Messe en sol majeur, d'Estevas, per les Chosurs de la Fondation Gu-benkian, dir.: Fernando Eldoro.

22.00 Concert (en direct de Copenhague): Œuvres de Pascoal et Monk, par Winnie Kjaersgaard, Hermeto Pascoal et ses cinq musiciens brésilens, le Big Band de la Radio danoise, dir.: Ole Kock Hensen.

23.00 Concert (en direct de New-York) : Jazz, pe, le Quimette de le NPP.

Beziers I



in en cue jeans

-5-----

· Property $\mathcal{F}(\mathbf{v}_{\mathbf{w}}) = \mathbf{r}$

ado es de Midersion part publica chos a des dimensions francis Sugarication de Roman de Charles de

23.25 La Journal du cineme

La Los de desar a Arment of the top

E 10 Court mintings Famous

en Greatu

ARTE

20 40 Occumentaire

Chromagaes

27.25 Cinéma d'animation

L'Encadro

22 35 Magazino Macadam

23 40 Documenture

20 35 Magazine Fungisse

Telefilm Anustasa

D.OG Musique Fleshbas.

Elim Camadia francaise 22 35 Musique Opes

20.00 Sorran Grique

che 11 octobre

ARTE

20.49 Decumentaire

20.50 Ongumentare

32.45 Documentaire

21:05 Cinémia

Le pop art

Espondant

A Bigger Spiast !

Pompere Cale

Partique of Pier of

Carmen nue un j

FRANCE CULT

. -

e Eretall

iga (4

M 6

22.20 Magazine Carrie

Madenna 22 55 Cindre

20 10 Corena paute of a

C#:30

22 35 Mus a.f.

20 38 Magazine Sport

20 45 Telef:

23.30 Cap

FRANCE-CULTUR

FRANCE-MUSICE

Envertigues
European
European
European
Envertigues
European
Europe

Cinema d animation

Mr Briangle's Memon

Market State of State

Diebote Coulde the Same

Harrist Holling

octobre

23.30 Cinema

HEURES LOCALES

Béziers n'a pas le moral

La sous-préfecture de l'Hérault a perdu sa prospérité et aucun de ses maires successifs n'est encore parvenu à lui faire reprendre espoir

BÉZIERS

envoyé spécial

ES arènes brique rouge semblent observer la cathédrale Saint-Nazaire, au loin sur la colline d'en face. Plus bas, la plonge puis on le jusqu'aux allées Paul-Riquet. Le flot des voitures s'y enroule dans un vrombissement insolant, ignorant les façades des immeubles cossus qui la bordent. Le visiteur peut se laisser tra par ce Béziers animé et bourgeois. Il il i n'est que la témoin d'un passé révolu. Celui d'une vie prospère au sui début la siècle, où la campagne nourrissait début de siècle, où la campagne nourrissait encore la ville grâce au miracle économique d'une viticulture triomphante.

Absence de cohérence politique

Le développement spectaculaire, parfoi insolent. Montpellier, la cité distante de 70 kilomètres, accent le l'effet de prisme, parfois détormant, de la crise. Il y ** trente ans, la l'in villes pouvaient encore rivaliser. Montpellier, jenne, universitaire, trois fois plus peuplée, a envoyé az voisine dans le peloton anonyme il no moyennes. Bézier veut and Napoléon de ne pas l'avoir choisie comme ilieu de département. L'ul préfecture a des services administratifs, des fonctis donc de le propose de l'amploi, des fonctis donc de la conce services administratifs, des foncti-stabilité de l'emplot, des la plupart donc une relation de la plupart de l'accessent de la chambre de commerce et d'industrie. Montpellier a fait de l'ombre à Béxiers, darantage en pesant de le moral des la chambre fotte ne

Le Elizada anrait-il perdu la fina en avenir? Il l'allum facilement avec un haussement d'épaule, se demandant si sa ville n'a pes laissé passer un train qui ne reviendra plus. Déboussolée, une frange de la popula-tion semble l'être, et le traduit depuis quinze ans par un vote versatile, qui ruine tout effort de cohérence politique. La chute de chaque de cohèrence politique. La crute de chaque maire peut, certes, trouver des racines dans ses propres erreurs ou bien s'expliquer par une mouvance politique en perte de vitesse. Ici, les différents groupes sociaux représentent un équilibre et instable », lean Paul Volle, chercheur auprès de la Maison de la géographie I Montpellier. Ainsi, Méziers a successivement désigné comme pro-Maison de la geographie - Montpetitet, Alias, Béziers a successivement désigné comme premier magistrat Pierre Bronsse, ancien ministre du commerce de M. Valery Giscard d'Estaing, Paul Balmigère, un militant communiste, Georges Fontès, qui fut secrétaire - du gouvernement - M. Jacques Chirac, puis - 1989 M. Alain Barrau, - La formé - l'appareil - l'appare

Après une entrée tonitruante, marquée siogan toi le la Barrau a di hui essuyer début 1991 une fronde adjoints. Il lui a fallu



partie 🚈 🚥 personnalités 📶 Na 🚈 la ental biterroise. Ces « forces il progrès » qu'il mail prendre line son équipe m qui hui ont ensuite, pour partie, reproché il gérer la solitaire. Anjourd'hui, la majorité municipale l'an un de caux calmées, même de quelques-uns

M. Aleie Barres aurait trop fait rêver concitoyens avant les élections? Em quatrevingt-neuf propositions annonçaient des projets ambitieux, derl munici, munich d'entreprises 💷 la rénovation 🔤 Paul-Riquet, aujourd'hui marquer le pas. Le maire s'en défend : « C'est qu'il y a un il mail nombre in choses qui ne vont pas au rythme que j'avais imaginé m I'MI Mais nous avons trouvé une ville qui une dette de l'ordre de 10 000 F par habitant. Il a fallu les finances I organisation des municipaux, Alors, je est effecti-

vement déçu, la zone de Bayssan, à la sortie ouest de Béziers : ne démarre pas aussi vite que je le souhaite. Mais à côté de cela, mun obtenons des résultats. La zone industrielle de Mercorent, qui a démarré il y a un an et demi, est déjà remplie au tiers.»

Outre l'économie, le maire a centre sa politique sur la ville. « On a considérablement investi dans la voirie du centre, parce qu'elle était dans un état indigne. On u créé un secteur sauvegardé, Il était scandaleux qu'il n'y en ait pas. On a investi dans l'animation et la vie culturelle. Il y annu 600 abonnés au théatre, celui-ci en dénombre aujourd'hui 1 250. D'une fèria régionale on a fait un évé-ment de notorièté nationale, qui accueille 700 000 personnes l'été. Et rien de ce que j'ai annoncé ne sera abandonné. »

M. Alain Barrau vient d'obtenir deux réalisations majeures. La création d'un IUT, qui accueille dès cette année 56 étudiants, et en recevra 400 dans deux ans. Un symbole dans une jusque-là condamnée I vicillir. Les 410 viennent égalisme la commen-« On au aujourd'hui considérés au plan national villes qui mieux réussi leur développement social des quartiers, poursait maire. Quand je mène politique d'HLM quand y cinquante chômeurs entreprises biterroises qui décrochent le marché, j'estime qu'il faut le dire.

Il existe il besien dei malum municipi discrètement, mais qui témoignent d'une vie associative intense. Il a des quelque d'abîme, d'abîme M. La Louis Vidal, chargé de problèmes d'insertion d' prévention. Il y a un génle créatif qui bouillonne qui s'appule reel parienarial.

Cet été. ont pu travailler une s'offrir ainsi leurs Une jeunes, de créée. Enfin, en centre-ville, quatre-vingts associations viennent prenplace dans une habited équipée de d de parkings.

Un déficit d'image

D'où vient donc e décalage en Béziers qui n'a rien l'envier l'il e villes d'un la la perception et la la perception et l'alle d'un fatelité? Faut-il y psychanalyse que de l'économie en de la poli-tique Le Biterrois mélancolique, sous l'emprise d'un imaginaire de personnes agées, adopte une attitude d'auto-flagellation comme pour me de l'image que l'ex-térieur, pense-t-il, va lui renvoyer de lui-même. Le passé de la semble vouloir empêcher le présent le s'imposer le brouille le perception de le réalité. Béziers adopte aussi un comportement en suicide politique a tuant le père » lors le chaque élection.

« Il fine rendre le rère à Béziers, le le le tissu

M. Jean-Louis Vidal. Mais retisser le tissu haleine et exige mm stabilité.

Car Béziers a de annus objectifs. Une situation IIII IIII l'arc méditerranéen, I 🖹 croisée de l'autoroute A 9 et 14 la future A 75. The la finance d'une liaison aérienne Paris exploitée aujourd'hui par Air Inter, bientôt d'une desserte TGV, d'une qua-🖿 🖦 vie exceptionnelle non ioin 🕒 la mer. Le tout région, Languedoc-Roussillon, qui regruice un fort potentiel universitaire. Les terrains y mai nombreux et la prix foncier faible. La ville devra donc un combat une son déficit

Tressol (RPR), adversaire M. Alle Maria aux prochaines élections municipales, souhaite qu'« un certain nombre d'initiatives spectaculaires 🛮 🖦 soient prises, dans les domaines de l'implantation d'entreprises, pour rendre le moral II la population. » « Ce n'est que lorsque ces » priori ma Béziers manu disparu chez nous qu'ils pourrons tomber à l'extérieur», précise-t-il.

passera-t-il aussi mr un rapprocheavec Narbonne, tout proche? L'avenir a des contours flous, mais M. Alain Bring a l'intention relever gant : « Traditionnellement, il est dit qu'on ne per faire ceci es cela parce que c'est Béziers. En bien moi, je dis au contraire, c'est possible justement and c'est Béziers!»

Paris et Londres fausses jumelles

D EUX capitales portuaires, deux villes chargées d'histoire, deux zones urbaines animées de centrifug : tout rapproche Londres II Et pourtant, il n'y par que le channel » qui les sépare.

Depuis III les IIII métropoles enregistré tion populadépeuplement 60 70, plus pendant l suivantes, Pourblement plus importantes dans le Grand Londres (4 262 kilomètre carré) i l'agglomére-carré) i l'agglomére-parisienne [3 618]. Et l'agglomére parisienne [3 618]. Et l'agglomére parisienne [3 618]. Et muros a u Londres Luci dont la population me plutôt plus centralisation oblige, les provincieux pour laur retraite plus fréquemment en France. Autre différence, les hult plus tôt que Kinq Kinq rant Paris, plus éloi-gnées : une cinquantaine il-kilomètres une tren-

Des métropoles de « matière grise »

um quartiers populaires sont pratiquement tous (centre et est). In fest plus le ces I Peris, III III trouve III banlieus nord ouest; à Paris ils se aituent à l'ouest 💴 🌬 le très proche malara quest. Illa a les alles villes, la classe moyenne supérieure (cadres, techniciens supérieurs) vit li la péri-phérie sud-ouest.

En termes d'emploi, 🖿 métropoles métropoles plein en ematière grise : l'emploi industriel les années 80, montée des services. Un services cinq In a pour le compte public, on trouve plus d'agents de la l'éducation l'Lonqu'à Paris.

A la City comme de le triangle d'or », le prix du flambé, mais Londres a venir, un an plus 🚻 Paris, le l'alle l'alle de ten-dence. L'alle le logement, en revanche, tout : neuf Londonians wivent un Francilien sur trois). Plus fréquemment propriétaires qui les Francillens, Lon-louent à la municipalité ou permorales à vocation

Militaires en blue-jeans

Dans les banlieues et les quartiers difficiles des appelés se mettent au service de la ville

ia conscription... Que pourarmes, fassent de 🕍 coopération internationale ou am qu'ils filent un coup main aux Français et aux Françaises dans les quartiers qui ont des problèmes ». Devant les de l'émission «L'Heure la vérité», la 11 mars 1991, M. Michel Delebarre, alors ministre la ville, la compara de qui device bientôt la service nal ville. « Filer un coup de main », formule qui séduit.

Co soir-là, Rachid Misraoui, vingt-quatre 🛶 🔳 💳 🌬 devant le poste familial, and une HLM du quartier in l'Epeule, à Roubaix. Histoire d'en metr pius, limit décide d'écrire au ministre, en expliquant: « Je plus utile le travail de développement mon quartier ou dans la lutte contre

E suis pour le maintien l'échec scolaire Le jeune homme, M d'une fruille in huit enfants, connaît, pour les avoir vécues,

> La порода на перода officielle. Le 11 septembre, le chef de cabine du ministre promet Rachid un entretien avec le souspréfet chargé de mission pour politique de la ville de la région Nord-Pas-de Calais, M. Jean-Martin Jaspers. Entrevue concluante: après tant jours a classes. Rachid est chargé des problèmes de gestion commerciale de IV tion pour la création de man par initiatives orientations nouvelles (ACTION), une entreprise roubaisienne qui pratique le ravalement de façades, la peinture ₩ Le traitement anti-graffiti

> > PHILIPPE BAVEREL



CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier sinance vos grands projets depuis 140 🚃 140 uns d'expérience 🔳 📠 réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés I m besoins à des conditions particulièrement intéres-ville, La Crédit Foncier and de grands projets pour

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

0 99 Ctar to "1" FRANCE-MUSI 21 00 Same

22 60 Cm. ed.

23 00 Care

ù choisir les de l'Atlantique

D banques, des établissements financiers, de sociétés de capital-risque, des sociétés de développerisque, des societes de developpe-ment régional, participent au réseau Finatlantic, qui vient d'être inau-guré l Bordeaux, l'initiative de la conférence l'arc atlantique. Cet outil financier destiné à faciliter implantations transfrontalières d'entreprises dans in régions bri-tanniques, irlandaises, françaises, espagnoles et permanes bordant l'Atlantique.

Il s'adresse me bien aux entreprises la mus qui veulent s'y développer qu'aux sociétés originaires d'autres régions qui gent une implantation de bordure de l'océan. Finatlantic assure l'ingénierie financière et l'assistance de projets l'objectif et logistique des projets. L'objectif de financer une soixantaine 🚛 projets, chacun pour un montant moyen l million le francs. La Communauté européenne attri-lune enveloppe de 1,1 million d'écus à Finatiantic, une complétée par subventions du régionai d'Aquitaine, de région du Portugal.

FRANCHE-COMTÉ

Les aventures financières du conseil général de Haute-Saône

EN 1977, un château du dix-neusiècla, en partie classé, acquis par M. Jean-Pierre Potet, alors directeur d'établissements d'enseignement privé. La même année, conseil général de la Haute-Saône, alors présidé par le sénateur Michel Miroudot (INDE) (UDF-PR), accordait garantie pour un emprunt 1,3 million une hypothèque que le préfet de l'époque ne devait jamais prendre. La véritable garantie n'était-elle la présence, à tête de l'organigramme il l'Ecole internationale, du président Edgar Faure (le Monde du 24 janvier

Après la faillite du groupe, le département ne pouvait prendre qu'une hypothèque de troisième rang et, note aujourd'hui me un chambre régionale comptes Franche-Comté, l'opération se stransformatt en financière se risque pour lui ». Les contribuables haut-saônois auront versé, depuis 1981, la pour rembourser l'emprunt du in Wiversexel, qui es m

ILE-DE-FRANCE

Un centre de modélisme à La Queue-en-Brie

U N nouvel aérodrome service très discrètement La Queue-en-Brie (Val-de-Marne) au l'été. Sa taille, modeste, a la qui le fréquentent de modèles réduits, qui il que d'évolution sur 25. Cet équipement constitue un centre départemental de modélisme, qui la la complété prochainement par une

Un local, au Im m forme d'aile, cafétérias, bureaux et de réunions, alors que a « modules ateliers » complètent l'équipement. Le Val-de-Marne, qui compte du l'équipement. licenciés, doit pouvoir accueillir 🜆 compétitions modélisme un centre situé dans un parc de 40 hecmonte 17,2 millions francs, 13 ont la région lle-de-France.

PAYS DE LA LOIRE Retour des carmes Nantes

DEUX siècles après leur expulsion, les grands le chemin du retour en France. Une production de la communauté s'est Bourges 1989. Un deuxième groupe huit à Nantes, à la fin de 1993. les accueillir, un de terre entre L deux de Loire. Un quartier appelé l devenir le futur l'agglomération (500 000 habitants).

C'est I la pointe i l'île Beaulieu, derrière l'imposant Hôtel e région, au pied d'immeubles administra-tifs, mais e à la d'un petit bois, que le nouveau cur de carmes situé. Une chapelle de 270 places, une flèche un erfeim de 30 mètres, bâtiments tuels (dix chambres) we oratoire, bilbliothèque salles lecture, telle la distribution de ce lieu prière et de recherche dont le coût total, supporté mi partie par le diocèse Mantes, s'élève 1 12 millions iranes.

Mobiliser l'imaginaire des citadins

Comment faire participer les habitants au « projet urbain » de leur ville Architectes et maires s'interrogent

STRASBOURG

de name correspondant

UAND um chômeur n'ose a dire quartier un bandipour 🖺 recherche d'un emploi, mant II voulez-vous qu'il citoyen ville?

Cette question naive participants au colloque intitulé « Le projet urbain, printention in réalisation ... Une His qui vient i réunir, pendant quarante-huit

heures à Strasbourg, aménageurs, urbanistes, architectes = 444 La formule même 👪 « projet urbain» question. S'agit-il sim-

AGENDA

Predividani – Nativilje

demandes, nouveaux métiers liés à

répartition des compétences entre l'Etat, les collectivités locales et la secteur privé dans ce domaine : tels sont quelques-uns des thèmes

inscrits au programme du colloque «Les territoires du patrimoine; culture, tourisme : un enjeu pour le

développements. Cette rencontre a lieu à Rouen, jeudi 15 et vendredi 16 actobre, à l'initiative du conseil

régional de Haute-Normandie

D Are alpin. - L'Association européenne des élus de montagne (AEEM), que préside M. Augustin

Echny, que preside M. Augustin Bonrepaux (PS), maire d'Orlu et député de l'Ariège, organise une réunion avec ses collègues de l'arc alpin, les jeudi 15 et vendredi 16 octobre, à Chamonix (Haute-Sevole). Ces élus engageront une réflexion sur l'avenir et la

▶ Renseignements au (16) 43-28-85-08.

protection des Aipes.

► Renseignements au (16-33) 88-24-00-36 ■ ■ (16-1) 42-93-29-30.

D Education = banfieues. -

occasion une enquête sur les actions éducatives menées dans soixante-douze villes de banlieue.

au (1 - | 42-61-44-47.

□ Avocats-conseils. -L'Association française des

L'ordre des avocats de

organisé un colloque intitulé «Les collectivités locales entre le droit public et le droit privé», dont les

La viennent de paraître (disponible l'agence Couleurs et Stratégie, 39, rue Gazan, 75014 Paris). Il

devrait organiser un nouveau séminaire, intitulé «Les marchés

AFAC, maison des avocata, pelais de justice. 51036 Chil Tél.: (16)

D Prix du logo 92. - Le primi

Le decoième récompense le ville d'Angoulême (Charente), le troisième, Athis-Mons (Essonne).

troisième, Athis-Mons (Essonne). Ces prix ont été remis par un jury composé de professionnels de la

communication et de fonctionnaires

territoriaux, au cours du dernier congrès du Syndicat secré généraux et directeurs généraux

Université Paris-XII. – La faculté

gestion de l'université Paris-XII Val-de-Marne propose une formation

management économique et social du développement local», en

partenariat avec Uniformation, un

fond d'assurance-formation du secteur de l'économie sociele. Ce

cycle de formation, de 400 heures réparties sur deux

de sciences économiques et de

FORMATION

prix du logo a été décemé, cette année, à la ville de Poitiers (Vienne).

CONTACTS

BLOC-NOTES

plement d'une menée des professionnels | l'avenir d'une ville d'un me ville? Cette démarche-là = insuffisante, jugé la intervenants. En effet, un projet n'existe récliement participent. Or, trop souvent, les outils manquent pour im convaincre.

Chantiers impopulaires

M. André Bruston, secrétaire général au M. III ministère M l'équipement, du logement 💵 🕮 transports, . . . enseignements recherches déjà thème. La prétention d'un projet

années, s'adresse à des cadres en

situation, exerçant des fonctions de

responsabilité dans les collectivités

organismes d'Etat, 🛶 🖼 👊

➤ Renseignern : saiences économiques : il tion, il evenue l' ; 94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

□ Un nouveau président pour les technopoles. – M. Plerre-Yves

Nominations

choses ne soat pas simples, car «l'élu recherche la confiance dans le domaine de l'affectif ou même de la croyance. Or on ne tombe pus amou reux d'un plan d'amélioration de la

politique», a-t-il expliqué. Et les

A ses yeux, l'adhésion de la popu-lation ne peut s'obtenir que s'il y a « coproduction ». « Si les modes de vie se modifient, w'adaptent à ce qui est en train de se passer, alors le « projet urbain » existe veritablement.» Pour « penser la ville», il faut que ses habitants « apprennent à être citadins», autrement dit que ces derniers aient une vision globale de leur cité, afin de pouvoir en imaginer l'évolution. L'ambition est de taille, quand tant d'entre eux sont « des relégués ou des exclus», qui ne se rendent nas ou plus dans le cenrendent pas, ou plus, dans le cen-tre-ville, faute d'argent, d'emploi, de moyens de transport adéquats, faute parfois du simple désir de bouger. Plutôt que de projeter un pan de la ville dans le futur, l'intérêt de la éflexion en matière d'urbanis n'est-il pas, se sont dès lors demandé les participants, « de mobiliser l'imaginaire du plus grand nom-

La durée des mandats municipaux peut constituer un frein dans ce domaine. L'alternance électorale se domaine. L'alternance électorale se produit parfois au moment où l'impopularité des chantiers est à son comble. Et il n'est pas rare de voir un nouveau maire inaugurer les réalisations qu'il avait naguère combattues, « Les temps du politique, de l'urbanisme et le temps de l'Histoire sont différents», soulignait le maire de Strasbourg, M. Catherine Trautmann (PS).

«Nous manquons d'une culture parlagée de l'urbanisme», a constaté pour sa part, Mª Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement. « Quand quelqu'un voit une tour sur une maquette à la place de son pavillon, on a beau ha dire que c'est un concept et qu'elle ne se jera pui tre pas, ou nas avant trente. peut-être pas, ou pas avant trente ans, il a peur pour sa maison.»

M. François Loucie, ministre de la ville, et M. Michel Delbarre, ministre de la fonction publique, ont également participé aux travaux, nourris des exemples commentés de Glasgow (Ecosse), Hambourg (Alle-magne), Urbino (Italie), Nimes, Dunkerque et Strasbourg.

Contre-feu

les élus veulent s'attaquer à la «pseudo-loi du silence» pour lutter contre les incendiaires

correspondant

PRES les cinquante dans l'île qui ravage plus de 15000 hectares forêts, de cultures agricoles et de gros maquis a début du monde septembre. Le élus locaux m les représentants a pouvoirs publics décidé de s'attaquer au des incendies m de leur développe-

A l'initiative d'élus locaux de la région de lutte contre les incen-diaires » anni été constitué (le Monde de septembre). Quelques jours plus tard, il Bastia, in préfet de Haute-Corse, M. Jean-Marc Rebière, reprenait l'initiative dan-cait la première phase d'use çait la première phase d'une l'Etat de représentants de l'Asso-ciation des représentants de la Hauto-Cou Objecti : s'attaquer la «pseudo-loi s'ilence» qui agissements (un diaires, et la rumeur publique d' parties de bergers en mal les parties de consider de les parties de les parties de les parties de voi-

Favoriser la protection du milieu rural

Une « cellule technique » mun-ciant les services de l'Etat et les dus ciant les services de l'Etat et les élus
du département en en
place le la collecter l'ensemble informations rules origines des feux». Les conclusions le
les origines les origines et les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les origines et les origines et les élus
en les élus
en les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les élus
en les élus
en les origines et les élus
en les élus
en les élus
en les élus
en les origines et les élus
en origines in the a feu criminelles.

En dix seulement dix-huit suspects ont été interpellés aux des incendies. Quinze d'enleur garde. Il vue et trois ont été écroués dans l'attente d'un jugement ill première intra

Autre source possible de dévelop-inc (Italie), Nimes, I Strasbourg.

Autre source possible de dévelop-incendies : les char-seurs. D'ores et déjà, les 8 000 hec-

nord-ouest 🚾 🖿 Corse, zone favorite de récemment incendice, al minterdits I la pendant dix jours. La dissuasion devrait m révéler positive, comme celle dirigée ma ==== bcebis, do ou vaches, suspectés de la développement I work to them the land out. après les premières pluies d'automne, deviennent de zones a păturage la la Restuites.

Pour lutter contre mu pratique, a at the confier and services de l'Est et du parquet le contrôle de l'application im interdictions de pour une durée de cinq ans par Im conseils municipaux II. sinistrées par incendies. Enfin, plus long terme, was concertation Clargie « à la collectivité corse et un département » um mise un reuvre alla d'évaluer l'effet des sides aum péennes dans les rurales, en recherchant in nouvelles interventions 🕒 Bruxelles pour ineiter à l'entretien 👊 🖟 in protection du rural. Le principe étant de convertir directement certaines financières jusqu'alors agriculteurs-éleveurs mise en valeur pastorate. De plus, il a de menes de un inventaire de décharges publiques contrôlées m sauvages présentant im risques en matière

La numero entre la services de l'Em es les éles de la Haute-Corse a également permis d'évoquer le problème 1 i serve et de la spéculation la second de la spéculation la second de la spéculation la second de la second décidé ₩ l'inscription les d'occupation des Me (POS) de zones en en en d'in-= Un a ⇐ ngles particulières 🛚 Male concernant us zones Les pouvoirs publics sont and convenus and développement jeunes en milieu scolaire, III le concours des sapeurs-gompiers, pendant l'interesison. Autant de manufacili on me pourra juger l'efficacité qu'au man de l'été 1993...

MICHEL CODACCIONI

DÉBAT

Comité des régions ou « comité Théodule » ?

par Jean-Marc Ohnet

INSTAURATION d'un comité des régions le traité de (1), marginale par rapport aux autres dispositions, a fait l'objet d'après discussions entre les négociateurs. Si les Etats fédéraux ou fortement régionales. L Association (faithgas des avocats-consells augrès des collectivités (AFAC) deveit voir le jour début octobre. Présidée par M- Jean-Louis Le Nué, hâtomier du nalisés (en particulier l'emagne la Belgique)
finalement emporté la décision, beaucoup,
semble-t-il, n'étaient guère le la la création
d'une assemblée qui, bien que empuliative, serait
de la renforcer le « lobby régionaliste » au (Mame), elle regroupe des avocats spécialistes du droit public ayant activité de conseil auprès des collectivités territoriales. sein de la Communauté europée

in mai en gouvernements de préserver la plégouvernements in preserver in prenitude prérogatives au plan communautaire, mais aussi la forte disparité des systèmes
intoriaux en Europe, expliquent cette grudence
et les verrous institu prévus. Ceux-ci sont
nombreux que beaucoup s'interrogent
l'avenir qu'un «comité Théodule».

Calcule qu'un «comité Théodule».

Calqué sur le Conseil économique et social, «modèle» qui peut laisser perplexe, le comité des régions subria une étroite tutelle des Etats. C'est à eux qu'il appartiendra de désigner les représen-tants dans chaque pays. Le Conseil européen devra, de son côté, statuer à l'unanimité, tant pour approuver cette composition que le futur règle-intérieur du comité. Enfin, celui-ci sera exclusivement rattaché au Conseil et à la Commis-sion auprès desquels il déposera ses avis.

représentation?

solides, plaçant le comité sous haute surveil-lance, son champ de compétences comme ses marges d'adaptation sont virtuellement très larges. Son domaine II compétences touchers non seule-ment à toutes celles prévues par le traité, plus celles que le traité de Rome évoquait au sujet des régions. Sa création constitue, en soi, un succès pour les fédéralistes européens héritiers des «pères fondateurs, qui considerent notamment que les garde-fons législatifs se révéleront inefficaces, et qu'an-delà de la lettre du traité le Comité devrait s'affirmer comme le lieu d'expression politique des pouvoirs régionaux en Europe.

Ce pari d'une a dynamique institutionnelle»

toutefois à de majeurs. Le première du dérive bureaucratique du majeurs. Le première du jour, pourrait se trouver rapidement enseveli avalanche de demandes d'avis de pure la le le la fisque concerne la position du comité des régions. Si celui-ci est composé l'imp de collectivités maintenance impor-

tantes, c'est-à-dire de personnalités politiques de premier plan, on peut supposer qu'il disposera d'une autorité réelle, et donc d'une capacité d'in-fluence dans les instances décisionnaires europécunes, qui trait dans le sens de son autonomias-

tion in Inversement, a cette composition s'avérait très hétérogène, c'est évidemment le scénario de l'enli-sement qui serait le plus probable, car on voit mai des présidents de Lander allemands ou de commudes présidents de Lander allemands ou de commuespagnoles sièger longtemps aux
côtés de fonctionnaires britanniques irlandais.
Cr cas de figure à a exclure, utant que
n'interdit aux Etats, dans traité, le désigner
fonctionnaires, que les titulaires disposeront
de suppléants. Toutefois, l'Allemagne fédérale et la
Belgique ayant déjà savoir qu'elles désignedes élus (préside Lander de
résions), on peut régions), on peut qu'un d'entrainement jouera.

Cette question de la qualité de la représentation des différents pays ■ à bien des égards stratégique, puisqu'elle déterminera en partie l'avenir du comité. Mais elle pose également la question plus complexe de l'ouverture de cette représentation aux échelons infrarégionaux, et de l'importance de celle-ci. Aux termes du traité, en effet, le cornité des régions ■ aussi vocation ■ représenter les niveaux ■ collectivités aures que les régions. Cette disposition semble aller de soi dès lors que de nombreux pays de la Communauté (et c'est notamment le cas de la France) n'ont pas de vériable tradition régionale et sont dotés de l'auxentements comme les départements. ■ elle n'en rend pas moins difficile la recherche d'une certaine cohérence dans la composition du comité, certaine cohérence dans la composition du comité, qui ne peut qu'être partiellement hétérogène.

En égard au rôle majeur qu'elle joue dans le de construction européenne, le choix la France, en la matière, déterminera sans doute largement les décisions qui seront prises dans d'au-tres pays. Or, s'il paraît difficile d'attribuer aux françaises la totalité des vings quatre sièges pourvoir, l'am trop évidente selon muelle com-mans, départements et régions pourment disposer chacon de huit sièges ne paraît pas aon plus entièrement satisfaisante. Outre que la France donnerait ainsi l'impression de s'opposer indicate à la dynamique régionale de la Communauté, et de se satisfaire des inconvénients de son système territorial (dont les archaismes et les lourdeurs out connis), on voit mal en effet en quoi ce mode de répartition permettrait unequate repré-sentation des territoires. Si le maire de Nantes, par exemple, est appelé à sièger au counité des régions, peut-on considerer qu'il représenters mieux Saint-

Loire Atlantique ou celui de la Sarthe, que ne le ferait le prindent du la la Farthe, que ne le ferait le prindent du la la régional ? Par position – et, en quelque sorte, pri vocation, – celui-ci ne serait-il pas mieux à même de représenter l'endes territoires de la région ?

des territoires de la région?

L'ensemble ces de la région?

L'ensemble ces de la devrait doute conduire l'État, en prenant la réalité actuelle de l'organisation locale, à intégrer pleinement la vocation régionale du comité. Du moins peut l'espérer, collectivités territories parties n'auraient rien à gagner à une représentation trop partagée et de moindre niveau au sein du comité des régions. On sait déjà que les Lander comité des régions. On sait déjà que les Lander comité des régions en ont imposé i leurs gouvernements respectifs un système co-décision au communautaires, qui conduira ministres-présidents ces régions, représentant l'ensemble collectivités ministres chaque fois que des compétences régionales seront en cause. nales seront en cause.

Une révolution institutionnelle

Cet accès direct pour des régions à l'exercice de pouvoir législatif de la Communauté constitue, en soi, une véritable révolution institutionnelle : l'instauration d'une formule qu'on serait tenté de qualifier de «fédéralisme intégral» – et qui tendrait à claimmer que l'Euriss du «local» risque bien, elle, d'être «à deux vnesse»! Pour ces deux pays, en effet, il est clair que la question de savoir si le comité des régions s'affirméra oui non comme l'un des terrains privilégiés d'influence des instances régionales en Europe est devenue un enjeu secondaire.

A contrario, celui-ci n'en apparaît que plus important pour les autres collectivités locales européennes, et notamment françaises. Sauf à considérer que les échelons locaux n'ont pas de vocation rer que les échelons locaux n'ont pas de vocation européenne — ce que semblent contredire | les type | définir | les fédéralisme » européen qu'unplique le traité de Maastricht. Mais il est temps, aussi, de réfléchir, en France, conditions. I multiplications | Faffirmation d'un | les pouvoir régional. | les de quoi, il est le craindre que | l'Europe des citoyens » reste un vain mot.

(1) Malie 198-A, 198-B et 198-C du traité.

▶ Jean-Marc Ohnet est délégué général de l'Institut i décentralisation et rédac-teur en chef la l'amma locaux.

1.55

، ستود) مصنف

, -- -

-

F√ks A

A second

le ville à recon

Tesse a M élu président de l'Association française

technopoles, en remplacement de M. Jean-Yvee Deleaure, qui a choisi de fonder une problèm de capital-risque, L' française des technopoles compte Né le 1942 à Lifle,
M. Pierre-Yves 122 diplômé en
deconomi ques En 1973, il quitte
DATAR n'il que l'Organi-

ión à l'Association pour le développe-ment de la région lyannaise (ADERLY). M. Tesse exerce la fonction de secrétaire général de l'Institut d'études des villes internationales, association présidée par des universitaires québécols. D Education banfieues. —
L'Association maires, et
L'Association maires,

Lyon-Saint-Etienne-Grenoble, pour la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Lyon et s'occupe de la prospec-

E quartier de 670 hectares, quatre me plus étendu que le d'affaires construit en vingt ans à la Défense, mélange aniourd'hui zones industrials aujourd'hui zones industrielles, entrepôts, petits ateliers, habitations en îlots percés de rum une étroites. En moine du périphéri-que, il est situé au nord de Paris, que, il est situé au nord Paris, entre les portes de Clignancourt et La Villette, la triangle formé par la la triangle et la Saint-Denis. Un marqué par un siècle et demi d'industrialisation qui la nombreuses friches et un habitat insalubre. Une terre le voies lourdes infrastructures : voies ferrées en provincian de la gare du Nord, la véritable saignée ils l'autoroute A I qui la par son aze majeur, l'ample II Prési-dent-Wilson, = enfin la manie

- Jan 19

Carlo (File

in the division

of a position

100 1135

L. Lippe

T''' d'20.

1 - 100m **d**

To James

tenter das Mr.

and the district of de mig.

A PAGE

the late by

1 19 130 filing

Programme of the

Physique

100

100

製造等 201 とは、ことで、

50

ergy to a re-

19 32 57 Oct 1 July 1

1000 3 7 5 5

Property of the second

A Service Control

Fig. Co. C. St.

A 1825 CHO. 1

State 4. The second

night varieties in the

CONTRACT.

المتقديم والمعجود

\$436.50 m

data setting

重導性 ひがんり こ

After all their

Casalana de los

mate (20 de la companio

more a

Market gar and a see patricular of the

The concentration of the long.

de transfer in a constitution of the constitut

week is after our office strain.

All desirates in the control of the second

given Day 1991 1 111 185

AR SECTION OF THE PROPERTY.

and the second of the second

White the state of the state of

PARE THE PERSON NAMED IN

Billion & Street Control of the Control Challens:

THE RESERVE THE SECOND SECOND

MA CHEL CODATA

Contract Care Contract

Person Calling

206L .

The large cast in marrie and

With Digital Co.

57781 mg

La Plaine-Saint-Denis Malent ment de Communes du départe-ment de La Cuel-net rues de Saint-Ouen ; les quartiers du Cornillon, du Macreux, Mauvin, II la Plane Centre et une partie du Landy sur Centre et une partie du Landy sur Aubervilliers; le reste, soit le reste, soit le reste, soit le reste pour prendre le associées pour prendre charge l'avenir de ce territoire. Elles nu créé, en la 1985, avec le conseil général, le syndicat la Plaine-Renaissance, au structure où MM. Patrick Braouzec le Ralite (communistes refondateurs). nistes refondateurs), im maires in Saint-Denis in d'Aubervilliers, maires

une place prépondérante. Malgré la maintien la quelques entreprises traditionnelles et l'ar-rivée, ces demières années, la nouvelles activités (studios de nouvelles activités (studios de télévision, centres la recherche, sièges de sociétés), les emplois y dix la nombreux que dans un seul la capitale. La mondreux de la capitale, les difficultés de mont sur la manage la coopération municipalités ont décourage, cost plus d'un investisseur au plus d'un investignement de la capitale de la capita

d'Aubervilliers ont tourner la page sur cette période de glaciation ». Pour mettre en approuvé régulièrement un rassemblant la population inscrit des la charte intercommunale adoptée en 1990, ils se sont associés,

avril 1991, mai la 80 Frin Seine-Saint-Denis, banques publiques, la et consignations. lui-même s'est engagé dans l'opération pour une part modeste, symboli-

Un projet urbain, synthèse travaux de cinq équipes d'archi-paysagistes, coordon-par Riboulet, = été par l'annier. Riboulet, a été présenté l'al dernier. Il les grandes lignes le ce l'apour-rait être l'all l'an quart de siècle. La Seine, le canal Saint-Denis, son, le ferroviaire seraient horizons l'apour l'apour l'Al, l'A 86, le boulevard périphérique d'appui d'importants aménagements. Des rues transversales de l'apour le lier l'etre percées pour relier devices être percées pour relier Tom & Finne & la Plaine, Plants tions it redonne-raient I l'ensemble un attrait complètement autourd'hui.

Equilibrer l'habitat 🔳 l'emploi

limiter i 17 000 i emplois, limiter i 17 000 i emplois, logements disponibles, em 000 i emplois sur le 7 500 i elus. Il veulent obtenir un équilibre emplois et i emplois pour eux, effutur pôle de l'Ite-de-France doit emplois d'affaires ni mouveau quartier d'affaires ni ville noutier d'affaires ni was ville nouvelle. In s'organisent pour main-tenir in activités productives afin d'éviter le tout-tertiaire. C'est vrai que num dérangum en refusant de laisser faire le en refusant de laisser faire le teur privé ou passer sous la d'un établissement public.

L'était autrefois les devenir les commodités constate, avec son langage imagé, M. Juk l'ancien ministre, qui préside depuis huit me destinées d'Aubervilliers, et qui l'artisen du écommunisthme ».

Pour lui, comme pour M. Braouzec, M solidarité entre deux communes est une force par jaquelle sont obligés de les aménageurs : L'intercommunalité en chez sans qu'on ais l'imposer dans en cadre réglementaire », explique M. Braouzec. « On si l'on coopère. Il faudra jour étudier si fiscalité commente au deux villes,



si les habitants de Saint-Denis et d'Aubervilliers veulent garder leur identité propre», poursuit M. Rube.

Le partenariat une des banques La Caisse de dépôts répond, selon de élus, un interrogations sur le réalisme de leur projet. M. Université rappelle cependant qu'il banques un engagement financier plus important.
encore, M. Ralite in all sur la d'une « régulation foncière » pour la le l'enéra-tion d'aménagement : « L'A les immobiller acquis . Aubervilliers 1941 z m son prix multipliè dix, trois ans et demi plus tard. U faut contrôler les transac-ne réalisées par l'intermédiaire des SCI (sociétés civiles immobilières). La taxe sur le bureaux, plus-values foncières doivent être utilistes sur place. Enfin, les sur-faces aménageables dotvens à égalité aux espaces publics. au logement social et au marché

Ces maires per besoin de l'engagement de l'Etat pour réaliser programme. Malgré une rencontre, l'ill juillet dernier, avec M. Pierre Bérégovoy, le questions de l'estat participation financière III l'Etat dans III SEM Pas Développement ne pas hauteur hauteur 400 000 F prévus. Aucune décision formelle n'a all mana cée, ni pour la manura de l'au-toronte A I, selon les souhaits de collectivités, ni pour le prolonge-ment de la ligne nº 12 de mêtro.

Une - opération d'intérêt national » ?

M. Claude Bozon, chargé mission le préfet d'Île-de-France pour harmoniser projets in restructuration in du site stratégique de la Plaine-Saint-Denis », affirme cependant que plusieurs décisions figureront dans le futur directeur : « Nous sommes prêts à moderniser la RER Plaine-Voyageurs. Nous proposerons la création d'une nouvelle desserte nord-sud, en'site propre. le prolon-gement de ligne 12 jusqu'à Aubervilliers. L'engagement de l'Etat de le réaménagement de la Plaine-Saint-Denis sera concré-tisé à travers les prochains contrats de plan Etat-région et m particu-lier dans celui de 1994 s. Bozon confirme la délocalisation ministères du Plan, de

l'aménagement territoire, de la délégation interministérielle la

The stand grant to DATAR dans

« cité gouvernementale ». La nouvelle attendue par la élus, qui gardent une très mau-gaé par la gouvernement pour étuen novembre 1991. Ima rapport, a haut fonctionnaire conclut a IIII à l'impossibilité concernés ». Il préconise minis-opération « notablement plus importante celle déci-dée » : « moins 110 00 m² au das des 20 000 m² initialement prévus, Men derrière l'intention mai di religioni in d'aménagede la Plaine-Saint-Denis m hui apportant et valeur. meilleure garantle 📥 bonne fin ». M. Mayet envisage une operation d'intérêt national »,

qui inquiète M Min L'engagement an pouvoirs publics devrait cependant impul-au projet la dynamique qui lui manquer aujourd'hui. Même si 130 entreprises un mir. implantées Saint-Denis dix-huit derniers mois, en créant 600 emplois. EDF vient décider in transférer à Pleyel m directime le la production de les les ports: 90 000 m², 2 500 emplois. Le Conservatoire national métiers y implantera prochainement sur 7 000 m² réserves visitables, a d'y installer un de 16 000 m² pour l'enseignement i la recherche. La SEM Plaine Développement i déjà montré un efficacité dans la maîtrise foncière un évitant le départ d'un certain nombre d'eu-

donc participation majori-taire in the dam l'opération,

treprises. Il faudra déjà entre 5 et 10 milliards il francs pour les équipements il les infrastructures », rappelle M Jacques Grossard, le directeur de M SEM. « Et dans vingt 111 la Plaine 111 sera pas complètement différente de qu'elle maujourd'hul. » Beaucoup de temps sera nécessaire en pour convaincre l'exécutif régional, en particulier, que la min choisie par les élus permettra a bien ce qui ve être un des grands chantiers de l'Ile-de-France au cours du prochain quart de siècle.

CHRISTOPHE DE CHENAY

REPÈRES

BOURGOGNE

Dijon sur les traces d'Henri Vincenot

NÉ et mort & Dijon, l'écrivain régionaliste Henri Vincenot, rendu célèbre par les émissions de Bernard Pivot, laissera-t-il la posté-rité ma autre lui que celle du content érudit la l'histoire du emin 🟲 fer qui émaille 📧 récits de la bourguignonne? l' l'occasion de la fête « La fureur de lire », samedi 17 et dimanche II octobre, doivent = tenir à Dijon premières Henri Vin-Elles proposeront une jour-suivie d'un circuit

Un moins authochtone plus ésotérique la livres Bourguignon I moustaches doit aussi être évoqué, M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre in in culture, présentera un « Vincenot, romancier orientaliste d'un inspiré par le Maroc. Homme de théâtre, Henri Vincenor écrivait la matieux dessinait les caractère religieux. Egal
illustrateur i sculpteur, il prétair
à inspirés du
Bible comme du qui lui
a valu faveurs public il

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Font-Romeu renegocie sa dette

COMMUNE # 136 habitants, Font-Romeu pour ses pont-komeu pour ses pistes de ski et son centre de prépa-lies sportive.

Pyrénées-Orientales vit actuelle-une situation financière diffi-cile. Le budget 150 millions de francs présente en un déséqui-libre de 16 millions de francs. Le budget im fonctionnement i été rééquilibré, mais en ce qui concerne les investissements il ministre jours un 🌃 🎏 🚳 8 millions. Le travaux engage la municipalité avant 9 moderniser les équipements de la station conti-

nuent I peser sur la commune. En 1990, obligation mété in nouvelle équipe municipale rembourser les prêts contractés. Les impôts ont dû être majorés l'an passé de 30 %. Pour l'année le venir, le conseil municipal avait du mesures qui apparammen n'ont pas été jugées le préfet a la chambre régionale comptes, qui ont interes d'office le budget de la ville. La municipalité in Font-Romeu est im pourparlers les banques, le Crédit agricole et in Caisse des dépôts et tions pour renégocier la dette.

Des arbres à 🕍 place du béton Palavas

L A commune de Palavas-les-Flots. station la l'Hérault, a Levant. Depuis munici-palité envisageait créer une d'aménagement concerté (ZAC) sur encore vierge in proche

prendre place | | logements. lisation d'une partie importante des 4 000 habitants = madenta de la station, inquiets du sort réservé le ces naturels, et le retrait du groupe financier Lyonnaise 📗 eaux-Dumez. Le maire. M. Chris tian Jeanjean, a donc choisi de revenir arrière, désorcréation d'une ZAC verte».

La zone qui devait la construite
doit être remplacée par
20 000 arbres. Un
permettra faire le tour de l'étang, en attendant peut-être la construction d'une soixantaine de logements sociaux et de quelques villas réservés em babitants

u supplément a été réalisé LE COITESBORdants : Francis Gouge (Créteil), Chris Maiziat (Dijou), Matha (Bordeaux), André Musel (Vesoul), Monin (Montpellier) et Yves & Rochcongar

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

L'ÉCONOMIE

La vitrine des Magasins généraux

portes de capitale, puisqu'une partie se la ville de Paris, portes la Chapelle et d'Aubervilliers. L'ensemble a racheté la 3,2 de francs, en mai 1990 par un groupe d'investisseurs le promoteur immobilier Jean-partie.

stratégique»

trer tous les mais mois les de M Plaine-Saint-Denis pour confronter l'avancement de

reinrin die au militario économique actuel wi à l'attente du prochain and directeur d'îlede-France les investisloyers des entrepôts. Ils and most be specified inches par des Malla la location malla qu'ailleurs.

Dès juillet 100, la maint

grands projets urbains de groupe SCET, The da la Calend consignation, participer à la Militain di pian d'aménagement de un esite stratégique » de le projet urbain de La Plaine-Saint-Denis. Une partie Magasins géné-THE RESIDENCE OF STREET i la d'Aubervilliers, et la vitrine de La Plaine, au bord du la la périphérique, plus importante in de circula tion d'lie-de-France. IIII. Jean-LAND States a director parameters la SCET, et Gérard Charlet, responsable de la mission grands projets, an établi un projet qui prend un compte lui grandes lignes du quartier : is proximité parc La VIlette, le disa de canaux, la grande les cire = Tom con met s'appuyer l'existant, ma pour raisons in in mais aussi pour que l'aménagement urbain provoque pas une rupture complère and la laid actuelle ». explique M. Subileau. Une préoccupation qui rejoint compiètement and an order de Salm Denie et d'Aubervilliers qui un vallet pas que la missivitar de la Plaine-Saint-Denis Line

Militaires en blue-jeans

Suite de la page 11

Ordonnancement des chantiers. planning d'emploi du personnel, vérification des devis, relance des clients et contentieux, constituent les principales missions du jeune homme. Un poste in responsabilités, puisque la gestion d'une entreprise d'insertion est une affaire délicate. Outre ms deux permanents, ACTION fait travailler d'anciens chômme de longue durée, pour qui l'association représente le dernier

«On m'a souvent mis des bâtons ans les roues. C'est pourquoi je veux venir en aide à ceux qui sont dans le besoin, témoigne Rachid, titulaire d'un BTS comptabilité et gestion des entreprises, en précisant : j'aurais pu être exempté et jouer les soutiens de famille, mais j'ai préféré faire mon service en banlieue. Ici je sers réellement à quelque chose.»

Un sentiment que partagent ces militaires formule qui.
Rachid, trellis trellis minées, aller eservire, neuf durant, dans un départerégions lie-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées Lorraine. Actuellement au mobil 200, il devraient 400 m le terrain au mois de novem-400 mm le terrain au mois de novem-

Proposée par M. Michel Dele-barre, l'idée de permettre aux appelés d'effectuer leur service dans les quartiers difficiles avait été concrétisée des septembre 1991 par la signature il in protocole cotre le missa de la ville ses homologues de la défense que, fin 1992, 400 jeunes volontaires du contingent à dispos-tion du « développement social urbain». Ephémère ministre de la ville, M. Bernard Tapic reprend la formule à son compte et annonce, le 20 mai, en conseil des ministres, que le nombre des appelés effectuant leur les établissements scolaires. In finalement le François Loncle, nommé secrétaire qui signera le nouveau protocole d'accord, le 16 juillet (le Monde du 18 juillet). Ce document prévoil que, avant la 11 im 1993, 1 000 appelés volontaires rejoindront and « opéra-teurs de tetrain» (dans des collectivilocales, des associations ou des entreprises d'insertion) pour remplir des táches d'animation, d'administration, de gestion, d'aide sociale. Environ un millier d'autres doivent rejoindre des commissariats pour participer à la prévention de la délin-quance. Eufin, 2 000 devraient se trouver dans les collèges et les veées techniques des zones d'éducation prioritaires (ZEP), pour participer à des missions de surveillance et d'aide pédagogique.

Sélectionner des jeunes motivés

De plus, 200 jeunes du contingent font actuellement leur service dans des agences in l'ANPE, confo ment à un autre accord signé le 11 juin, intitulé «plan 100 de longue durée ». « Des appelés qui n'ont pas pour mission de faire passer les entretiens chômeurs, précisent le responsables PANPE, mais de venir en aide oux agents pour la partie admi-

A la reatrée, les volontaires du contingent n'ont fait qu'une timide apparition sous E préaux en écoles. lais in délégation interministérielle la ville (DIV) assure qu'ils seront Solo en posse des le mois de novem-bre. « Il faut plusieurs mois pour ins-taller un dispositif de ce genre, ne serait-ce que pour faire passer l'infor-mation chez les jeunes», reconnaît M. Stanislas Dendiével, un appelé arrivé en janvier à la DIV pour gérer le dispositif.

Sélectionner les jeunes dont le par-cours correspond aux besoins expriservice dans les villes sera porté à més par les sous-préfets chargés de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés, ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés, ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés, ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés, ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés, ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés ayant propriéts de la ville n'est pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés ayant pas aisé. « Nous recher-chons des candidats motivés ayant pas aisé. » PHILLIPP

éventuellement expérience des allock day to be being att up nivean hac+4.

L'intérêt 🖿 la formule est son 🛋 ble coût pour le budget de l'Etat. La mois um appelés doit, en principe, par le malaire de la ville au ministère in la désense. L'organisme (collectivité locale, matorat...) qui emploie le jeune volon-taire s'engage i prendre en charge le e les les déplacement quotidiens.

La politique de la ville mu tirer profit = spport neuf banlieues. 🗀 jeunes viennent en aide à d'autres jeunes en difficulté, un peu egrands frères ». L'idée soulève l'enthoudu contingent « Je ne souhaitais prendre les et songeais à son faire réforis plans. Je
pends mon les plans. Je
pends mon Jaide
Debraisne,
chargé d'animer journal du quartier Porme Manage à Draveil (Essonne). Il ■ réussi II emmener hu d'axygène », ren-Ducatel, ingénieur designer dans le civil. Avec lui, les jeunes un aménagé un iemin de num aux Ulis, mils mu déjà organisé une compétition de manufacture inter-

Pour mappelés, ces expériences Fundament of the last preuves situation. Dendiével, formation, we is premier à le reconnaître : « Cette mission à la DIV, c'est un coup de pouce. m'a donné une approche fine de politique de la ville. » Il y co a même qui trouvent du travail, Rachid Misraoui, embauché comme chargé 🌬 mission administratif et commercial à ACTION, l'entreprise roubaisienne où il achève

PHILIPPE BAVEREL

5 Théodule » ? °

Making and Make Berlin and a second

MARTINE STATE TO A STATE OF THE STATE OF THE

The state of the s

Brant Line Bert 1 17 bat 150 B. B. Bert 150 B. B. Bert 150 B. Bert

Marine Statement of the Statement of the

Une revolution

institution neile

The state of the s

The same state

The state of the s

The second secon

Annual Marie Charlet Call Spice of Land

Marie Control of the Control of the

white Set Herschaff or 1915

Western Street and Control of the Co

Production the second

AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

Part of the second

NEW ANTICE OF THE PARTY OF TH

建 在第2位第二

Cale, A. ent A

Berger - Balantha "-1" -

新 1770年刊 411 年

La rénovation de La libra-Saint-Denis probable-géné-raux. Cette d'entrepôts ou frigorifiques, de locaux and douene, in manu-tention ou de distribution c'estde la surportes de la capitale,

l'immobilier conduit ces l'immobilier conduit ces l'une attitude ... Ceux-ci affirment, de le départ, leur warne d'inscrire leur projet une véritable cohérence avec celui élus de Seine-Saint-Denis. « Nous un plan d'urbanisme qui un plan monde, affirme M. Aaron, if nous fall capendant in the land raisonnable 🝱 bureaux 💵 💼 logements. almerions aussi de là un quartier qui vive, piour de de et et

cité d'affaires. » Les imponsables in la société Magnant disent leurs projets respectifs. . . avons en ima in nous des personnes sensées et sincères. Pas général», dit M. Aaron, Les

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Une muit de rêve : TJ h. 1 pour le route ; Scènes d'amour : 20 h 30. L'amour est aveugle : AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). AMANDIERS DE PARIS (43-45-42-17).

VOIX fointeines: 20 h 30, cmr. 15 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 17 h st 20 h 45, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Eté 86 cm. 16 m. 17 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-08-36-02). L'Boge de la fole : 18 h st 21 h.

ATALANTE (46-06-11-90), Moulin rouge et noir : 17 h st 20 h 30.

ATHIER (46-06-32-4). L'Antichembre : 3THIER (46-06-32-4). Triller (46-06-49-24), L'Antichembre : 21 h, dim. 15 h 30. BASTILLE (43-67-42-14), Les Aventures de Paco Golerd : 19 h 30, tim. 15 h 30. Wei-marisad : 21 h, dim. 17 h. BERRY-ZEBRE (43-67-51-55). En Joe! : 19 h Portair de groupe avec damés : 19 h. Portrait de groupe avec dames 20 h 30.Dim. Les Champêtres de joie 20130.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Jaiousie: 18 h et 21 h. dim. 15 13 0.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE SOUS un réverbère il n'y e plus é tonies: 21 h.

CAFE DE LA GARE (42-78-52-51). Le Grephique de Boscop: 20 h. Cui vous savez: 22 h.

CAPTOLICHIERES ATELIES DU CHAIL-16 h.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEM-PÈTE (43-28-36-35). Salle I. Grand-peur et misère du lile Reich : 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. Las Pettis Martaeux : III h. dim. 14 h 20 Sallo II. Las Partes Marganus : 41 n. com-16 h 30, CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE 42-78-44-45). Y a-t-I un communiste dans la salle? : 21 h. dan. 15 h 30. CENTRE D'ANIMATION PARIS-MERCUR mariage?: 21 h. CENTRE CULTUREL DE LA CLEF CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-38-16-84). Mais ou aaz done passé cet dieg Affanovi : 20 h 30, dm. 15 h. CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Eugène Onéguine : 19 h 30.

COLLÈGE MERLANDAIS 7-97-77-82). Lecture de la moi : Il h 30. Mademoisele la : 20 h 30. dm. lh. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Meotres au musiches! 21 h. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pérsouchroit : 21 h. COMEDIE DES CHAMPS-ETSEES (47-23-37-21). Féracucinois: 21 h. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Eccuse prudente : 21 h. dm. 15 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Vol-tive-Rousseau : 19 h et 21 h 30, dm. 15 h. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Antigone : 20 h 30.Dim. [phigénie : 14h.

Antigone: 20 h 30.Dim. iphigénia: 14h. DAUNOU (42-81-89-14). La Canard à l'orange: 21 h, dim. 15 h 30. DEUX ANES (48-08-10-26). Le Traité de ma triche: 21 h, dim. 15 h 30. me unche: 21 h, dim. 16 h 30.
ELDORADO (42-49-60-27). Marienne mesemoure: 14 h. Monsieur Amidée: 18 h et 21 h.
ESPACE ACTEUR (42-62-36-00). Yvonne, princeses de Bourgogne: 20 h 30, dim. 16 h.
ESPACE LISAAUE LISAAUE LA ESPACE LISAAUE LISAA 16 h. ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Il pariet a son bals: : 20 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55), Le Mariage de Figero : 18 h, dm. 16 h. Feu Immère de mederne : 20 h, dim. 18 h. Le Mouette : 21 h, Danne avec les fous : 23 h, dim. 18 h. MOURTH 27 Derivatives are rous; 251, dan. 15 h. ESPACE PROCRÉART (47-53-73-61). La Sale er 6; 20 h. dan. 15 h. ESSA(ON DE PARIS (42-78-46-42). L'Echafaud Murqueil : 15 h. Salie U. La Laman : 20 h 30, dan. 16 h. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (47-00-67-37). Piment consider U: 20 h 30, dan. 17 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan eveuves : I had et 20 h 45. GAITE : 11 h 20 h 45. Canfidences pour clarinette : 20 h 46, din. 15 h.

15 h.
GRAND EDGAR (43-35-32-31). I mail.
GRAND EDGAR (43-35-32-31). I mail.
Guich ET MONTPARNASSE
(43-27-88-61). Rendez-vous rue Watt:
19 h. Les Larmes du crimes: 20 h 30. Violaine, morte de rire: 22 h 15.
GYMNASE MARIE-BELL (42-48-78-79). GYMNASE MANIE-BELL (42-43-76-78).
Solo: 17 h et 20 h 30.
HEBERTOT (43-87-23-23).
HEBERTOT (43-87-23-23).
HUCHETTE (43-28-38-99). Le Camertice cheuve: 19 h 30. La Leçon: III ii 30. Lautrec sur le Butte: 21 h 30.
LA BRIYTERE (42-74-78-99), Brûlez toutl : 17 h et 21 h den 15 h. 17 h et 21 h, dim. 15 h. LA CIGALE (42-33-43-00). Mortadels : 20 h 30, dim. III h 30.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Lill : THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). Petite saile. L'Enfant bétard ; 20 h 45. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-98-83), Le Bosendorfer : 20 h Ulle fous : LE TRIANON (45-23-01-92). Auguste et Chambre à-eir au pays des pirantes : 14 h 30. 14 h 30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45. Théâtre rouge. If y a des mativs difficilles: 18 h 15, Adieu moniseur Tchékhov: 20 h. Les Soirs d'été: 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09), Long Yoyaga yers la mait : 16 h et 20 h 30, dim. 15 h. MARAIS (42-78-03-53). MARAIS (42-78-03-53). Lemmes: 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80). Gogh: Vincent: 19 h ... Savage Love: 21 h 15.Dim. Requien for a Heavyweight (en angleis): 17h, 20h30. MARIGNY (42-56-04-41). ... royale: 17 h 30 et 21 h, dm. 15 h. MATHURINS (42-68-90-00). Nocture III...: 13 h 30. METAMORPHOSIS (42-61-33-70). Chand in reves: II h, dm. 15 h. MICHEL (42-65-35-02). Les Avisteurs: 21 h. MICHED (42-65-35-02). Les Avisteurs: 21 h. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Le Puce à MICHEL (42-85-35-02). Les Avisteurs : 21 h. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Le Puce à l'oraile : 17 h et 20 h 30, disn. 16 h. MIGADOR (48-78-04-04). Les Bes-fonds : 15 h et 20 h 30. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mercel le Besé Excentrique : 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Le Terre : 21 h, dim. 11 hi 30. MOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Les Enfents le allemos : 20 h 30, dim. 15 h 30. MOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Les Enfents le allemos : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumesux : 18 h et 21 h, dim. 15 h. UVRE (48-74-42-52), Les Dimenches de M. Filey : 20 h 45, dim. 15 h. OPERA BASTILLE (44-73-13-00). Les Noces de Figaro : 19 h 30. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Celle vous les voyest : 20 h 30. (42-02-27-17), C'elli vous mul' voyazi ; 20 h 30.

PALAIS-ROYAL (42-97-68-81). Sans rancurs ; 21 h, dim. 15 h, POCHE-MONTPARNASSE (46-48-92-97). Sale I, Les Emigrés ; 21 h, dim. 15 h, Sale II, Le Pesu trop fine ; 21 h, dim. 15 h, PORTE SAINT-MARTTIN (42-08-00-32). Knock ; 17 h et 20 h 45, dim. 15 h, POTINIÈRE (42-61-44-16). Ministrel : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

RANELAGH (42-88-44-44). Jeux de mesques : 18 h 30. Exercices de etyle : 20 h 30. La Troisième Ligne ; 22 h, dim. 18 h 30.

REMAISSANCE (44-63-06-00). Les mille et RENAISSANCE (44-63-05-00). Les mile et

La Cerisale 1 20 h 30, 17 h.

JUVISY-SUR-ORGE (THÉATRE DE L'ECLIPSE) (69-21-60-34). Boulemos : 20 h 30, cim. 16 h.

LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-76). Las Monstres sacrés : 21 h.

MONTREUL (TJS) (48-59-63-83). Cappuocento rosso : 20 h 30, cim. 17 h.

MORSANG-SUR-ORGE [L'ARLEQUIN] (89-04-13-70). Villon la vie : 21 h, cim. 16 h 30.

NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). Grande salle. L'edise : 20 h 30, cim. 16 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Autant ouvrir les portes de le mer : 20 h 30.

DISIEL (GRAND THÉATRE DE LA FERME DU BUISSON) (64-62-77-77). Farces : 21 h.

ORI Y ISALE ARAGON-TRIDIETI 20 h 30. La Troisième Ligne: 27 h, dim. 18 h 30.

RENAISSANCE (44-83-05-00). Les mile et une nuits: 14 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Les dens du roy: 18 h 30. L'Eusion comique: 21 h, dim. 18 h 30. Dim. Les Amours de Jacques le fazisista: 18/30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une sepi-pour deux: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 1h.

SALLE BRASILIA (48-07-20-17). Les ENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Jemes Besn: 20 h 30, dim. 17 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Jemes Besn: 20 h 30, dim. 17 h.

SENTIER DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Une et l'Autre: 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE 12 (45-88-82-22). Vagebondeges: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE CLAVEL (43-71-63-73). Les Deux Orpholines: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-60-10-17). Imitator, le pire que: 20 h 30. Spanaréle ou le Cocu imaginaire, le Mariage foncé: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DEMAI (48-05-67-89). Arbne. Journal d'une femme insomnique: 20 h, dim. 17 h. Une instoire de l'ost: 22 h. Belle de Mai. Le Belle Albyède: 21 h, dim. 17 h.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DEMAI (48-05-67-89). Arbne. Journal d'une femme insomnique: 20 h, dim. 17 h. Une instoire de l'ost: 22 h. Belle de Mai. Le Belle Albyède: 21 h, dim. 17 h.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DEMAI (48-05-87-89). Arbne. Journal d'une femme qui strire la plule: 22 h, dim. 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DEMAI (48-05-87-89). Gelsourine: 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DEMAI (48-05-87-89). Gelsourine: 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DEMAI (48-05-87-89). Gelsourine: 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DEMAI (48-05-87-89). Gelsourine: 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-86-43-60). Oh, les besux joural : 16 h et 21 h.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-86-43-60). Oh, les besux joural : 16 h et 21 h.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-86-43-60). Oh, les besux joural : 16 h et 21 h.

PARIS EN VISITES

«La Montparnasse selon l'humeur du conférencier», 10 h 30 et 14 h 45, métro (V. Les salles souterraines nouvelle-ment fouillées des themes de Cluny, spécialement ouvertes», 11 heures, du Les de Cluny (P.-Y.

du de Curry (P.-Y. de la justificación et fonctionnement », 11 heures, 14 h 30 h 30, métro Cité, sortie Marché aux (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«L'Opéra de l'hôtel Lassay.

«Les de l'hôtel Lassay.

blée nationale » (carte d'identité, limité l' trante personnes), 13 h 45, sortie métro Assemblée (D. Fleuriot).

«Les templiors le quartier du Temple », 14 heures, métro Temple (M.-C. Lasnier).

« Dernières resteurations Marais», 14 h 15, métro Bastille, sortie nue Saint-Antoine (C.-A. Masser).

Pucas à Saint-Ouen, le plus

Paris surrefois.

Paris surrefois.

Paris surrefois.

Paris surrefois.

L'homme in matère en Asie : le feu ou l'art des métamorphoses », avec C. Bourzet, 14 h 30, hall du Musée Guirnet (Le Cavalier bleu). «Cités d'aristes du quatorzième», 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Tourisme culturei).

LUNDI III OCTOBRE

e Versailles. La statuaire du parc et la mythologie », 14 h 30, cour d'honneur du château, statue de Louis XIV (Office de tourisme).

«Le jardin des Missions étrangères et les hôtels de la rue du Bac », 14 il 30, 128, rue du Bac (S. Rojon-Kern.).

«Hôtels et jerdins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «III Chinstown du treizième arron-dissement», 14 h 30, porte de Choisy, devant la BNP (C. Merle). Appartements royaux du Louvre quotidienne de cour, 14 h 30, 2, place Palais-Royal, 16 Louvre Paris).

plus beaux hôtels du nistocratique», 14 h 30, sortie métro (Arts et caetera). arrondissement : la des pom-piers Mallet-Stevens », 15 heures, sortie métro Victor-Hugo (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

23, quai — Conti, 14 il 45 :

Réflexions sur le enseignements
supérieurs — France », par A.

nier-Seité des
morales et politiques).

35, rue 11 Francs-Bourgeois, 18 h 30 : Après les en Roumanie : la mémoire col·lective », per A. Paléologue (Maison l'Europe).

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). Petite salle. L'Enfant bâtard; 18 b 30. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Dérives: 19 h. Comme ci, comme ca: 20 b 30. Ehl y a rien à faire: 22 h. THÉATRE DE PARIS (48-05-69-69). Imoi, chez Claude: Image: 21 h. THÉATRE DE PARIS (48-05-69-69). Imoi, chez Claude: Image: 42 1 h. THÉATRE DE PARIS (48-06-69-69). Image: 20 h 30, dm. 17 h. THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Lucule Show: 20 h 30. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). La Compagnie I. I. hommes: III 30, dim. 15 h. TOURTOUR (48-97-82-48). Hier à venir?

TOURTOUR (48-87-82-48). Hier à venir? 20 h 30.

TREMPLIN-THÉATRE DES TROIS-FRERES (42-54-91-00). L'Embercaders : 20 h 30, dm. 17 h.

TRISTAN-BERNARD. (46-22-08-40).

RÉGION PARISIENNE ATHIS-MONS (CENTRE CULTUREL) 160-48-46-18). Je yembrasse pour la vie : 21 h, dim. 15 h.
AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COM-21 h, dim. 15 h.

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA CONLINE (48-34-67-87). Faust: 20 h 30,
dim. 16 h.

BOBIGNY (MAISON LA CULTURE)
148-31-11-45). de la forêt viennoise: 20 h 30, dim. 15 li 30.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE)
146-03-60-44). La Chanse sur un tois brüsm;
20 h 30, dim. 15 h 30.

CERGY-PONTOISE (THÉATRE DES
ARTS) (30-30-33-33). Abubelsur! 2:
20 h 30.

CHELLES (THÉATRE) (40-87-12-72).

L'Ondomar: 20 h 45.

COURBEVOIE (CENTRE CULTUREL)
143-33-83-52). Agabe de Dieu: III h 45.
dim. 15 h 30.

CRÉTEIL (MAISON IIII ARTS)
149-80-18-83). Petre sale. La Funambule:
20 h 30.

ELANCOURT (LE POLLEN) (30-82-82-81).

Jodelet ou le Maistre Valet: 20 h 30.

ERMONT (THÉATRE PIERRE-FRESMAY)
34-16-09-48). La Famille (Garleta: ETHÉATRE)
17 h.

La Carleele: 20 h 30.

IT HÉATRE DE

CINEMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI SAMEDI Bravo Branco: Vertiges (1985), de Ciristina Laurent, 16 h 30; Notre Mariage (1984), de Veleria Sermiento, 18 h 30; Border Line (1991), ille Danièle Oubroux, 21 h.

DIMANCHE
Bravo Branco: le Territoire (1981, w.s. s.t.f.), de Racul Ruiz, 16 h ID; les Amants terribles (1984), de Denrèle Dubroux, 18 h 30; Francisca (1981, v.o. s.t.f.), de cel de Oliveira, 21 h. PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

1492, CHRISTOPHE COLOMB partir du 12 octobre). Film américain de Ridley v.o.: 14 Juillet Octoon, 6: (43-25-59-83); Gaumont Hautefaule, 6: (48-33-79-38); Publicis Champs-Elysées, 8: (47-20-78-23); Max Linder Panorama, 6:

15- (45-54-46-85); v.f.: Geumont Heute-feuille, 6- (46-33-79-38). LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Cind Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Denfert, 14-(43-21-41-01).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Cind Beaubourg, 3- (42-71-52-36): Denfert, 14- (43-21-41-01).

ANTIGONE (Fr.-All.): Epée de Boia, 6- (43-37-57-47).

L'ARIME FATALE 3 (A., v.o.): Geumont Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82): George V, 8- (45-62-41-46-36-65-70-74): v.f.: UGC Montparpasses, 11- (45-74-94-94-36-65-70-45): Mistral, 14- (36-65-70-41): Parthé Clichy: 18- (45-22-47-94).

LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE (A., v.f.): Cinoches, 6- (46-33-10-82).

BALLROOM DANCING (A., v.o.): Larine, 6- (45-44-57-34): George V, 145-62-41-46-38-65-70-74].

BARTON FINK (A., v.o.): Cond Beaubourg, 3- (42-71-52-36): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26-36-65-70-67): Cinoches, 6- (46-33-10-82): UGC Trambe, 8- (45-74-93-50-38-65-70-76); Les Montparnasse, 6- (45-74-94-43-8-65-70-14): UGC Opéra, 9- (45-62-41-63): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

BETHOVEN (A., v.f.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50-38-65-70-76); Les Montparnos, 14- (36-65-70-42): Grand Favor 15- (45-32-91-68).

BEGINETS DE TOMATES VERTES (A., 1.): Forum (a.

SAMEDI
SA DEMANCHE

Selle Jean Grémillon: Réprospective Merio
Camerini: Don Camillo et les contestataires
(1972, v.o. s.l.f.), de Merio Camerini,
16 h 30; Selle Jean Epstein: Programme
Agnès 8.: Quetre Garçons dans le vent
(1964, v.o. s.l.f.), de Richard Lester, 19 h;
Daux Anglaises en déline (1968, v.o. s.l.f.),
de Desmond Davis, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SALLE GARANCE (42-78-37-23)

SAMEDI

Le Cinéme polonais : Quand les anges tombent (1968, v.o. s.t.f.), de Roman Polensis ;
Meurre (1957, v.o. s.t.f.), de Roman Polensis ;
Meurre (1957, v.o. s.t.f.), de Roman Polensis ;
Meurre (1962, v.o. s.t.f.), de Roman Polensis ;
Je Bollonous (1938, v.o. traduction simultanée), de Michael Waszynsis. 17 h 30 ; l'Honne de fer (1981, m.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30 ; Paysage après la bataille (1970, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 14 h 30 ; Histoire d'un péché (1976, v.o. s.t.f.), de Walerian Borowczyk, 17 h 30.

DIMANCHE La Cinéma poloneis: le Saut (v.o. s.t.f.), d'Edward Bernstein ; la Terra de la grande promesse (1976, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, Grande-Galerie porte Saint-Eustache rn des Halies (40-76-62-00)

Forum des Halles (40-76-62-00)

SAMIED

Le Rue : Rue de l'osaille : Bande annonce :
Dans les cues (1933) de Victor Trivas, Macadem (1946) de Marcel Bilstène, 14 h 30 ;
Rue des solitaires : Paris passages (1990) de
Sylvain Poubelle, le Feu foliet (1963) de
Louis Malle, 16 h 30 ; Rue des écoliers :
Bande annonce : Boulevard (1980) de Julien
Duvivier, les Quatre Cents Coups (1969) de
François Truffaut, 18 h 30 ; Rue du hesard :
le Pont du Nord (1980) de Jacques Rivette,
20 h III

Le Rue : Rue des mauvals garçons : les Jeunes du square Seint-Lambert (1962) de Françoise Domayet et J.-P. Charlier, Dans les rues (1933) de Victor Threes, 14 h 30 ; Rue de le solidarité : Eclair journat, Rouge Baiser (1985) de Vera Belmont; 16 h 30 ; Cité du randez-vous : Bande annonce : le Post du Nord (1981) de Jacque IIII Fernane de l'avisteur (1980) d'Eric Rohmer, 18 h 30 ; Rue Git-le-cour : Bande annonce : Cops à coeur (1978) de Paul Vecchiel. Nuit et Jour (1991) de Chantal Alterman, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS AGANTUK LE VISITEUR (ind., v.o.): Les Trois Luxembourg, (46-33-97-77 36-65-70-43); Lucerneire, 6

ALIEN E (*) (A., v.o.): George V, 8° (45-62-41-46 38-65-70-711 v.l.; UGC Montparnasse, 8° 1-74-94-94 36-65-70-14); Paris 1, 10° (47-70-21-71) (47-70-21-71). L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Grand Pavois.

V, 8- (45-82-41-48 38-85-70-74); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93 38-85-70-23); Paramount Opera, 9- (47-42-58-31; 38-85-70-18); UGC Gobelins, 13- (45-81-84-95 36-65-70-45); Mongar-Inasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Chichy, 18- (45-22-47-94).

(45-22-47-94).

LE CHENE (Flou., v.o.): Cind Beaubourg, 3(42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6(43-25-59-83); 14 Juillet Bastilla, 11(43-57-90-81); Les Montparnos, 14(36-65-70-42).

CHÈRE EMMA (Inc., rois, v.o.): Le SaintGermain-des-Pria, 15-6, de Beauregard, 6(42-22-87-23); Les Trois Balzac, 8(45-81-10-80); Sept Parnassiens, 14(43-20-32-20).

(45-81-10-80); Sept Parmassiens, 14-(43-20-32-20).

A CITÉ DE LA JORE (A., v.a.): Gasimont Les Helles, 1- (40-26-12-12); Pathé Impé-rial, 2- (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Norman-die, 8- (45-63-16-16-36-55-70-82); Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugranelle, 15- (45-76-79-79); UGC Mid-lot, 17- (40-88-00-16-38-65-70-61); v.f. Bex. 2- (42-38-83-93-36-65-70-23); Saint-Besugnesie, 15- (45-75-79-79); UGC Mallot, 17- (40-88-00-16 38-65-70-61); v.f.: Rex., 2- (42-38-83-93 38-65-70-23); Seint-Lazare-Pasquier, 9- (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); 38-65-70-18); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59 36-65-70-84); Geamont Gobelins bis (ex Fauvette bis), 13- (47-07-55-38); Mirramar, 14- (36-65-70-39); Mistral, 14- (36-65-70-41); Pathé Wepler, 18- (45-22-47-94); Le Gerrebetta, 20- (48-38-10-86). LES CORAMITMENTS (Handels, v.o.): La Berry Zabra; 11- (43-57-51-55); Grand Pavois, 15- (45-54-48-85). CONTES (Can.)

(48-24-88-88); 14 Julilet Beatile, 11- (43-57-90-81); Gaurnont Grand Eoran Grenelle (ex Kinopenoreme), 15- (43-08-50-50); v.f.: Forum Hori-

15- (43-08-50-50); v.f.: Forum Horizon, 1- (45-08-57-57-38-65-70-83); Germont Opéra, 2- (47-42-80-33); Rex, 2- (42-36-33); Rex, 2- (42-36-33); Rex (is Grand Rex); 2- (42-36-83-83-86-65-70-33); Return Ressade, 8- (43-69-19-08-36-65-70-83); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59-36-65-70-84); Geurnont Grand Ectan Italie, 13- (45-80-77-00); Geurnont Gobeline bis (ex Fauvette bis), 13- (47-07-55-88); Geurnont Alfeis, 14- (36-65-75-14); Montparnasse, 14-

(47-07-55-38); Gaumont Alasa; 14-(43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Melliot, 17- (40-88-00-16) 16- (40-88-00-16) 18- (40-88-10-96); Le Gembetta, 20- (48-38-10-96).

PAR L'ÉPÉE. Film de Jeremy Kagar, : Elyadou Lincoln, 8- (43-59-38-14).

STORYVILLE. Film

Prost, vo. : Forum Express, 1º (42-33-42 70-67) ; George V, 8º (45-62-41-48 36-65-70-74) ; 14- (43-35-30-40).

THE LONG DAY CLOSES. Film bri-

LES FILMS NOUVEAUX

L'ARCHITECTURE DU CHAOS. Film suédois de Peter Cohen. Texte dit per Jeanne Moreau et Jean-Bar-nard Guillard, v.o. : Raflet Logos I, 5-(43-54-42-34).

DES SOURIS ET DES HOMMES . Film américain de Gery Sinise, v.o. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57 36-Forum Horizon, 1- (45-08-57-57-36-65-70-83); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30-38-65-70-72); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94-36-85-70-73); UGC Biarritz, 9- (45-62-20-40-36-55-70-81); 13- (47-07-28-04); v.f.: UGC Montpermase, 6- (45-74-94-94-36-85-70-14); UGC Copéra, 9- (45-74-95-40-36-65-70-44); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58-38-65-70-84); Mistral, 14- (36-85-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-93-40-36-85-70-47); Pathé Cilchy, 18-47-94); Le Gembertia, 20- (45-36-10-98).

10-98). FASS COMME CHEZ TON Film amil-FAIS COMME CHEZ TOII Film emi-ricain Frank 0z, v.o.: Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26 36-65-70-67); UGC Triomphe, 9· (48-74-93-50 36-65-70-78); Sept In-nassiens, 14º (43-20-32-20); v.f. ; inassiens, 14º (43-20-32-20); v.f. ; Gaumont Gobelins Im Fauvetta), 13º (47-07-55-88); Improved January 13º (45-22-47-94).

MÉMOIRE BATTANTE : pertir in 13 octobre). Film commune d'Arthur Lamothe : d'ailleure, 6 (45-87-18-09).

20-32-20).

HORIZONS LOINTAINS (A., v.o.) : Forum

(48-33-10-82). Histoires de fantomes Chinois II : Hong Kong, v.o.): images d'ailleurs, 5-45-87-18-09); Grand Pavois, 15-(45-34-46-85). HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 19 (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15-145-32-91-88).

1. (42-33-42-26 Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); UGC Norman-8: (45-63-16-16-36-65-70-82); V.f.: Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31-36-65-70-18); Gaumont Gobelins bis Fauverta bis], 13: (47-07-55-88); Maramar, 14: 10-85-70-38); UGC Convention, 15: (45-1-93-40-36-85-70-47); La Gambetta, 20: 18-38-10-98). 1MP) TO YABLE (A., v.o.) : Gaumont 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opt 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Hautsfeete

INDOCHINE (Fr.) : George (45-82-41-46 36-86-70-74).

195 (Fr.) : Images d'ailleurs, (45.87-18-09).

J F PARTAGERAIT APPARTEMENT (*)

(43-28-58-00).

DELICATESSEN (Fr.) | Studio Galende, 5(43-54-72-71) | Cinaches, 6(48-33-10-22) | Saint-Lembers, 15(45-32-91-68).

LE DERNIER DES MOHICANS (A., v.c.) |
Forum Orient Express, 1(42-33-42-28)
36-65-70-67) | Britagne, 8(43-53-18-08)

8 M5-6 20-40-36-65-70-81]; Gaumont Parnassa, 14- [43-36-30-40]; 14 Junier Basugmensla, 15- (45-11-79); UGC Mailot, 17- (40-88-00-16-38-65-70-81); v.f.; Rec, 2- (42-38-83-93-38-65-70-23); Pathi français, 9- (47-70-33-88); UGC Lyon Basulla, 12- (43-43-01-59-38-65-70-84); Gaumont Gobelins (ex Feuverte), 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (38-65-75-14); Mompamasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18- (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Mompamasse, 14- (45-62-47-94); Mompamasse, 14- (45-62-77-34); Mompamasse, 14- (45-68-57-57-38-85-70-83); Bretsgne, 8- (45-44-57-34); Forum Horizon, 1- (45-08-57-57-38-85-70-83); Bretsgne, 8- (36-85-70-37); UGC Odéon, 8- (45-74-95-40-85-10-86); UGC Opérn, 9- (45-74-95-40-85-10-86); Les Nation, 12- (45-67-75-79); Les Nation, 12- (45-68-75-79); Les Nation, 12- (46-68-75-79); Les Nation, 12- (46-68-76-76); Les Nation, 12- (46-68-76-76); Les Nation, 12- (46-68-76-76); Les Nation, 13- (46-68-76-76); Les

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esc. v.o.): Ciné Resobourg. 3- (42-71-52-36) audio des Ursuines, 5- (43-26-19-09). Turido des Ursanes, 5 (43-25-15-05). LEOLO (**) (Cen.): Utopia, 1-15-33-88); Les Montparnos, 14-(35-570-42); Les Montparnos, 14-(36-570-42); Les Trois Lizembourg, 5-(46-33-97-77-36-85-70-43); L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63).

bourg, 6: (46-33-57-77 36-65-70-43); L'antropot, 14: (46-43-41-63).
L'ima Park (huse, v.a.); Cind Seasbourg, 3: 42-71-52-36]; 14 Julier Parmasse, 6: (43-26-58-00); UGC Denton, 6: (42-25-10-30-36-65-70-81); u.f.; Rec, 2: (42-36-32-84-79-68); UGC Denton, 6: (42-35-33-36-65-70-81); u.f.; Rec, 2: (42-36-33-36-36-70-24); ...;
LUNES DE FIEL (*) Fr., v.a.); Forum Horlzon, 1: (45-08-57-57-36-65-70-83); UGC Denton, 6: (42-25-10-30-36-65-70-83); UGC Denton, 6: (42-25-10-30-36-67-70-82); Mux Jinder Parmasse, 9: (43-63-88-88); I.d. Juliet Beaugranelle, 15: (45-75-79-79); V.f.; Germont Opdra, 2: (47-42-60-33); Salm-La-zare-Pasquier, 8: (43-87-35-4-43); Pathé Français, 9: (47-70-33-83); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-04-67); UGC Convertion, 15: (45-74-93-40-36-65-70-45); Gaumont Alásia, 14: (38-65-70-47); Pathé Calchy, 18- 145-22-47-94); Le Gembetta, 20- (45-36-10-96).
LA MAIN SUR LE BERCEAU (*) (A., v.a.); Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26-65-70-44); Paramount Opéra, 9- (47-42-66-31-36-65-70-47); UGC Convertion, 15- (45-63-31-36-65-70-14); UGC Gobelins, 13- (45-67-94-94); UGC Gobelins, 13- (45-67-94-95); Salme-Valley Zalve, 11- (43-67-51-55); Sal

(45-22-47-94).
MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.);
Le Berry Zebre, 11- (43-67-51-55); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). Lambert, 15: (46-32-91-68).

NiGHT ON EARTH (A., v.o.): Ciné Seeubourg, 3: (42-71-52-38); Images d'aileurs, 5: (45-87-18

OBSESSION FATALE (1) (A., v.o.): Forum Orient Express, 1: (42-33-42-13-36-65-70-67): UGC Biarnitz, 8: (45-62-20-40-36-65-70-81): v.f.: Rex, 2: (42-38-83-93-36-65-70-81): v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93-36-65-70-81): UGC Images (36-65-70-18): UGC Images (36-65-70-41): UGC Convention, 15: (45-74-93-40-36-65-70-47).

OMBRES ET BROURLLARD (A., v.o.): Ciné OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.): Ciné Beaubourg, le (42-71-52-36); Reflet Médi-cis Logos salle Louis-Jouvet, le (43-54-42-34).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol. 201 - Card Beautourg, 3 (42-71-52-36); 14 (43-21-41-01). 14- (43-21-41-01).

RESERVOIR DOGS (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Denton, 6- (42-25-10-30-38-65-70-88); George V, 3- (45-62-41-46).

RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); Publicis Chemps-Bysées, 6- (47-20-76-23).

SAILOR ET LULA (*) Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Studio Gelande, 5- (43-54-72-71).

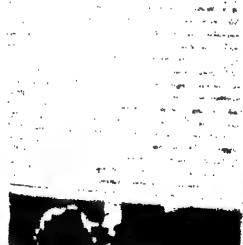
LA SENTINELLE (Fr.) : Utonia 5-LA SENTINELLE (Fr.) : Utopia, 5-(43-26-84-85). (43-26-84-85).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.);
Ciné Beaubourg, 3- 11-52-36);
Chocines, 6- (46-33-10-82); George V, 8(45-82-41-46-86); Seint-Lambert, 15(45-54-46-86); Seint-Lambert, 15-

- -

Paho, le plaisi

污蒙



M. Section .

AND MAKE LOT to any and the second Vania. To the same

A PRABO Marie Say *********** Her spirit for the MEMERS

aimeraient line un per sorciers, Alexandre Calder est le seul à pro-

pos duquel on puisse parter de magie. Mais il n'agit alors de magie l'house i celle du rire

et des poètes qui se jouent de la gravité, celle qui déplacer la montagnes, plutôt la tonnes d'acier boulonné qui consti-

Ingénieur en rupture 🔤 ban, il

avait débarqué de sa Pennsylvanie natale à Paris, en 1926. Visit assidu du chapiteau de Médrano, après avoir été séduit par les spectacles de Barnum trois ans plus tôt, il monta son propre cirque ministration de la companyant d

ture, avec des personnages en fil de fer qui exécutaient sous sa direc-tion les numéros les plus variés. Ce

colosse se taillait un beau succès

lors de représentations qui enchanaient les spectateurs. Parmi eux,

Miro, Léger, Arp, Duchamp ou Van Doesburg. Peu à peu, au acteurs s'échappèrent du cirque, et le fil de fer épousa les courbes de Joséphine Baker, ou NII traits d'Amédée Ozenfant.

En 1930, Julia fit une man I

On m représente la présence formidable quintal strictement Hollandais. Calder n raconté la scène : « C'était m

pièce passionnante. La lumière y

pénétrait m m droite et m la

gauche. Sur le un ma les fenètres. Il y avait des recherches

saisissantes fait de rectangles de carton colorés, fixés des semences. Je suppérai

D'autres œuvres bien marient jamais quitté leur port d'atrache, exemple le Femmer à la rivière, une grande composition reprise plusieurs fois par Mariese parts 1900 et 1916 -

Matisse entre 1909 et 1916 -

importance - dont l'Art

Le de l'Ermitage et le

Ponchkine, qui se les collections de Chtchoukine, les collections de Chtchoukine, les collections de Chtchoukine, les Américains pourront découvrir la deuxième version de la collection de la co

sauvagerie à la gentillesse élégiaque

de la première (1909), conservée au MOMA (qui m convenait ma il

son manufacial slave, fervent de nouveautés cubistes). C'est un

des grands

rétrospective : les deux grandes compositions n'avaient par de réu-

nies depuis l'exposition du cente-

Manual d'œuvres qui s'y alla-chent sont là. El particulier el

natures mortes dans lesquelles Merine plus tard, intigen des éléments le la Danse, en s'amusant

Paris, en 1970.

pour quelque temps.

L'idée fixe de Matisse

MUSIQUES

1 : 160 ;

A F PARTALON CAPPARTIES

है की दर्शनतीत. इ.स.च्याच्या

Whater in the

ALYES.

TO PASSED FOR

Newton No. 10 Per

3 48 (ROW

L 23 34

AND LINE WAS

新教生 作等。 2. **"教工"。**

· 通道 · 通道

Etienne Daho, le plaisir de la fêlure

Sur scène, le chanteur joue le jeu du rock, de la danse et de l'ambiguïté

anvoyé was

Etienne Daho jauge les premiers du public et dit d'une voix douce : Mais vous éles assis, en détachant bien syllabes, accentuant les liaisons. Il de terminer la première chanson second concet second concert tournée. Dans André-Mairaux Joué-lès-Tours - palais des congrès d'un soir le dignité de le spectateurs n'attendaient que provocation tranquille et se lèvent pour ne plus se

Avant s'instailer pour trois soirs Zénith de la porte de Pantin, Etienne Daho et son groupe (à ne pas confondre accompagnism) répété pe la deux semaines à Laval et donné Prance, Le chanteur ne s'est produit public depuis plus le produit public de plus les disques le plus les disques le plus les disques le plus les disques le proutant, le chanteur le tient rapour acquis : il par que de petites de petites de coquetterle, il après il speciacle, s'être demand s'il avait un public de la public de la sien.

Accords distordus

A Toura, Daho vient de recevoir un de réponse. long du spectacle bâti deux albums, Pop Satori (1986) Paris ailleurs (1991), ce sont les titres les plus qui font danser le jeunes cons certa les (tabalisment filles gens, crier les (très) jeunes filles. En ce début le tournée, le est très loin de la perfect un. Le son est confus, très fort, di avale la voix de la Chanteur musiqui recour. Manifestement, le système pas que au point. Mini il se pendant ces deux heures, des spectacles in inchina français.

La règle illi genre sest que l'on

britanniques 📖 américains. 🔙 a préféré construire aroup: tion dont il produit le premier album. Edith Fambuena, la guitarias der Valentins, a étroitement collabore I l'enregistrement 🖷 Paris ailleurs. Sur scène, pose du a à coups d'ac-cords distordus, introduisant une d'approximation qui menace l'équilibre al chansons, leur donne une vie nouvelle. Xavier (guitare), Jean-Louis Pierot (claviers), sont également en congé des Valentins. Stephen Irvine, le batteur, partie Commotions de Lloyd Cole. Avec un prodigieux (et prodiet des choristes, Etienne Daho et compagnie forment un ____ de dansant

musique ne s'est retrouvée sur les pistes de danse qu'au hasard di certains titres, E le Tatoo, Des désastres. Sinon, mes disques faits Sur scène, je veux exploser», affirme Daho. Ce qui donne, prexemple, version rapide, brutale, comme toi. Filmment. Es aul moment propice ment, seul moment propice l'allumage briquets vendus à l'entrée de la saile version fidèle et sereine s'a hindoues. Le reste du temps, Daho et son pratiquent une réécri-ture systématique, assez provo-du catalogue l'ex-chanteur charme.

L'emballage du spectacle est à l'unisson : lumières vives, faussenaïves, qui évoquent une de nuit à la fois sophistiquée eccueillante. Dans equête hédoniste, avait même prévu de parfumer 🖿 📶 d'effluves de muse, mis le système d'Odorama motonté, celle n du principe de plai-sir, du premier degré qui fait dan-

la simplicité, tous les publics Pale se reconnaissent. Au-delà, Pale fèlure, Daho Au-delà, fêlure, Daho s'aventure qu'avec précaution. Quand il en rappel une version presque désespérée de Mon moi, exemple. Mais Daho, qui s'exhibait, vieilli, abîmé, sur pochette de Paris alleur, fait peur à beaucoup de fans. Sur scène, il ne se révêle que par éclairs, mais c'est lui qui fait de ce spectacle plus qu'un joli bal branché: une lête un peu fêlée.

THOMAS SOTINEL

▶ Les 10, 11, et 12 octobre au Zénith de Paris, avec Gui Gui en première partie. En tournée à partir du 20 octobre.

EN BREF

a Le patrimoine maritime gagne astionale. - A l'initiative de M. Jean-Yves Le Drian, Lorient ancien taire d'Etat I in mer, m de M. Louis de Catuelan, sénateur Yvelines, les premières pierres de la Fondation nationale pour patrimoine culturel mari-time fluvial, qui officiel-le jour 1993, viend'être posées. Destinée à * favoriser les actions tendant à sauvegarder patrimoine culturel maritime fluvial, aider la la réalisation de projets d'ampleur nationale et contribuer à M recherche III sciences humaines », is Conducting with discrete or steel un service IM conseils juridiques et libracima aux associations il II win an pach are inventaire Ulimatique du patrimoine en liaison mer, culture, défense...). Illi dirigée par M. Thierry Coudert, el compte de un comité de parrainage près de deux mall pro-sonnalités des l'activité mi de près ou de loin un monde de la Elle recherche aujourd'hui in cares.

> III. boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris. Tél. : 43-36-68-50.

Un colloque sur l'alexandrin à Versailles. - Dans le mirri du F arts baroques de Versailles, un colloque public sur

Guy Scarpetta (tél.: 30-84-76-27).

amis de IIIII Hubeau, pianiste M professeur M musique de chambre, décédé le II 📶 dernier, lui vendredi 9 octobre, un Initialement prevue pour la soixante-quinze sun du chambriste, avec in œuvres ou jouées = le première l'année de m naissance (1917), la sente a de maintenue, et empreinte d'une émotion compréhensible. Dukas, prix m Rome, Jean Hubean avait 11 directeur du conservatoire W Versailles, puis pendant plus de trada ans, responsable il la musique ic chambre I Conservatoire national supérieur Im Paris. Cet hommage a réuni, A Laon, 🖢 pia-Pommier, le vicinalité Pasquier avec le quatuor Infant, in Dominique de Williencourt, violoncelliste. Le concert sera ir in a mli ultérieurement sur France-Musique. - (Corresp.)

du sculpteur américain sont venus de lines les coins de France faire osciller rectangles. Il répondit un imperturbable : « Non, c'est inutile, peinture marche très un service de la company de

Calder, le mouvement immuable

Sur l'esplanade de la Défense, les énormes « stabiles »

seule!» Cette ilaili me donna un choc. ii

Collin commence, d'and timidement, animer plans
l'espace.

plus ouvertes, i d'autres actionnées i des
Marcel Duchamp,
Fatelier, mobiles»,
L'acritique vite u Cal-Paul Recht, 1933, per-plus graves, sur le thème de la fata-tit pesanteur 1

Une moderne fle de Páques

Petit I petit. Calder III and d'autres poètes :

Graham, IIII II pour d'Erik Satie. SuiSes capacités la Fontaine version moderne de l'athanor de alchimistes la liquide plaçait le plomb, the pour le pavillon de République gnole, Let PExposition universelle 1937, Ma cohabitait, de l'architecture Le Sert, Let Guera le Faucheur de

La même année appararent estabiles» (le titre est d'Arp), a priori l'antithèse exacte des

aussi, qui, de son côté, prépare

exposition Matisse, plus modeste.

Il me pouvait évidemment pas sui-

Mastriser

ses désordres intérieurs

ron 20 millions in francs) pour une exposition, filt-elle de Matisse, and

un lim qu'à Paris, on ne peut s'of-frir. Aussi me verra-t-on I bourg, en 1993, que de œuvres

qui n'est déjà pas si mal. Et justifier, strictement économi-

Dans la période étudiée, qui

englobe lauves, les

remises en question 🚾 l'impres-

sionnisme du post-impression-

au cubisme. I n'a-t-il pas produit nombre considérable

On a déjà cité la Danse ou Femmes à la rivière, il faudrait ajouter l'Atelier de l'Atelier rouge, le Fenêtre bleue, la Porte-Fenêtre à Collioure, le line jaune. Leçon de piano. Et puis, prepant au ce de l'Atelier a dit l'André Marchand: l'an l'accomme lière poit une une le l'accomme la la laccomme le l'accomme le l'accomme le l'accomme la l'accomme la laccomme le l'accomme la laccomme l'accomme la l'accomme la laccomme la

qu'une idée, — nait — toute une vie durant on développe son idée fixe, — la fait respirer », — dans l'œuvre pour — quoi — quoi — cc fixe?

plus la chances d'atteindre un public non

de lui lui comprendre
celui-ci, fil des années, a
lui façons lui respirer
fixe. Ou de l'étouffer!

l'état de la lumière sur le lieu de travail, la la leu de couleur cours,

toujours mand déséquilibre.

Mittie 🖾 pm un peintre 🕾

tout repos. Si on ne le savait pas, la rétrospective new-yorkaise u la pour le faire découvrir, presque aussi remuent que Picasso. Il cherche, mais la sillament

celui-ci, il n'a peut-être en le culot de dire qu'il presen il suprin

mente, multiplie la mala d'ap-proche para simultanément, va, vient, instru autour du même

motif, in reprend autrement, bas-

d'une solution plastique à l'au-tre, change et style, tantôt simpli-

fiant, tantot compliquant | plaisir legard de l'es-encombré d'objets et d'orne-

Court on the lignes the last. Dans

a la distribution and in the second of the s

voit and son travail a cher-

maîtriser inté-

rieurs, qu'il transforme

d'œuvres époustouflantes?

Quatre millions de delle (envi-

impression dynamisme absolu : les découpées boulonnées et semblent le sol, t'élan de leur bu d'arabesque, bles, les stabiles vont prendre peu à peu précédent découpes découpes Spolète en Italie, domine Spolète en Italie, domine haut de Rojo, érigé le en 1968, décès, en 1976, le eut le temps le semer un peu partout in monuments, principalement en France. L'are transformer le parvis : l'are l'avenues in d'au-

Les puristes hurleront à l'idée qu'on et pu arracher ainsi le leur murau habituel. c'est qu'elles furent que pour un endroit précis, et répondait commande puileur disposition au le parvis maine il certains mellin per excentrés, c'est en raison de leur poids qui a parfois un renforcement de la la de l'espla-

Ne Perceptionnelle réunion géants: on nous offre, quelques mois, la Défense confrontation leur dispersion géographique interdisait.

HARRY BELLET

en motifs décoratifs : fleurs, The or called

Fuir vers « quelque chose d'autre

l'espace réel», trouver « un

pace dans lequel objets
de ma rèveris évoluent», c'est
être ça fixe Matisse, le
voyageur en chambre, fenêtre
interposée. Ce pouvant pas
un sédentaire, deplacements de la Fondation Barnes, qui n'a jamais laissé sortir * ses murs quoi que ce soit salmat i que sous fama de photographies en noir et blanc (1), tous les américains ont prêté. Et notre Musée national d'art moderne Il n'était 🚾 non plus forcément bien dans sa peau it tout instant, in tout lieu, mais a'est arrange pour ne in faire savoir qu'en bous-culant le pot de fleur et le bocal de poissons ou, de de Colen brossent we formidable plan fenêtre et en manual la peinture figurative.

Les du peintre, l'insta-bilité germanente de l'homme i l'artiste, i mi complexité de son art, apparenment drams, histoire, et qualifié bourgeois, n'avaient doute pas encore III suffisamment montrés D'aitleurs, les réactions de la critique new-yorkaise l'indiquent, qui, du New York Times Il Village Voice breuses expositions vouces kais (la dernière en date, organisée il y a deux egalement John Elderfield, traitait période marocaine), in idées in le peintre toujours.

Cult dit, mui en appréciant 🖮 reconnaissant l'immense plaisir qu'il y a la faire le voyage dans son « orgie contrôlée », 🛍 ne manque le décalage qu'il pourrait y avoir, aujourd'hui, man problématique picturale, strictement picturale, qui é de l'œuvre Matisse, culturelle new-yorkaise par considérations, politiques et sociales. De fait, ce n'est pas tant qui qui l'institution, le MOMA, où toujours eu ses entrées :

ou expositions, depuis années 30, dans lesquelles, s'il seul, il toujours en vedette. Enfin qui l'entrée à 12,5 dollars, ce qui ne s'était encore famais lars, ce qui ne s'était encore jamais vu - ne pouvait pas m pas quelques réserves. Reste a savoir s'il y um un ne le le le jeunes artistes New-York, comme il y en a eu, il maintes reprises, par le passé. Per exemple sur un le le dont le seul tableau portant in titre Hommage à

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) vient changer. La ondation peut désonnais faire circuler trésors. La première exposition tirée de la timpressionnistes, post-impressionnistes | premiers modernes tran-cais) ira | Washington, puis | | d'Orsay (septembre 1995) | | Philadel-

► Henri Matisss: une rétrospective. The Museum of Modern Art, New-York. Jus-qu'au 12 janvier.

peut-être le chef-d'ocuvre de Bertrand TAVERNIER Abin RIOU ODSCHEELE.

Un film qu'emporte le courant de la vie et de la vérité... Didier HERAUT et Chartotte KADY ont dans cette alliere, des visages que nous n'onblierons pas. ... Claude BAIGNERES

... Jennes ou vieux, flies on rebelles, it importe de voir en argence ce film net et clair, commé un furieux pas en avant... Jean Jacques BERNARD

BERTRAND TAVERNIER

🗆 Un hommege & Jean Hubeau à

li briser la chaîne det figures ou à varier les cadrages. À l'exception l'alexandrin IIII organisé Illiant 11 octobre à 16 houres, salle Marengo. Il réunit les ma teurs | Jean-Marie Villegier, Jacques Limit et Christian Rist, musicologue a romancier Philippe leasayiste

Laon. -- Les frances delles et les

Aptant le dire toute de suite, le lepuve "L.627" admirable C'est un film qui va à cent à l'heire, mais ne s'essouffie pas, court, cavale et cogne. Danièle HEYMANN Le Monde LE FIGARO

PREMERE Souteme par un rythine sans faille, un dialogue qui reussit. cette gageure d'étre à la fois réaliste et percutant. "L.627" est le deuxième chef d'oenvre français de la rentrée. Charle Marie TREMOIS · Telerama

Projet: T.G.V. Méditerranée – Prolongement de la ligne T.G.V. Sud-Est de VALENCE jusqu'à MARSEILLE M MONTPELLIER Départements: de la Drôme, Waucluse, des Bouches-du-Rhône, du Gard et de l'Hérault

Avis d'ouverture d'enquête publique

Maître d'ouvrage : S.N.C.F. **COMMUNES CONCERNÉES**

Département des BOUCHES-DU-RHÔNE

ROGNONAS, NOVES, PLAN-D'ORGON, ORGON, SÈNAS, MALLEMORT, ALLEINS, VERNÈGUES, LAM-LA BARBEN, SAINT-CANNAT, ÉGUILLES, VENTABREN, AIX-EN-PROVENCE, CABRIÈS, LES PENNES-MIRABEAU, MARSEILLE.

Département de l'HÉRAULT

LUNEL, SATURARGUES, LUNEL-VIEL, VALERGUES, SAINT-BRÈS, MUDAISON, BAILLARGUES.

VENEJAN, SAINT-ÉTIENNE-DES-SORTS, ROQUEMAURE, SAINT-GENIÈS-DE-COMOLAS, PUJAUT, VIL-LENEUVE-LÈS-AVIGNON, TAVEL, ROCHEFORT-DU-GARD, LES ANGLES, SAZE, ARAMON, DOMAZAN, THÉZIERS, VALLABRÈGUES, MONTFRIN, COMPS, JONQUIÈRES-SAINT-VINCENT, REDESSAN, MAN-DUEL, BOUILLARGUES, GARONS, CAISSARGUES, NÎMES, GÉNÉRAÇ, MILHAUD, AUBORD, BERNIS, UCHAUD, BEAUVOISIN, VESTRIC-ET-CANDIAC, LE CAILAR, WILLIEZE, CODOGNAN, AIMARGUES, AIGUES-VIVES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

Département de la DRÔME

CHÂTEAUNEUF-SUR-ISÈRE, ALIXAN, SAINT-MARCEL-LÈS-VALENCE, MONTELIER, CHABEUIL, MINT CHALEAUNEUF-SUR-SERE, ALIAAN, SAINT-MARCELLES-VALENCE, MONTELIER, CHABEUIL, MINT VENDRE, MONTMEYRAN, LA BAUME-CORMILLANE, UPIE, VAUNAVEYS-LA-ROCHETTE, EURRE, CREST, DIVAJEU, CHABRILLAN, LA ROCHE-SUR-GRANE, ROYNAC, MARSANNE, BONLIEU-SUR-ROUBION, LA LAUPIE, SAUZET, LA BATIE-ROLLAND, MONTBOUCHER-SUR-JABRON, PUYGIRON, ESPELUCHE, ALLAN, CHÂTEAUNEUF-DU-RHÔNE, MALATAVERNE, ROUSSAS, LES GRANGES-GONTARDES, DONZERE, LA GARDE-ADHEMAR, SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX, PIERRELATTE.

Département de VAUCLUSE

LAPALUD, LAMOTTE-DU-RHÔNE, BOLLÈNE, MONDRAGON, MORNAS, PIOLENC, ORANGE, CADE-ROUSSE, AVIGNON, CAUMONT-SUR-DURANCE, CAVAILLON, CHEVAL-BLANC.

Par arrêté interprélectoral du 7 septembre 1992, enquête préalable d'utilité publique du projet et T.G.V. Méditerranée, prolongement et la ligne T.G.V. Sud-Est de VALENCE jusqu'à MARSEILLE de MONTPELLIER, et la la compatibilité éventuelle des plans d'occupation ille sols en que et dispositions à caractère réglementaire régissant en lotissements concernés et le projet, sera ouverte pendant 43 jours consécutifs et 8 octobre et le novembre et en la loclus, dans en la loclus de la la loclus dans en la loclus dans en la loclus dans en la loclus de la loclus dans en la loclus de la loclus dans en la loclus de la lo

Pendant période, la dossiers du projet seront déposés pour 💵 tenus 🌡 la disposition du

République Intelli Die. Tél.: Sous-préfecture de NYONS, du Intelligue Intelli place Gabriel-Péri Beriou Apt. Tél.: 90-04-78-88.

dans les mattes des précitées : aux heures normales d'ouverture de bureaux (dossiers DUP et éventuellement de la compatibilité pour la route concernée).
 Une permanence de la compatibilité pour la concernée de la concernée de la compatibilité pour la concernée de la concernée

Dans chacun de lieux d'enquête en u déposés re registres sur lesquels le public pourra consi-

Les observations pourront également le manufier par les au président de la commission d'enquête, domicillé en préfecture de NIMES, siège de l'enquête.

La commission d'administratif de MARSEILLE est composés comme suit :

Membres : M. BOURNY, président honoraire de la Compagnie nationale commissaires-enquêteurs, ancien délégué régional m'il environnement ; M. Pierre CARRIAS, magistrat honoraire, président d'il société HLM il Alpes-de-Haute-Provence ; M Roger OUVRARD, ingénieur général du génie rural : Eaux en retraite ; M. Maurice BERTREUX, ingénieur divisionnaire : TPE, en ; M. Jean-Paul ARGENCE, géomètre expert foncier : Mars Catherine GRAND-LOISEAU, architecte DPLG Geneviève GUIGNOT, expert agricole ; M. COSTE, ingénieur : des l'honoraire ; M. André CHANAL, under communité : Mars catherine du génie ; Mars catherine grande ; M. Henri BLACHERE, ancien directeur : lycée agricole de ; M. Jean-François GOURMAND, ingénieur expert LTP ; Mars catherine du génieur hydrologue ; M. LAFAY, ingénieur mydraulique agricole retraité.

Mande suppléants M. Maurice FRANCES, ingénieur de la TPE au mande M. Michel LEROY, membre il la Compagnie nationale il experts immobiliers urbains ruraux, expert immobilier au près il cour d'appel d'Aix-en-Provence; M. Il BRUNEL, géomètre expert retraite; M. André BARBEYRAC, Arts honoraire, ancien directeur usine Usinor; M. Il DELAHAYE, ingénieur; M. Edouard FREYNET, expert agricole foncier retraite; M. Jean FESQUET, Leur il l'Équipement en retraite; M. Mer Anne PIRASTRU, animatrice associative; M. Il DENGLOS, directeur il d'environnement; M. Lucien GONTIE, inspecteur police divisionnaire retraité,

En um d'empêchement im M. ICOMMO en qualité im président, il me remplacé par M. ICOMMO MAND, puis M. OUVRARD. Un ou plusieurs membres de la commission at tiendront la la disposition du

Département Bouches-du-Rhône

Le 27 octobre de 9 h à 💷 h et 🖿 14 et 22 octobre, 5 et 💵 novembre de 14 h 🖺 17 h en préfecture 🟬 Les 15 III octobre, le 11 novembre III h il 12 h, le 21 octobre, le 4 novembre III 14 h à 17 h III mairie III Lambesc. Les 14 III octobre III novembre III III h, III octobre III 14 h à 17 il en sous-préfecture d'Aix-en-Provence. Le il octobre, le il novembre ni il h à il h, les 20 et 28 octobre, le iii novembre de 14 h il 17 h en mairie d'Orgon.

Département III l'Hérault

Les 12 octobre, 21 octobre et 4 novembre 15 h à 18 h, 12 h 14 m 11 novembre 17 9 h 1 12 h 12 mairie de Baillargues. Les 11 et 29 octobre, 17 12 12 11 12 11 h 30 1 1 1 h 30, 1 1 9 novembre de 14 h i 17 li en mairie de Lunel. Les 14 et 23 octobre et les 6 et 11 novembre de 11 h 30 à 16 h 30,

Dénartement du little

Les 9, 21 et 10 octobre de 15 h 1 17 h, les 1 et 14 novembre de 9 h 1 11 h en mairie des Angles. Les 12, ■ et 28 octobre de 15 h ■ 17 h, le 6 novembre de 9 h 30 ■ 11 h 30, le III novembre de 9 h 30 ■ 12 h en mairie d'Aimargues. Les 8 et 27 octobre 🕩 15 h a 17 h, le 19 🖦 🖼 🗗 h 30 à 17 h, le 5 novembre de 9 h 💵 à 11 h 30, le 💵 novembre 📠 14 h 30 à 17 h 📰 préfecture du 👫 d A Nîmes

Département in la Drôme

Les III octobre III 9 li à 12 h, III III novembre de 14 h II 17 h, le 19 novembre de 9 li à 12 h et III 14 h II 17 h en préfecture de Valence. IIII 14 octobre et 14 novembre de 8 h à 12 h, le 23 octobre III 14 h II 17 h, le 4 novembre de 14 li II 18 h III mairie de Pierrelatte. Les 15 II 22 IIII III 19 le et le 14 novembre de li h li 12 h 30, li 3 novembre de 15 h li 17 h li en mairie de Crest.

Département M Vaucluse

Les 🛮 octobre, 6 et 14 novembre de 9 h à 11 h 30, les 🝱 octobre 🔳 19 novembre de 14 h à 16 h 30 en prefecture d'Avignon. Lim 12 octobre 🖿 🗓 novembre de 9 h 30 à 11 h 30, 🖿 29 octobre. 4 et 12 *** 14 h 30 ** 16 h 30 en mairie d'Orange. Les *** octobre *** 3 novembre *** à 11 h 30, les 27 octobre, 19 novembre *** 14 h *** 16 h 30 *** mairie de Cavaillon.

Le rapport M La conclusions MM commission d'enquête pourront MM commission de la chacune prélectures, sous-prélectures 🖬 mairies précilées.

CULTURE

ARTS

Vierges en otage

Une exposition i grand spectacle sur le patrimoine religieux auvergnat

MAJESTÉS DU CANTAL

ou Musée, du luxembouro

Quoi que son titre le laisse assez Quoi que son titre le laisse assez maladroitement l'exposition baptisée « Majestés du Catal » n'est pas une apologie du fro-Elle II il d'un sujet plus historique esthétique, les représentations sculptées la l'irge les de haute Auvergne. La a réuni une quarantaine de vierges de pierre, polychromes pour les de pierre, polychromes pour la plupart, qu'accompagnent de pein-tures, de tapisseries, quelques pièces d'orfèvrerie d quelques

qui aussi les plus anciennes, qui aussi les plus i ulières, : figures majesté qui tiennent de l'idole, sur leurs in comme de de la fertilité ou de la mort de grands yeux blanc noir dignes de portraits du Fayoum. Viennent ensuite, l'ordre de la chronologie de évolutions du l'iconographie, les Vierges protectrices de Vierges douleur, manuel l'âge de la Contre-Réforme par des discontre-Réforme par des discontre-Réforme par des discontres que procédés moins simples que prédécessaurs romans.

A l'archaïsme de premiers fétiches succèdent images mariales plus en plus habites, de plus un plus élaborées, et, pour finir, le plus en plus conventionmistion. N'échappent le uniformisation le Vierges raison de couleur mains. risales de visages et de mains, qui a été expliquée tantôt par l'oxydation et bois et la fumée

les myran exposées mais mai exposées que l'on peine s'y retrouver, mai exposées même qu'il est permis de s'interroger l'objet essentiel cette manifestation: mai d'un art religieux ou démonstration d'en-régionaliste dégénérant en promotion touristique? encore l'éloquence équivoque du titre. Mais la scénographie, comme il faut dire, de l'exposition addi-tionne incongruités et

> Une pénombre de caverne

Erreur que M montrer les caverne, éclairées de la calle la plus de la signification de la calle la c es cartels - sur fond noir - ne se déchiffrent qu'à grand-peine. Erreur que d'avoir encombré l'es-Erreur que d'avoir encombré l'esd'oriflammes en plastique et
larges épais qui
contraignent les à s'agglutiner en files meurtrir la angles cachès
la nuit. Que voient-ils du
les faux
vert, d'André Malraux et les phylactères en lettres
gothiques suspendus au plafond, et
au son de la liffusés en fond
sonore?

mur, afin sans ham qu'on ne puisse le examiner phisicurs angles, et aplaties par le contraste trop violent d'un rayon inmineux H de Villamid environnante; des appauvries, simplifiées, pri-

supposée de l'Orient.

les plupart. Ît y princ cependant : entre deux elles, il a paru en diaporama en diaporama les de l'Auvergne, paysage, son climat I la noble de habitants. Des phrases d'Alexandre Vialatte alternent me des e ha façon agence

Ce procédé a un nom : la prise en faire-valoir I bon man Elle n'en 📼 📖 moins regrettable. Staanguieuses, an plis droits. I noires au pathétique retenu étrange «Vierge ouvrante» peints metami mieux

li faudra 🕪 📾 voir ailleurs, réclame, dans leurs églises, II où sions, là où elles ont été taillées et patinées ; là, il su encore permis de im observer at 🖾 🔤 etudier attentivement. Il faudra donc aller dans le Cantal. Malgre elle, l'expodu Luxembourg aura rempli son office.

PHILIPPE DAGEN

Musée du Luxembourg, 19, rue in Vauglrard, 75006 Paris, Jusqu'au 25 Tél.:

voque mm mobilisation générale d'un assessi men

peut-être un voix um tristes

accents du cor. - 3. Appertient à une société choisie. Tels des lieux

5. Font illi pointes au les

pianches. Vieux beau. - 🖺 II jure d'un toit. - 7. Elle sa lie facilement

teurs. - 4. Est doux au toucher. Ne peut donc que ravir. -

PROBLÈME Nº 5886

HORIZONTALEMENT

I. Arrête une parame qui «chasse» sur la route, Feu rouge. - II, Une jolle veuve les soits. A encore le force de lutter. - III. Elle e sun Pompon. Souvenir d'un travell de Romein. - IV. Direction. S'opposem. Est souvent complété par 🖮 mou-

Poutre. inspire 🗷 4 main a et 🖫 « patte ». - VI. Est IV name Mala début d'un s'en-gagent quand le ser-les est imminent. tuent des dépôts en recouvrant des fonds. XI

 X. Font tomber de gros flocons. Déclaré forfait. - XI. Sont nommées pour leur forme. Localement élar-gies. - XII. Parties. C'était une per-mission de sortie. - XIII. On ne plus désagréable. Mania les poids. - XIV. Fin de participe. Jeu

Préfixe. - XV. Bon gré,

Abrévistion. Eau. – V. I III Symbole, - VII. UM VIII est pris l'air. - Vill. IX
Etalt rond. Consti-Réunit des gradés. — XII

IX. Blen fatiguée. Dissipeit des assemblées
à la fin de l'intervention d'un ministre.

XIV

Humaniste hollendais.

mai gré, elle devra sans doute se mettre la ceinture. On peut l'avoir à

VERTICALEMENT 1. Reste généralement froid quand Il est emporté. Traduit un embarras oratoire. - 2. Fait des bonds. Pro-

Ce ballet est le plus beau

omais eu."

cadeau que mon père n'aura

Eugène CHAPLIN

Trus un reus Enverra silleurs. - Abréviation. gealent ou complimient le tran-des galériens. - 9. Emporta beauces galerieris. — 9. Empora beau-coup d'espèces pour effectuer un long voyage, Selgneur. Effectue une opération... boursière. — 10. Com-pagnons des chasseurs. Participe. — 11. Peuvent se spécialiser dans le croquet. Pronom. — 12. Vis. Libère mant ailleurs que chez nous. -14. S'attend e ce qu'on e tomber. Après la déleuner. Fut animé per un grand dis-- 15. Le temps est fini où elle conduissit son monde à coups de manche à balei. Puits sans fond.

Solution du problème nº 5885 Horizontelement

i. Modistes. - II. Adouber. -III. Aine. Bâté. - IV. Ussel. -V. Lee. Oubli. - VI. Erudition. -VII. T. T. - VIII. Energie. - IX. - I Ur. - X. Tif. Usure. -

 Miaulement. – 2. 3. Danseuse. Fa. - 4. Idée. Dune. -5. S.O. Loire. Ut. - 6. Tub. U - 7. Ebaubi. Grue. - 8. Set. Loti.

GUY BROUTY



...

LE BALLET NATIONAL DE MARSEILLE ROLAND PETIT TO DE ROLAND PETIT OPERA COMIQUE DU 10 AU 30 OCTOBRE 1993 42.85.88.69 - 5 the Parliet - 75002 Parli

entre le rire et les larmes." Luc DECYGNES Le Canard Enchainé

"A découvrir et à aimer."

Edmée SANTY

Tout tombe juste. Avec des

inventions au nous laissent

Le Provençai La danse prouve qu'elle peut

tout raconter larsqu'elle est ciselée autont d'imagination of d'inspiration." Gérard MANNONI Le Quotidien de Paris

"De grands éclats de rire et une infinie tendresse." Michèle TADDEI Le Méridional

"Du plus bel effet comique." René SIRVIN Le Figaro

100

14/50 H

49.73

State of the con-White f

46.00

開発 東リガル

SHOT .

♠ ≥ 60 f

glates for a

Steel William

and the factor of the same of

P= 1 200

and the

160 350

100

10.00

FOR STREET, STREET, STREET,

Abre - 11 (25 A

The Park of the Pa

and Same or a self

Breg entraine de mar le

SHEWARD THE COUNTY

erspiet in the A. P.

Service and the service of the servi To experience of the second

· Carlotte

turidas in the first

Market and a second sec

with the second of the second

Salatan de problemen

Land Burney

A Marie San Control

No. of the state of

I MAN ROLL

FINNE FRANCE

and toher is

11000

48 Mes "

الخافية فيحيث

The Manager of the Park

Carrier Com.

Talmin Fra

BILLET

La Caisse des dépôts prend les devants

«La meilleure défense, c'est l'attaque. » M. Robert Lion, directeur général de la Calsse des dépôts et consignations (CDC), semble avoir fait sienne cette maxime, attribuée entre autres à Napoléon, ce qui va presque de soi quand on dirige une institution née juste après la chute du Premier Empire, en

Il vient en tout cas d'en administrer la preuve en soumettant aux pouvoirs publics - et en début de semaine à ses cadres - un projet de réforme qui s'apparente à un changement radical de stratégie. Alors que de nombreux députés et sénateurs de l'opposition ne font pas mystère de leur volonté de transformer en profondeur la Caisse des dépôts - jugée par

« statutairement incontrôlable », - M. Robert Lion a décidé de prendre les devants. Son projet consiste à séparer les métiers de service public de la Caissa (consignations, gestion du livret A. financement du logement social...) des activités concurrentielles qui pourraient être regroupées au sein d'une banque, filiale de la malson

eux gigantesque et

La surprisa est grande, notamment au sein de l'établissement. Si M. Lion s'est appliqué, depuis son arrivée à la tête de la Caisse en 1983, à rénover un ensemble qui s'apparentait alors plus à une administration qu'à un groupe financier, il avait jusqu'à sujourd'hul toujours plaidé pour le maintien d'une double identité. L'opposition et la Cour des comptes, contestant le gestion des fonds d'épargne et les prises de participation, avaient soumia la CDC à un feu roulant de critiques. Elles s'étaient faites perticulièrement vives à la suite du raid manqué en 1988 sur la Société générale auquel avait participé la Calese. Le directeur général y avait toujours répondu par le dédain. Ce n'est apparemment plus le cas. Le parallèle entre le projet aujourd'hui étudié par les pouvoirs publics et les propositions de réforme faites en juin (le Monde du 10 juin) per M. Roger Chinaud, alors rapporteur général de la commission des finances du Sánat, révèle de nombreuses similitudes. Certes, M. Lion ne peut reprendre les projets de banalisation de la Caisse « dans ses ressources, ses missions et son statut », mais il donne un gage de bonne volonté en se conformant à la principale suggestion de la commission sénatoriale : la séparation des deux missions essentielles de la Caisse. Dernière coîncidence, la direction de la CDC a commencé à étudier la réforme au début de

ÉRIC LESER Dans le meilleur des cas

L'OFCE prévoit 2 % de croissance pour 1993

La croissance de l'économie française devrait atteindre seulement 2 % en 1993, selon les prévisions de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), annoncées jeudi 8 octobre. L'organisme d'étude explique qu' auprès le rébond éphémere» du premier trimestre (+0,9 % pour le produit intérieur brut), on assiste depuis à « une quasi-stagnation avec une demande parfaitement piates .

Concernant la situation de l'emploi, l'Observatoire prévoit que le chômage franchirait la barre fatidique des trois millions de chômeurs l'an prochain à 3 030 000 personnes. La reprise modérée de la consomma-tion des ménages (+2,3 %), l'environnement international morose et des entreprises qui préférent se désendetter plutôt que d'investir, tels sont les mercial. «Nous ne pouvons accepter qu'il y ait une première et une cléments du tableau dresse par TOFCE.

The state of the s

La préparation des négociations du GATT

M. Dumas avertit la Commission européenne que la France s'opposera à une conclusion hâtive de l'Uruguay Round

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a averti samedi 10 octobre la Commission européenne que les négociations en cours sur le GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) ne peuvent se conclure sur les bases actuelles et que la France ne pourra pas en accepter une confusion hâtive: « L'écart est trop grand entre les positions affichées par les États-Unis et la Communauté européenne (...). Les concessions faites par les partenaires de la CEÉ sont loin d'être satisfaisantes», a-t-il

La réunion qui doit avoir lieu dimanche à Bruxelles entre la Com-mission et les envoyés du président Bush dans le but d'accélérer la conclusion de l'Uruguay Round s'annonce difficile. La présence du

ministre américain de l'agriculture, M. Edward Madigan, et du principai négociateur de son pays, M™ Carla Hills, ne laisse aucun doute : les Etats-Unis, pour des raisons électorales évidentes, feront de fortes pressions pour obtenir satis-

Les principales revendications américaines sont connues : obtenir de la CEE qu'elle réduise de 24 % en volume ses exportations de cértales subventionnées et qu'elle ramène de 13 millions à 7 millions de tonnes sa production d'oléagi-neux (le Monde du 8 octobre). De son côté, la Commission de Bruxelles, mandatée depuis 1990 pour négocier un accord au GATT, a ses propres exigences, dont la demande d'appliquer des droits sur les importations de produits de

substitution des céréales (PSC) qui entrent sans entraves dans la CEE.

Bien qu'elle risque de se retrou-ver isolée, la France avait d'entrée de jeu annoncé son refus de coder aux pressions américaines. Après une courte visite à Bruxelles, jeudi une courte visite à Bruxelles, jeudi 8 octobre (le Monde du 10 octobre), M. Jean-Pierre Soisson, ministre français de l'agriculture, a déclaré vendredi 9 octobre à l'Assemblée nationale qu'il venait de transmet-tre au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, «un message du premier ministre» affirmant que la France s'opposera «avec la plus grande fermeté» à la conclusion d'accords « contraires » à aes intérêts et qu'elle n'acceptera ses intérêts et qu'elle n'accepters naucune » restriction des exportations agricoles de la CEE

Tandis que la COB ouvre une enquête

Paribas va porter plainte contre l'ex-PDG des Ciments français

La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé vendredi 9 octobre l'ouverture d'une enquête qui porte sur l'information comptable et financière délivrée par le groupe Ciments français. Cette enquête a pour objet « de déterminer dans quelles conditions les engagements hors bilan siguraient dans les documents compta-

L'ancien actionnaire principal des Ciments français (via sa filiale Poliet), Paribas, a cédé au prin-temps dernier la majorité du capi-tal au cimentier italien Italcementi (le Monde du 27 mai). Paribas va porter plainte contre M. Pierre Conso, qui vient d'être évincé de son poste de PDG des Ciments français (le Monde du 9 octobre). Selon Paribas, « le principe d'une plainte est acquis », mais le type de

plainte ne sera pas arrêté avant un certain nombre de jours. La plainte pourrait n'être déposée qu'à l'issue d'une nouvelle réunion du conseil d'administration de Ciments francais qui doit avoir lieu avant le 31 octobre, limite légale de publication des comptes semestriels.

Du côté d'Italcementi et de Ciments français, on attend les conclusions de l'audit sur les comptes de la société française avant d'intenter éventuellement une action séparée ou conjointe avec Paribas, a-t-on indiqué chez Ciments français.

Enfin, les commissariats aux comptes chargés d'examiner les comptes semestriels 1992 de Ciments français, Guy Barbier et HSD Castel Jacquet, ont indique dans un communiqué qu'ils n'avaient découvert qu'en septembre et au début octobre les premiers paiements effectués à des intermédiaires financiers qui sont reprochés à M. Conso. Ces a paiements significatifs a hors bilan étaient postérieurs au 30 juin 1992, ont-ils précisé, laissant entendre que les comptes de 1991, qu'ils ont examinés, ne comportaient pas d'irrégularités.

Une nouvelle étape du plan économique

Le gouvernement argentin veut relancer la production et favoriser les exportations

Le ministre argentin de l'économie, M. Domingo Cavallo, a annoncé mercredi 7 octobre un ensemble de mesures techniques (visant à relancer la production et à promouvoir les exportations) qui devraient marquer une nouvelle étape du vaste plan de restructuration entrepris depuis dix-huit mois par le gouvernement.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

C'est dans un théâtre élégant de Buenos-Aires, devant un parterre d'industriels et de syndicalistes, mercredi 7 octobre, que l'homme fort du gouvernement, M. Domingo Cavallo, a admis la essite de «*cortigel»* certai:

erreurs de parcours et présenté la nouvelle étape du plan économique

élaboré et mis en œuvre depuis up an et demi. Il s'agit avant tout de favoriser les exportations en réduisant les coûts de production élevés, d'ac-corder des facilités de crédit aux petites et moyennes entreprises et de supprimer certains impôts dans les provinces. Ces mesures devraient être appliquées progressi-

La Bulgarie vient de rembour-

ser 10 millions de dollars à ses

créanciers, pour la première fois

depuis le 29 mars 1990, date à

laquelle alla avait suspendu tous

les paiements, en capital ou

intérêts, sur sa dette extérieure,

estimée à 11 milliards de dol-

lars. Cette somme représente le

quart des intérêts dus pour le

Il y a façon et façon d'aider, et celle qu'a choisie la Communauté curopénne suscite d'assez vives cri-

tiques de la part d'au moins un

pays bénéficiaire, la Bulgarie. Le vice-premier ministre bulgare

chargé de l'économie et des privati-sations, M. liko Eskenazi, invité de l'Académie diplomatique internatio-

nale à Paris mardi 6 octobre, n'a pas maché ses mots : « I.a CEE est en train de dépenser un argent fou pour envoyer en Bulgarie des experts

en mission de quatre ou cinq jours,

chacun revenant avec un rapport. Cette assistance technique (le pro-

gramme PHARE), représente plus

que les concessions commerciales que la Communauté accorde à nos

exportateurs. » Et de donner un

exemple vécu de cette assistance

paradoxale: « i.e paysan qui a un

besoin urgent d'un tracteur d'occa-

sion, on lui propase un mois de for-mation pour lui apprendre à infor-matiser son exploitation!»

Les Bulgares, comme d'ailleurs

leurs voisins Roumains, ont le sen-

timent d'être moins bien traités par

la CEE que la «troika» - Pologne,

Hongric, Tchécoslovaquie - qui bénéficie d'un régime plus favora-ble, notamment sur le plan com-

seul mois de septembre.

d'ici à la prochaine élection prési-dentielle de 1995. Mais le sort de la majorité d'entre elles dépend toutefois de l'équilibre fiscal et de l'approbation par le Congrès du budget de 1993. Après avoir assuré qu'a il ne fallait pas avoir peur, en Argentine, du danger de la récession » et pour dissiper toute rumeur de dévaluation, M. Cavallo de définité le maintire du ples de a réaffirmé le maintien du plan de convertibilité, qui assure la parité du peso, la monnaie locale, avec le

Accueilli favorablement par les industriels, avec réserve par les syndicats, le discours du ministre de l'économie est interprété avant tout comme une offensive politique pour apaiser un mécontentement grandissant et s'assurer d'un consensus pour poursuivre les importations, les industriels protes-tent en faisant valoir qu'il leur est impossible d'affronter une concurrence « sauvage » de produits venant principalement du Brésil.

La puissante Union industrielle argentine (UIA) signale un grave ralentissement des activités dans l'intérieur du pays. Le gouverne-ment, pour sa part, souhaite accélé-rer la croissance de 6 % à 7 %. Elle rer la croissance de 6 % à 7 %. Elle ne sont pes épargnées par la baisse, avait atteint 5 % en 1991. De leur Les futures privatisations risquent

Pour exporter et se désendetter

La Bulgarie attend de la CEE

une aide plus efficace

seconde Europe de l'Est, a encore déclaré M. Eskenazi. On nous dit : « Vous êtes les bienvenus en

Europe, mais si vous voulez vendre

vos produits, tournez-vous vers l'ex-Union soviétique.» « C'est un com-

ble, car en même temps on nous demande de régler nos dettes!»

Un compl

de difficultés

Bulgarie justifie à la fois l'humeur et l'humour de ces remarques. L'OCDE, dont le Centre pour la

coopération avec les économies européennes en transition vient de

europeenues en transition vient de publier son premier rapport sur la Bulgarie, reconnaît que ce pays de neuf millions d'habitants cumule les difficultés. Plus engagé que ses voi-sins dans le commerce avec l'ex-Union soviétique, il a vu ses mar-chés d'exportation s'effondrer et se

tarir ses importations de pétrole bon marché. La guerre du Golfe l'a coupé de deux autres clients tradi-

tionnels, l'Irak et le Koweit. Privée de débouchés, la production inté-rieure s'est contractée de 9 % en 1990 et de 17 % ou même de 31 %, seion les calculs, en 1991.

La dette extérieure - la plus

lourde, proportionnellement, de

tous les pays de l'Est - continue de

s'accroître par le jeu des arriérés. La Bulgarie ne peut guère espérer

de nouveaux concours bancaires

tant qu'un accord global n'aura pas été signé avec ses créanciers. Enfin,

pour couronner cette série de cir-

constances défavorables, la Bulgarie

a recu nettement moins d'investis-

sements étrangers que la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la

L'OCDE salue toutefois les per-

formances réalisées dans ces condi-

La situation économique de la

côté, les syndicats, qui ont soutenu jusqu'à présent les mesures d'austérité, menacent d'appeler à la grève pour protester contre la politique salariale.

Le doublement des importations

Malgré les bons résultats obtenus pour garantir la stabilité et pour relancer une économie moribonde, M. Cavallo ne peut s'endormir sur ses lauriers. L'inflation est certes escendue à i % en septembre, mais l'indice pour toute l'année est de 15 %, ce qui accentue la surévaluation actuelle du peso. A cela s'ajoure une balance commerciale nettement déficitaire, alors qu'elle était excédentaire en 1991 et 1990.

L'augmentation des exportations atteint 115 % pour les importations. M. Cavallo s'est toujours montré serein, affirmant que l'af-flux de capitaux permettait de financer cette envolée des importa-tions. Depuis plusieurs jours, la Bourse de Buenos-Aires est en chute libre, ce qui pourrait décou-rager les investisseurs étrangers. Même les actions des entreprises publiques, récemment privatisées,

tions: « La Bulgarie a bien avancé en direction de la stabilité macro-économique; l'excédent monétaire a été éliminé; les prix ont été libérés et les échanges libéralisés; l'hyperin-flation a été évitée; l'ajustement bulgétaire est en cours; les salaires restent maîtrisés; enfin l'équilibre externe a été obtent » En ontre. le

externe a été obtenu » En outre, le pays s'est doté en un temps record de tout l'appareil juridique d'une économie de marché – à l'excep-

tion, souligne l'OCDE, d'une légis-lation sur la faillite – mais il doit à présent passer à la mise en œuvre :

aller au-delà de la petite privatisa-tion, assainir les entreprises publi-ques et un système financier littéra-lement engorgé de mauvaises dettes, le tout sans creuser davantage le déficit budgétaire.

L'économie balgare a peut-être malgré tout des ressorts cachés. L'OCDE note que 800 000 emplois ont été supprimés en 1991 mais

que le chômage enregistre n'a aug-menté que de 400 000 unités :

100 000 personnes se sont mises à leur compte, 50 000 ont pris une

retraite anticipée; les autres se sont évanouies dans le secteur informel

Dans une préface signée - fait inhabituel à l'OCDE, - M. Salva-tore Zecchini, directeur du Centre

pour la coopération avec les écono-

mies européennes en transition, écrit que « la Bulgarie a besoin d'un allègement considérable de san

endettement et du service de sa

dette, ainsi que d'un meilleur accès aux marches occidentaux » et espère

que ce rapport « indirectement, vien-

dra renforcer l'aide à apporter à la

Bulgarie pour la mise en auvre de

sa résorme économique». En lan-gage OCDE, c'est la un appel des

ou ont émigré...

réservé, entraînant un manque à

Les Argentins, rassurés par la

Pour faire rentrer de l'argent

frais, un des atouts du gouvernement a été les privatisations menées tambour battant et qui doivent être conclues d'ici à la fin de l'année : compagnie d'aviation, téléphone, gaz, compagnie d'eau et d'électricité. On estime qu'elles ont rapporté quelque 5,4 milliards de dollars (27 milliards de francs), et

8.5 milliards de dollars en faveur de la dette. Avec la privatisation de la Compagnie des pétroles (YPS), M. Cavallo espère recueillir 8 milliards de dollars. A condition toutefois, que la « poule aux œufs d'or » trouve de bous acquéreurs, estime-t-on dans les milieux diplo-

stabilité, ont accepté des grands changements économiques. Mais les sondages récents montrent qu'ils sont de plus en plus préoccupés par un partage plus équitable des sacrifices. Le taux de chômage est en augmentation : 6.8 % en août. La collecte fiscale est moins bonne que prévu. L'impôt sur les grandes fortunes n'a rapporté que % des sommes espérées, soit 74 millions de dollars en un an, alors que la TVA rapporte 1,2 mil-liard par mois. Depuis l'entrée en vigueur du plan de convertibilité en avril 1991, le coût réel de la vie a augmenté de 39,5 %. Certains secteurs ont enregistré des hausses spectaculaires : 92 % pour les loyers, 43 % pour la santé et près de 54 % pour l'alimentation, selon des chiffres de l'Institut national

Signe des temps : alors que M. Cavallo parlait dans la rue, des centaines de retraités ont violemment manifesté aux cris de voleur » et de « corrompu ». Ils réclament une retraite de 2 000 francs. Pour l'instant, ils touchent à peine 600 francs par mois. Début octobre, M. Cavallo a reconnu qu'il y avait « encore trop de pauvres en Argentine». Pour sa part, le président Carlos Menem a toujours comparé le plan économique à une « opération chirurgicale

des statistiques (INDEC).

CHRISTINE LEGRAND

□ La COB ouvre une enquête sur ie marché du titre Hachette. - La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé vendredi octobre l'ouverture d'une enquête sur le marché du titre Hachette. L'enquête portera « sur les informations diffusées sur les opérations du marché boursier sur ce titre», a précisé un porte-parole de la COB. Celle-ci analysera les informations sur les volumes de transactions.

13 Nouvelles Galeries : radiation de la cote du marché au comptant. -Les actions Nouvelles Galeries seront radices de la core officielle du marché au comptant, à compter du 15 octobre, a indiqué la Société des Bourses françaises vendredi 9 octobre dans un communiqué. Les actions de la société pourront se négocier sur le marché hors cote à partir du 16 octobre. Depuis la fin juillet, le capital des Nouvelles Galeries est détenu à hauteur de 98,83 % par les Galcries Lafayette, Qui avaient lancé une OPA simpli-SOPHIE GHERARDI lide sur la société en juin-juillet.

Alliance privée pour une « Europe des décodeurs »

Canal Plus et Murdoch veulent imposer leurs choix techniques pour la télévision payante

Canal Plus et News Corporation le groupe multimédias de M. Rupert Murdoch, ont annoncé, jeudi 8 octobre, un accord a stratégique» pour développer en Europe de nouveaux services de télévision basés sur les technologies de transmission par satellite, de compres-sion numérique et de cryptage.

Canal Plus est implanté dans d'abonnés en France et 1 million hors de l'Hexagone. News contrôle Sky Television en Grande-Bre-tagne. Ensemble, ils dominent net-tement le marché des chaînes payantes en Europe, et cette alliance a pour but de conserver groupes américains. Avec d'abord un groupe de travail pour lancer d'ici six mais des projets communs, les deux alliés veulent verrouiller le marché des nouveaux services de télévision interactive : chaînes thématiques, paiement à la séance, etc.

Pour cela, il leur faut contrôler les décodeurs. Car l'avenir, sou-ligne, dans un entretien au Figaro du vendredi 9 octobre, M. Marc Tessier, président de Canal Plus International, a appartient à ceux qui soni en mesure de multiplier les offres à leurs abonnés en utilisant une boîte unique». Et il ajoute : « En télévision payante, le ticket d'entrée est chaque jour plus élevé. La prime va donc au premier arrivê. v

En décidant ensemble des technologies de transmission numérique qui peuvent multiplier l'offre de programmes (« le Monde de l'économie» du 29 septembre), les deux partenaires ont les moyens de les imposer sur le marché. Ils pren-draient ainsi de vitesse non seulement leurs concurrents, mais aussi les gouvernements et les règlements. Car, en choisissant de construire, vite et seuls, une « Europe des décodeurs », les deux partenaires divergent clairement avec les efforts de l'Europe « officielle» des recherches communau-taires sur la télévision du futur, basées sur des normes analogiques, publiques, et « ouvertes ». Cette stratégie de rapidité a déjà réussi à Sky Television, qui a absorbé son principal concurrent BSB en 1990, après dix-huit mois de féroce

M. C. L.

A BOURSE EN DIRECT LE MONDE DE LA BOURSE Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

36.15 LEMONDE

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 5 AU 9 OCTOBRE 1992

PARIS

Convalescente

La Bourse de Paris INDICE CAC 40 a retrouvé cette maine quelques courants porteurs qui lui ont permis de mettre provisoirement un

terme au trou d'air période précédente. Des courants porteurs, mais loin encore d'être ascendants. Témoin le score encore négatif de la période où une forte baisse compensée par trois séances de hausse sensible et un nouveau recul de demière minute n'ont pas permis à l'indice de finir dans le vert.

Bien qu'anticipé per certains opérateurs au vu des résultats du vendredi précédent, la première séance de la semaine en a laissé plus d'un pantois face à l'ampleur du recul. Le parfum de krach que l'on sentait, aussi bien outre-Atlantique que sur le Vieux Conti-nent, se faiseit de plus en plus entêtant. Une chute de plus de 100 points à New-York an cours de séance, des places euro-péennes qui ne réussissent pas à s'affranchir de leur consceur américaine et qui à leur tour, sans exception, effichaient des reculs allant jusqu'à 4 %. Tout cela avait un petit air de déjà vu, a fortiori au mois d'octobre.

Au plus fort de la chute, les valeurs françaises ont abandonné ce jour-là 6,3 %, avant que de eux achats d'institutionnels. peu avant la clôture, ne permet-tent au marché de faire moins

Bâtiment et matéria

Latarge-Coppés Polist

Chimie

Air Liquide ELF Senoti

Christian Dier. Claries

Comp. Bar BNP CI ... Compt. entr. ... CCF.

Crédit Lyon. Cl Crédit National Société Générale ... SOVAC UFB Locabail

9-10-92

9-10-92

Consommation non alimentaire

9-10-92

9-10-92

346,6 350,1 802 183 189,5 817 295,1 459,5 1068 527 765 206 483,9

Crédit et banques

Diff.

52 19,50

Diff.

Diff.

piètre figure au terme des échanges (- 4,3 %). Cela étant, comme en convensit un opérateur, « la osychose du krach est le meilleur rempart contre le krach la. Et pour lui donner raison, les trois séances qui suivirent furent placées sous le signe du redressement. Peu sensible mardi, avec une progression symbolique de 0,09 %, la reprise s'accentua fortement dès le mer-credi (+ 2,58 %), pour se poursuiyre le lendemain (+ 1,19 %). Changement de ton pour la der-nière séance : après un départ en hausse très sensible (+ 0,92 %), les valeurs françaises abandonnèrent la totalité de leurs gains pour finalement s'établir en recul de 0,99 % en clôture. Ainsi d'un vendredi sur l'autre, l'indice CAC 40 a finalement perdu

1,54 % à 1,657,34 points. S'il y a eu amélioration du sentiment boursier au cours de la semaine écoulée (notemment en raison de la détente sur les taux courts observée en Allemagne et en France et de la meilieure tenue du franc face au deutschemark), a situation n'a fondamentalement pas changé : les entreprises continuent de réviser leurs résul-tats à la balsse. Les différents instituts, dans leurs prévisions de croissance, ne partagent pas l'optimisme de Bercy.

D'autres éléments, revanche, pèsent singulièrement sur le moral des boursiers : quand les places européennes cessed'intervenants, le coup de grisou du début de semaine était également dû à la forte déprime de New-York. Comme le relevait un opérateur, « pourquoi irais-je acheter Paris maintenant alors que New-York menace à tout instant de se purger de 200 ou 300 points, voire plus, en une seule séance et d'entraîner les places européennes dans son sillage? (...) Cela ne m'intéresse pas de me retrouver sur le marché parisien et de reperdre 10 % sur la journée, car ce jour-là la réac-tion sera très violente (».

Oui ramasse Hachette?

Aux valeurs, la vedette de la semaine aura été sans contesta Hachette. Lundi, alors que la tourmente s'abettait sur les marchés financiers, le titre conservait une relative sérénité, s'offrant le luxe, au milieu de toutes ces baisses, de s'apprécier de près de 2 % pour 90 000 titres. Mais ce n'était rien. Dès le lendemain, ce n'était plus de la résistance, mais tout bonnement un envol : plus de 20,2 % sur la séance avec quelque 245 000 titres échangés. Mercredi, le titre, qui gagnait 0,1 % à la clôture, avait fait l'objet de transactions encore plus étoffées que la veille puisque 371 000 pièces avaient changé de mains. Jeudi, nouvel envoi du titre avec 11,8 % de progression sur la séance pour 662 000 uni-

Immobilier et foncier

Investissement et portefeuille

Gaz et Esux.

9-10-92

375

9-10-92

279,60 327 238

8.4 Legis Index.
5.6 Paritas
4.5 Jean Lafebure
3.9 Bon Marché
3.7 Vateo
3.7 Ciments tr.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Naussa %

Diff.

0,40 296 16,50

Diff.

4,50

Batter %

12

de 6 % du capital d'Hachette avaient changé de mains, soit la bagatelle de 1,3 million de titres.

Si l'on s'en tient à la loi qui régit le marché sur les franchissements de seuil (5 %), la mystérieux acquéreur - s'il est seul dispose de cinq séances de Bourse pour se manifester à visage découvert. En conséquence, on ne devrait connaître son identité que dans le courant de la semaine prochaine. Havas, soupçonné par le groupe de M. Lagardère d'être à l'origine de ce raid, tant à Paris qu'à Londres, a publié jeudi un communique pour démentir « tout intérêt pour l'acquisition de titres Hachette».

Le recul du titre observé au cours de la dernière séance (- 14 %) pour 176 000 titres était, selon un porte-parole de Matra-Hachette cité par Reuter, «signé» car il était, selon une autre source, a dû à des ventes Initiées par Havas ». Depuis, les rumeurs vont bon train sur l'auteur du raid, d'Alcatel à Bertelsmann. La demière en date faisait état du vif intérêt du groupe de M. Francis Bouygues pour celui de M. Lagardère. Ce même vendredi, la Commission des opérations de Bourse annonçait avoir lancé une enquête sur le marché du titre Hachette. L'enquête portera sur les einformations diffusées sur les opérations du marché boursier sur ce titre, et non sur la société elle-même».

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK Coup de déprime

NONE DOW JONES Wall Street a de nouveau été la proje cette semaine des inquiétudes sur l'état de santé de l'économie américaine et des incertitudes sur l'issue de l'élection présiden-

tielle, l'absence de geste de la Réserve fédérale (Fed) pour redynamiser l'activité accentuant l'humeur maussade du marché. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a cloturé vendredi à 3 136,58, en baisse de 64,03 points (-2 %) par rapport à la semaine

La grande Bourse new-yorkaise avait perdu près de 105 points lundi des la reprise des échanges, mais une chasse aux bonnes affaires a permis à Wall Street de finir la première séance de la semaine sur un recul d'une vingtaine de points seulement après une baisse de plus de 50 points le vendredi précédent.

Les difficultés éprouvées par les États-Unis et les autres principales économies mondiales pour sortir du marasme économique ont été au centre des préoccupations du marché. « On craint non seulement que la reprise aux États-Unis ne capote, mais aussi que l'Europe n'arrive pas à échapper à la récession et que les choses s'aggravent», a souligné Michael Metz, responsable des investissements chez

Oppenheimer and Co. Le marché

TOKYO

comptait toujours cette semaine sur un nouvel assouplissement de la politique de crédit de la Fed pour redonner du souffle à la reprise, mais a vu ses attentes déçues. Les experts estiment maintenant que la Fed n'agira pas avant l'élection présidentielle du

3 novembre. De nombreux analystes doutent toutefois qu'une nouvelle baisse des taux soit suffisante. Du côté de Wall Street, celle-ci pourrait y répondre positivement au début, mais les craintes de relance de l'inflation pourraient entraîner une hausse des taux à long terme, encourageant ainsi un transfert de capitaux de Wall Street vers le marché obligataire.

Indice Dow Jones du 9 octobre : 3 136,58 (c. 3 200,61).

		_
	Cotta 2 octtore	Cours 9 octob
Alcos ATT Being Chase Man. Bank Du Pont de Nemous	53 42 1/8 35 7/8 22 46 3/4	64 1/ 41 2/ 36 3/ 21 46 1/
Eastman Nodak	44 1/4 63 1/4 37 5/8 75 3/4 30 7/8	42 1/3 61 5/7 34 3/7 75 29 1/3
GoodyearIBM	61 78 3/8 87 64 1/4 73 3/8	60 1/7 78 3/7 64 5/7 61 5/7 70 1/7
Schlumberger Texaco	68 1/8 63 109 3/4 12 7/8 49	67 1/ 60 1/ 112 1/ 12 1/ 45 7/
Westinghouse		14.5/ 76.1/

tés. En quatre jours, pas moins ront-elles d'avoir New-York

Agro-alimentaire			Electricité	et élec	<u>tronique</u>
	9-10-92	Diti.		9-10-92	Diff.
Boograin BSN Eridania Bégbia Fromagecie Bel LVMH Perrod-Ricard Résny-Col. Saint-Logis.	3099 989 810 3201 3570 353,19 148,20	- 1 + 5 - 4 - 65 - 55 - 2,30 + 7,80 - 36	Alestei-Alestean CSEE Intertach. CP 23F. Labinsi Legrand Martin-Gerin Martin-Gerin	592 370 524 590 3 919 170 425	- 25 + 24.9 - 26 - 50 + 3 + 2.9 - 57.5
Assurance	<u>s</u>		Sagern	· 2 060 509 126	+ 35 - 34 - 10

3670 393,18 148,20 1039	- 55 - 2,30 + 7,50 - 36	Legrand	3 919 170 425 - 305	+ 9 + 2 - 57
9-10-92	Diff.	Sextant Anionique Thomson CSF	** 2 050 509 125 122,4	+ 33 - 34 - 10 + 2
358 690 314,7	10 - 37 - 21,3	Distribution	011	
743	- 75		9-10-92	Đi
306 370	4,9	Aleacienne Sup	1 496	+ 6

93 + 6	6 25 32
93 + 6	19 19
39,60 -	5,50 28,50
38,50 - 1	4.60
57 - 00 -16 82 + 2 80 +13	14
	39,60 - 38,50 + 1 38,50 - 1 30 - 30 - 30 - 30 - 30 + 1 30 + 1

	VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)				
		Nombre de titres	Valeur en cap. (F)		
-	Alcatel Alethorn	2468 528	1453875		
	Printegrate	870 126	678703		
	Ordel C.T.	840340	566 526		
_	BSN	578130	552780		
_	ELF Aquitains	1 723 789	552 324		
_	LYMH	137896	484 922		
	Peageot	983.050	480 567		
	Emm (Gite des)	236924	460343		
	Michelin	2533650	469 931		
	Total	2006740	411474		
	Société générale	734420	371 841		
	Saint-Gobalo	759 800	369263		
	Al- Liquido	502 867	354682		

	Nombre de titres	Valeur en cap. (F
Alcatel Alethon	2468 528	1453875
Printerson	870 125	678703
Ordal (LT	640340	566 526
BSN	578130	552780
ELF Aquitains	1 723 789	552 324
LYMH	137896	484 922
Percent	983.058	480.567
Emz (Gle dec)	238924	460343
Michelin	2533650	469 931
Total	2006740	411474
Société générale	734420	371 841
Salot-Gobalo	759 800	369263
Air Liquide	502867	354882
Carrelina	160 500	315175

LYNNH Paugeot Emux (Sto dus) Michalin Total Société générale Saint-Sobalo Air Lépide	137 895 983 056 236 924 2 533 650 2 006 750 734 420 759 800 502 887 160 800	484 922 480 557 480 343 489 831 411 474 371 841 389 283 354 682 315 175	Total (Fee pier. Castor, Dufiels BHV	+ 3,9 Bon Ma + 3,7 Yatso + 3,7 Clment + 3,6 Sonore - + 3,3 Clarios	- 10,7 s tr 10,6 r-Altib 10,4 - 10,3 rigoolles - 9,8 s e8s 9,5
			TIONS (en m		
	2-10-92	5-10-92	6-10-92	7-10-92	8-10-92
RM	2 270 450	3 429 558	2 679 420	2 751 536	1 900 849
R. et obl. Actions	22 734 827 97 015	9 846 563 95 259	14 401 464 106 925	30 560 543 128 277	27 092 547 135 598
Total	25 102 292	13 371 380	17 187 809	33 440 356	29 128 994
1N	DICES QUOTI	DIENS (INSEE	base 100, 31	décembre 199	11)
Françaises Etrangères		94,1 79,9	94,1 81,6	96,2 82,8	96,8 83,5
	IND	ICES CAC (du	kındi au vend	edij	
	5-10-92	6-10-92	7-10-92	8-10-92	9-10-92
Indice gén	454,6	443,7	441,7	449,7	454,6

Indice CAC 40 . 1 611,04	1 612,51	1 854,15 1 673	3,86 1 657,34
		TIF ourcentage du 9 o : 129 334 environ	ctobre 1992
		ÉCHÉANCES	
COURS	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93
Premier	109,30	109,80	109,96

109,92

109,44

(base 100, 31 décembre 1987)

Métallurgie, mécanique

	9-10-92	Diff.
Camandifetalbox. Dessault Aslation . De Dietrich. Pieza-Lille . Instal . Lagds Industria Métalaurop Péchiney Cl. Péchiney Int. Pengert SA Strafor Facom Valleo Valleo Valleo	188 359 1 610 262 294 216,10 70 253,80 179 482 800 800 805	+ 8 kch 7 - 13 - 19 - 43,50 + 1,20 - 25 - 49 - 82 - 9
Mines d'o	r, diama	unts

Mines d'or, diamants						
	9-10-92	Diff.				
Angio Americaa Berliekfontein De Beers Oriefontein Genor Harmony Randfontein Western Deep	\$4,25 23,45 \$0,30 40,35 12,20 10,30 13,50 18,20 63,00	+ 2,25 + 2,25 + 0,80 + 0,25 - 0,66 - 0,50 + 1,10 + 0,80 - 4,00				
Pétrole						

BF-France ELF-Aquitaine Erap-ELF Esso Gfophysique Total B. Sicomi ou	85,50 334 233 717 657 214 ex-sico	- 0.50 + 4.20 + 5 + 7 - 23 + 8,90
	9-10-92	Diff.
Bail Investis	645 224	- 5 - 18.50

9-10-92

		es	
- 1	9-10-92		Diff.
Accor	535	_	37
BIS	176	-	9
Canal Plus	1015	-	16
CEP Commonle	300	+	13
CGI informatique	233,10	-	4,90
Club Méditerranée	344,90	-	5,30
Daughin Ota	188	-	36
Delmas Vieljeux	1916		iach.
Bree	351,50	~	36,70
Générale des Esux	1931	-	69
Hachette	136	+	23,60 25
Heurs	367	-	30,10
Lycanaise Damez , OGF	479,90	~	90,10
Pub. Figecti	-		-
Publicis	650	_	22
SITA	1040	_	118
State	1912	-	24
Soderho	321	-	3
TP1	942 383	-	inch.

<u>ou indexé</u>			ı
	9-10-92	DIff.	ABB BCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCCC
10 % 1978	99,70	- 0,35	18
9,80 % 1979	100,60	+ 0,20	1 8
9 % 1979	98,60	inch.	ĬĞ
10,80 % 1979	101,95	+ 0,45	G
CRE 3 %	4920	+119	K
CNB bq 5.000 F	97,85	+ 085	1 8
CN8 Par. 5 000 F.	95,30	- 1,40	1 6
CNB Suz 5 008 F	95,30		1 5
CM 5 000 F	96,85	~ 0,85	1 2

Nouveau repli

Après avoir perdu près de 6 % la semaine dernière, la Bourse de Tokyo a encore cédé 1,5 % cette semaine. Le marché japonais continue à faire preuve de be

de scepticisme sur le plan de relance de la croissance du gouver-nement nippon et sur une proche reprise de l'activité. Les violents accès de faiblesse des places euro-péennes en début de semaine ont encore accentué la prudence des investisseurs.

inscrit vendredi en clôture à 17 059,78 points, en baisse de 264,29 points (1,5 %). Il avait perdu i 070,69 points la semaine précédente. Le Nikkei a fluctué tout au long

Au total, l'indice Nikkei s'est

de la semaine, dans un marché incertain, et il a à nouveau terminé sous la barre des 18 000 points. Symptome des doutes sur la crois-

LONDRES

Soulagement **- 0,3 %**

Plus de peur que de mal. L'ex-pression résume une semaine marquée par le plus grand plongeon de la Bourse depuis le krach de 1987, suivi d'une remontée régulière des cours due aux espoirs d'abaisse-ment des taux d'intérêt et au rétablissement de la livre sterling sur le

marché des changes.

Après avoir plongé de plus de 100 points (4 %) lundi, la Bourse a presque rattrapé son retard vendredi en l'inissant seulement 8,5 points au-dessous de son niveau du vendredi précédent, soit un repli

Dans ce climat agité, l'offre publique d'achat (OPA) de 780 millions de livres (près de 6,5 milliards de francs) lancée par le conglomérat Hanson sur le groupe alimentaire Ranks Hovis McDougall (RHM) est passée à l'arrièreplan, alors que normalement une grosse OPA aurait stimulé la tendance. RHM a terminé en hausse de 38 % à 242 pence, au-dessus du prix de 220 pence proposé par Hanson. Le titre Hanson a terminé sur une hausse de 6 pence.
Indices «FT» du 9 octobre : 100
valeurs, 2 541,20 (c. 2 549,70); 30
valeurs, 1 865,20 (c. 1 852,50);
mines d'or,72,60 (c. 73,10); fonds

d'Etat, 89,62 (c. 88,85).

	Cours 2 oct.	Cours 9 oct.
Allied Lyons P TITR Look by TITR TITR	5.90 2.21 4.84 4.26 6.88 7.70 19.39 11.05 12.35 6.02 5.44 10.74	6.05 2.15 4.83 4.38 6.86 7.72 19.38 10.83 12.84 5.92 5.20 10.17

w -op-
sance, l'institut de recherche
Nomura a annoncé mereredi une
révision en baisse - 2,4 % contre
2,5 % - de ses prévisions de crois-
sance pour le prochain exercice fis-
cal qui débute le 1ª avril. Un autre
institut de recherche, affilié à la
Sumitomo Bank, a de son côté
affirmé que le produit national
brut (PNB) japonais n'augmente-
rait que de 1,7 %, en termes réels,
lors de cette même période.
Indices du 9 octobre : Nikkei

41 24

n in american s

10000

17 059,78 (c. 17 327,07); Topix [298,65 (c. 1 303,14).

	Cours 2 oct.	Cours 9 oct.
Akai	1 300	1 270
Bridgestone	1 090	1 100
Carnon	1 250	1 230
Fuji Benk	1 750	1 750
Honda Motora	1 250	1 240
Matsushita Electric	1 090	1 110
Mitsushita Electric	562	546
Mitsushita Heavy	3 970	3 950
Sony Corp.	1 400	1 440

FRANCFORT Incertitudes - 2,6 %

Les incertitudes pesant sur les fronts monétaire et conjoncturel ont continué de déprimer la Bourse de Francfort qui, maigré de légers sursauts mercredi et jeudi, a terminé la semaine sur un recul de 2,6 % à

l 439,66 points. Le début de semaine a été particulièrement pénible, comme sur les autres places boursières, et le DAX a atteint mardi son niveau le plus bas depuis janvier 1991. Comme la semaine précédente, la vigueur du mark, en suscitant des prévisions en baisse pour les exportations aliemandes, a pesé sur les valeurs auto-mobiles et chimiques.

Les rumeurs se sont poursuivies sur une prochaine baisse des taux d'intérêt de la Bundesbank. Mais les opérateurs ont fini par reconnaître en fin de semaine qu'ils n'y croyaient plus qu'à moitié. La Dresdner Bank estime que les

changements qu'il y a eu sur les marchés de taux et les effets négatifs sur l'économie intérieure l'ont amenée à faire des révisions à la baisse sur les résultats des entreprises en 1992 et 1993, particulièrement sur les scenaus de l'acier, de la construc-tion automobile et de la mécanique. Indice DAX du 9 octobre : 1 439,66 (c. 1 478,04).

	Cours 2 oct.	Cours 9 oct
SG	150 208 259,50 237,50 635,50 229,30 487	152,80 204,80 247,50 238,50 637,20 218,70 495

110,06

1 ± 2;

 $\frac{1}{2} = \frac{1}{2} = \frac{1}{2}$

نزين

13

۲. ١

4.17

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'euromark appelé à refaire ses preuves

Le marché allemand des capitaux est appelé à refaire ses preuves. C'est vers lui que se tourne présentement une soule de débiteurs de qualité, Trésors et établissements publics ou banques supranationales de dévelop-pement qui cherchent à lever des fonds en très grande quantité. A plusieurs reprises, cette année, il a été possible d'y lever d'énormes mon-tants à la fois. L'Espagne détient le record de la plus grande émission étrangère jamais lancée en une seule tranche en Allemagne. Il s'agit d'un euro-emprunt de 2 milliards de deutschemarks qui date du mois de juin. Or, depuis, et en dépit d'importantes mesures de libéralisation prises par la Banque centrale de Francfort en faveur de son marché, la taille des euro-émissions nouvelles en marks est demeurée bien en decà de ce montant. Les emprunts récents ont été dans la plupart des cas destinés à se placer dans les portefeuilles de particuliers. Les volumes dont il est question à présent ne pourront pas être absorbés par cette scule clientèle. Il faudra faire appel aux investisseurs

Parmi les emprunteurs prévus pour cette semaine, il n'en est qu'un seul dont on soit vraiment sûr de l'intention. C'est la Communauté suropéenne du charbon et de l'acier (CECA), une des meilleures signa-tures du monde. L'affaire, d'une durée de cinq ans, est très attendue, mais son montant devrait être de l'ordre de 200 millions de deutschemarks, et, sur ce point, elle ne devrait pas sortir de l'ordinaire. Parmi ceux à qui on prête des pro-jets gigantesques et dont on sait qu'ils examinent la situation sans toutefois s'être encore décidés, figu-rent des pays comme la Suède, des organisations comme la Banque européenne d'investissement ou de grandes sociétés japonaises d'électri-cité. De tels débiteurs sont d'autant plus attirés par le marché allemand que les dernières transactions en deutschemarks ont toutes été des réussites, bénéficiant d'un climat très favorable, où la fermeté de la devise

a accompagné une baisse spectacu-laire du niveau de l'intérêt. Un autre élément en sa faveur est la comparai-son avec J'évolution récents des emprunts internationaux en dollars, qui a été très chaotique. Peu de véri-tables succès ont été enregistrés ces dernières semaines dans le comparti-ment de la monnaie américaine. Et certains emprunteurs parmi les meil-leurs ont été dissuadés par leurs banques de retenir cette devise pour leurs prochaines opérations.

Réouverture de l'eurofranc français

Le cas de la Belgique est typique. Ce pays entendait lever en octobre un emprunt de 500 millions de doilars sur l'euromarché. Il avait annoncé son projet voici plusieurs semaines (le Monde daté 13-14 sep-tembre). Il entendait conclure simultanément un contrat d'échange avec un établissement financier de tout premier plan de façon à disposer finalement non pas de dollars, mais de francs suisses, monnaie dans laquelle sont libellés près de 35 % de l'ensemble de sa dette en devises. Avant le déclenchement de la crise du marché des changes, on pensait que cette émission allait être une sorte d'événement. Mais les condi-tions qui régnaient la semaine passée n'ont pas permis de tabler sur une réussite convaincante. Le Trésor public de Bruxelles a dont renoncé à son emprunt en dollars, préférant sol-liciter directement le marché suisse des capitaux pour une partie du montant recherché et se procurer le reste en francs suisses, également sur le marché interbancaire de l'argent à court terme.

Le nouvel emprunt belge est dirigé par le Crédit suisse. Portant sur 200 millions de francs suisses, il viendra à échéance dans cinq ans et son prix de revient est à peine supé-rieur à 6,5 %. Pour sa part, le mar-ché de l'eurofranc français a rouvert ses portes, accueillant deux émissions d'une durée de dix ans pour le compte de débiteurs de grand renom. La Banque européenne d'investisse-

ment s'est présentée la première. Elle offrait jeudi en souscription pour 2 milliards de francs d'obligations en proposant aux investisseurs un revenu supérieur de 34 points de base (ou centièmes de point de pour-centage) aux fonds d'Etai. Cela repré-sentait au départ un rendement de 8,93 %. Tous frais compris, l'opération revient à environ 39 points de plus que les titres du Trésor français de référence. Jeudi, cela correspondait à 8,95 % l'an. Il est en fait impossible d'en exprimer actuelle-ment le coût de façon absolue, car l'emprunteur ne tient pas à disposer des fonds immédiatement. Il le fera au fur et à mesure de ses besoins et s'est réservé à cet effet une période de plusieurs mois durant laquelle il s'adressera à la Société générale, à qui a été confié le soin de monter l'opération. Les tirages se feront aux mêmes conditions relatives que celles arrêtées jeudi, et donc le prix de revient de la transaction dépendra du rapport que procureront les fonds d'Etat.

Dans l'ensemble, l'émission de la Banque européeane a été fort bien accueillie. Les établissements financiers qui s'en occupent font état d'une demande importante à l'étranger et en France. L'affaire a ceci de particulier qu'elle représente la pre-mière émission internationale en francs français du débiteur depuis qu'il a perdu le privilège fiscal dont il jouissait en Italie et en Autriche et jouissait en Italie et en Antriche et qui faisait que les investisseurs de ces pays pouvaient compter sur la totalité des coupons, sans déduction d'aucun impôt. Avant cette normalisation, la Banque européenne pouvait se contenter d'offrir le même rendement que le Trésor français. Il lui faut maintenant s'acquitter d'une prime. D'un montant de 1,5 milliard, la seconde émission en eurofrancs la seconde émission en eurofrancs français est plus simple. Son débiteur, le Crédit local de France, dispo-sera de l'ensemble des fonds à la date de règlement, le 6 novembre. On en connaît donc le coût, qui est de 9.01 % l'an, tous frais compris.

DEVISES ET OR

La hausse du dollar opportune

Loude soit la hausse du dollar de cette semaine! Elle a permis de réduire les tensions au sein du système monétaire européen, dont les milieux financiers internationaux n'anticipent plus un réaménagement supplémentaire dans un ave-nir proche. En conséquence, le deutschemark a fléchi, ce qui a bien aidé le franc français à retrouver son équilibre après la très forte secousse des dernières semaines.

La remontée de la devise améri-La remontée de la devise améri-caine a été spectaculaire, de 1,41 DM à près de 1,49 DM et de 4,78 francs à près de 5,05 francs. Les marchés spéculent sur un non-abaissement du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis, et une nouvelle diminution des taux directeurs de la Bundesbank la semaine prochaine, ce qui rédui-rait l'écurt entre la rémunération offerte sur le mark et sur le dollar, au profit de ce dernier. Toutefois, nombre d'opérateurs ne voient pas de changement dans les données fondamentales sur l'économie américaine et ne pensent pas que le billet vert puisse dépasser 1,50 DM. D'autres, en revanche. estiment que ledit billet vert va amorcer une remontée qui se prolongera pendant cinq ans.

Qui dit hausse du dollar dit baisse du mark, comme nous l'avons noté. Ce phénomène a per-mis au franc français de se stabili-ser au-dessous de 3,40 DM, un peu au-dessus de 3,39 francs et à bonne distance du cours plafond de 3,4305 francs. Tout au plus, tourmente boursière du lundi 5 octobre et, surtout, le maintien des taux directeurs de la Bundes bank à l'issue de son conseil d'administration du vendredi 2 octobre à Schweria ont-ils provoqué, ce même lundi au matin, une brève et fugitive montée du mark à 3,4030 francs. Reste à savoir si les marks vendus par la Banque de France « rentrent » suffisamment. Le Trésor s'estime satisfait. Cer-

tains opérateurs, néanmoins, jugent le processus un peu ient, et, pour expliquer le phénomène, avancent qu'une bonne part des francs empruntés pour les revendre contre des marks l'ont été pour un mois : il faut donc attendre encore un

166 milliards de francs

On a maintenant quelque idée des sommes mises en œuvre par la Banque de France pour défendre sa monnaie lors de l'offensive lancée par la spéculation avant et après le référendum sur le traité de Maastricht et des transferts de capitaux effectués par les détenteurs de francs qui voulaient, par précau-tion, s'en débarrasser. En compa-rant les bilans de l'institut d'émission du 3 septembre et du le octobre (ce dernier publié le mardi 6 octobre), on enregistre des sorties d'environ 166 milliards de sorties d'environ 100 milliards de francs, qui se décomposent de la façon suivante : à l'actif, les disponibilités à vue à l'étranger ont diminué de « seulement » 10 milliards de francs contre 97 milliards de francs francs. Mais, cela, on le savait déjà puisque l'essentiel de la défense a été assuré par des prêts de marks par la Bundesbank sous forme de « swaps », avec remboursement à terme. Ces prêts, on les retrouve au passif de la Banque, compte 25 (comptes courants des institutions étrangères), qui est passé de 6,8 milliards de france à 94 milliards de francs, soit une augmen-tation de 87,2 milliards de francs. carron de 9,72 milliards de l'anca, compte 22 (autres comptes et enga-gements à vue), dont le solde a été porté, en un mois, de 3,9 milliards de francs à 72,8 milliards de

Au total, les interventions de la Banque de France (et de la Bun-desbank) auraient porté sur l'équi-valent de 166 milliards de francs, en ligne avec les 150 milliards de

francs cités communément. C'est dire que, pour l'instant, les réserves en devises de la Banque de France sont devenues «négatives» pour la première fois depuis longtemps. Pour mesurer la vitesse à laquelle les marks vendus contre des francs reviendront au bercail pour être remboursés à la Bundesbank, il faudra consulter les prochains bilans de la Banque de France, celui au 8 octobre devant être publié mardi 13 octobre.

En Europe, la baisse relative du mark a contribué au redressement, non moins relatif, des monnaies en congé de système monétaire européen. Sur la lire, le phénomène a été spectaculaire. Lundi, la devise la lire de la 740 lire de la lire de la 740 lire de la lire de la 740 lire de la lire de la 140 lire de italienne perdait 7 %, à 740 lires pour l mark, et encore 7 % le len-demain, à pratiquement 1 000 lires, ce qui portait à 30 % sa dépréciation depuis le 14 sep-tembre dernier. Dans la péainsule, la rumeur avait couru que le gouvernement s'apprêtait à « geler » 30 % des dépôts bancaires. C'était faux, bien entendu, mais l'effet fut ravageur. A la veille du week-end, toutefois, la devise italienne se raffermissait à 876 lires pour 1 mark, soit un peu en dessous des 882 lires cotées il y a huit jours et une dépréciation d'environ 15 % par rapport au cours plancher d'avant la dévaluation et de 18 % par rapport à l'ancien cours plan-cher de 765,40 lires.

La livre sterling a, elle aussi, profité du recul du mark, remon-tant de 2,43 DM à 2,5160 DM, après avoir, en début de semaine, touché 2,36 DM et 8,10 francs, soit 15 % de dérive par rapport à son ancien cours pivot de 2,95 DM et 10 % par rapport à son ancien incher de 2,7780 DM.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Les non-ferreux résistent

Si l'on s'en tient à la légère pro-gression des cours du LME (London Metal Exchange) depuis le début de l'année (de l'ordre de 10 % sur l'en-semble des métaux), le secteur des non ferreux, n'échappe pas à la morosité générale du marché des matières premières. Mais rarement secteur, tant par la modernisation que par sa réduction des capacités ou sa recherche de nouvelles parts de marché et de débouchés, a manifesté une telle capacité de résistance.

M. Jean-Sébastien Letourneur, auquel vient de succèder à la prési-dence de la Fédération des minerais et métaux non ferreux M. Yves Rambaud (PDG du groupe ERA-MET), n'a pos manqué de souligner, mercredi 7 octobre, dans son discours d'adieu, les graves perturba-tions provoquées sur ces marchés.

Lions provoquées sur ces marchés.

A cours de devises, les pays de l'Est déversent des tonnages l'aramineux d'aluminium (de médiocre qualité), qui font chuter les cours de façon continue. En 1991, l'ex-URSS a ainsi écoulé plus d'1 million de tonnes de métal contre 260 000 tonnes en rythme annuel dans les années 80. D'après les professionnels, il s'agit la d'un nouveau record qui ne devrait pas être égalé en 1992, les stocks de Moscou étant quasiment épuisés, au moins momentanément. Mais la pression de l'aluminium de la CEI devrait persister pour au moins deux raisons: ter pour au moins deux raisons : d'une part, le métal a perdu l'essentiel de ses débouchés dans l'armement à la suite de la reconversion progressive des industries militaires

PRODUCTS	COURS DU 9/10
Culvre b. g. (Londos)	1 369 (+ 23)
Truis mus	Livres/tonne
Aleminium (Londres)	1 209 (- 49.5)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Louises)	6 684 (- 95)
Louis mors	Dollars/tonne
Socre (Pais)	256,5 (+ 0,5)
Décembre	(20llars/tonne
Case (Longes)	843 (= 41)
Novembre	Dollars/tonne
Cacao (Ner-York)	970 (- 12)
Décembre	Dollarstone
Blé (Chicago)	341 (= 7)
Décembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	208 (- J)
Décembre	Cents/Bursenu
Soja (Clicago)	181,20 (- 2,6)
Décembre	Dollast courte
Pétrole (Losdes)	20,80 (+ 0,35).

Brent - Novembre Dellars/bard Le chiffre entre parenthèses radique la

Dès lors, Moscou se retrouve à la tête d'une forte production qui trouve peu d'usage domestique et vient, du même coup, grossir les stocks européens. Dans ces domaines d'industries primaires, le secteur des métaux non ferreux est particulière-ment exposé aux pressions de prix et de volumes de l'Est, comparé aux quarante autres secteurs non touchés, comme la pharmacie ou l'électronique professionnelle. Pour ne pes méconnaître la nécessité d'une coopération de nos pays avec l'ex-bloc soviétique, «faut-il pour auant laisser meltre en grave danger sans réagir l'existence de pans entiers de nos industries?», s'interroge Jean-Sébas-

Le dumping chinois

tien Letourneur.

Les pays de l'Est mais aussi et surtout la Chine ont, de surcroît, recours à un dumping acharné sur des matières premières très sensibles dans l'industrie des non ferreux : sporadiquement, l'Empire du Milieu intervient sur le marché en cassant les prix de moitié. Cette manœuvre est renouvelée jusqu'à élimination est renouvelée jusqu'à élimination totale des concurrents. Parvenu à une situation de monopole, il peut alors relever les prix. Ce fut déjà le cas en 1987 pour le tungstène. Les pratiques déloyales chinoises conduisirent à la fermeture de l'unique mine européenne située à Anglade (Ariège). Les utilisateurs de ce métal gris, vital pour les industries mécaniques (solidité, résistance à l'usure), se sont ainsi trouvés tributaires des seuls fournisseurs chinois.

Le même scénario se déroule aujourd'hui pour le spath fluor, ce minéral à l'aspect de cristal, qui n'est pas un métal non ferreux, mais un adjuvant employé comme fondant dans la sidérurgie, la céramique et la chimie. Les Chinois le vendent à un prix inférieur au coût des transports entre le gisement et les ports d'em-barquement. Le dumping dans ce cas est manifeste. La Commission de Bruxelles devrait être en mesure de sanctionner Pékin. Pour ce faire, trois conditions doivent être réunies : la preuve d'un préjudice pour les industriels, la perte évidente de marchés, l'atteinte aux intérêts du consommateur. Avant l'été, les experts de Bruxelles semblaient déci-dés à règler ce dossier en faveur de l'industrie européenne. Leur convic-tion était d'autant plus forte qu'une mission chinoise s'était targuée de a savoir à présent pratiquer le libèra-

en unités civiles; d'autre part, les procépays de l'Est se refusent désormais à dure est en panne, faute, selon transformer chez eux l'aluminium russe, comme ils le faisaient par le l'arguments suffisants. Que peuvent les Douze contre ces lisme». Depuis septembre, la procé-dure est en panne, faute, selon Bruxelles, d'arguments suffisants. Que peuvent les Douze contre ces «pranques de desperados? Apparem-ment très peu, « L'Europe se trouve démunie face à des producteurs exté-rieurs libres d'imposer leurs prix. On a envie de dire : Après la Chine, à qui le tour?», souligne le président de la Fédération.

CHRISTOPHE VETTER

La préoccupation de M. Letourneur est d'autant plus compréhensi-ble que l'Europe est aussi en butte aux pressions des États-Unis. Il ne cache pas ses inquiétudes devant les « carences communautaires » face à l'agressivité américaine ». Fidèles à leurs principes de libre-échange, lors-qu'il s'agit des frontières des autres pays, les États-Unis entendent faire pays, les Etats-Unis entendent faire supprimer en Europe ces faibles restrictions à l'importation que constituent les droits de douane (6 % pour l'aluminium). «N'entrons pas dans ce jeu de dupes », recommande M. Letourneur. Cette suppression semble d'autant moins bienvenue que Webbingen ne cette un partie de la constitue de la verse de la constitue que Washington ne parle pas de moduler le Buy Americain Act de 1930, qui impose des droits élevés sur tout métal jugé vital pour l'industrie américaine... et que la chute du dollar fausse le libre jeu de la

Pris en tenaille entre les ventes frénétiques de l'Est et de la Chine, et la volonté américaine de préserver son secteur métallurgique souvent vétuste face à une industrie euro-péenne modernisée, les métaux non accessir sont respiré à de nouvelles ferreux sont promis à de nouvelles difficultés si le moteur de la consommation mondiale, donc de la crois sance, ne s'allume pas,

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARIE DE VARNEY

		Cours	Cours
		2.10-92	9-10-9
Orfere	aio es berrej	54 000	58 500
-	fille on Segot)	54 800	58 500
Fièce fr	mcticte (20 fr.)	314	329
	trançaise (10 fr.)		_
	dece (20 fr.)		330
	tine [20 f-]	314	321
	tunisienos (20 fr.) .	302	330
	A	414	414
	ersin Sissbeth U	432	437
	- COUNTRIES	266	292
Pitch d	20 delles	1 760	1 980
-	10 dollars	950	960
	5 doffers	540	575
-	50 pesce	2 920	2 100
	20 marts	378	440
~	10 Series	316	333
	5 roubles	240	245
_	A MANAGE PRINCIPLE	270	240

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)								
PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc feançals	France exclusion	D.merk	Franc balge	Plotte	Litre Italienn
	$\overline{}$	1 40 50				A. man		220.

PLACE	Livre	\$ E.U.	feançais	separa	0.mark	balge	Pode	italigrano
Londres	•	1,6955	8,5433	2,2215	1,3647	\$1,8823	2,8332	2284.15
	_	1,7185	8,2712	2,1327	2,1308	:0,1630	2,7376	21-14,69
New-York	1,6955	-	[9,8460	76,2195	SLJ995	3,2690	59,8444	0,00769
10	1,7185		20,9009	X0,5802	78,6961	3,4258	62,7746	\$700AD1
Paris	\$2433	5,0,188	-	78170218	253,9978	16,4667	301,544	3,8760
1 4 10	8,2222	1,7845	-	385,5359	3,38,1467	16,3909	.340_3453	3,8337
Zurich	3,2245	1,3120	26,0379	-	66,1124	1,2876	78,5159	1,0092
	2,1327	1,2418	25,9379	-	87,7342	4,2515	77,9833	0,9944
Francisct	3,3647	1,9845	1485,65	151,2576	_ =	6,4853	118,7612	1,5265
***********	2,4398	1,4145	29,5642	11.3,9907		f8128	82,7947	L1334
Brazzalina	51,8823	30,60	6,8729	23,3232	15,4195		18,3124	2,3538
	30,1639	29,19	6,1010	23,5214	30,6363		1873578	2,3389
Ameterdam	2,8332	1,6710	31,676,5	1,27363	84,20257	5,46078	- a	1,285,3846
	2,7376	1,9930	332,95015	1,2836422	112,6193	5,45735	-	1,2764423
latino	1204,15	1,300	257,9979	998,8537	655,0768	42,48366	777,9773	-
	2144,69	1248	264,8423	1005,6486	882,2906		783,4275	,
Toloro	286,51	121,80	24,17242	92,83537	6L37566	3,988,39	72,890-18	0,693692
unde	205.53	119.60	24 99739	9A 17389	X1 55785	1.09734	75,07847	0.095833

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 octobre, 4,1369 F. coatre 4,0004181 F le vendredi 2 octobre 1992.

5	9 001		dear	earls:	dign	s de	cha	URC	hijor	
7	H							Γ		77
-1	H	H	1							L- & Taxo ta
ą	_		-		•			Н	,	S Shalland
-5	Ļ	L	_		Н	_	H	Н	\dashv	TANK.
4	Ц	-	Н		Н	Щ	Н	Ц	4	RA-12.
		_,		_	Ц		Ľ			Profitor 6
									١	A Shipe a
_	Ξ		-						_	_

Taux calculés per repport aux cours

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Enfin la détente!

Sur le marché de Paris, on respirait mieux en fin de semaine, le loyer de l'argent à court terme accentuant sa décrue à 11 1/2 %-12 % au lieu de 13 %-14 % à la fin de la semaine précédente. De son côté, le cours de l'échèance décembre sur le MATIF se retrouvait à 100 44 courte. se retrouvait à 109,44, contre 109,04 il y a huit jours, après un recul à 108,50, ce qui correspond à un rendement de 8,52 % pour l'OAT dix ans, contre 8,63 %, l'écart avec le Bund allemand dix ans se maintenant à 1,1 point environ. Cet écart paraît bien trop large à beaucoup de non-résidents, sur-tout après la résistance victorieuse du franc à l'offensive récomment lancée contre lui. Les non-résidents sont donc revenus en force sur le marché de Paris, ce qui prouve, a posteriori, qu'une monaaie forte attire davantage les capitaux qu'une monnaie faible, même avec des taux très élevés : le risque de perte

de change joue un rôle dissussif. A l'origine de cet optimisme renouvelé, qui pourrait toutefois se calmer un peu, notamment sur le MATIF aux environs de 109,50, on trouve, comme pour le dollar, le sentiment que la Réserve fédérale des Etats-Unis n'abaissera pas à nouveau son taux d'escompte, fixé à 3 %. Autre spéculation, la Bundesbank fera un «geste» supplémentaire le 16 octobre, date de son prochain conseil d'administration, ce qui semblé bien peu vraisembla-

La détente des taux courts à Paris, outre l'effet bénéfique de la stabilisation du franc, a été favorisée par de fortes injections de liqui-dités par la Banque de France, soucieuse de ne pas trop pénaliser les banques. Ainsi, lundi et jeudi, a-t-elle fourni 118,6 milliards de francs (60 milliards de francs net en tenant compte des «tombées» d'ef-fets venus à échéance), à son taux normal d'appei d'offres (9,60 %). Elle a servi jusqu'à 22 % des demandes sur les créances privées, pourcentage exceptionnellement élevé, ces créances néanmoins élevé, ces créances néanmoins devant appartenir à la catégorie 3, la meilleure, puisqu'elles portent sur des entreprises en bonne situation financière et avec des paiements réguliers, ce qui semble exchire une bonne partie des crédits bancaires accordes aux promoteurs immobi-liers et marchands de biens, au zunx moyen mensuel du marché moné-taire appelé T4 M. Les autres effets admis aux appels d'offres de la Banque de France sont les billets de trésorerie des entreprises et les bons

Le taux de l'argent à court terme

Dans combien de temps la place de Paris, littéralement «asséchée» par la spéculation, qui avait emprunté des francs pour les revendre contre des marks, va-t-elle retrouver un niveau de liquidités normal et son taux de départ (10 %) sur le loyer de l'argent à court terme? La question est d'im-portance pour les banques, qui estiment nécessaire un relèvement de leur taux de base, appliqué à 17 %-18 % de leurs crédits, et qui avait été ramené de 10,35 % à 9,85 % le 9 mai dernier. Cette réduction était la contrepartie d'une quasi-suppression de leurs réserve obligatoires, auparavant de 30 mil

liards de francs, constituées sans rémunération dans les livres de la Banque de France, ce qui représen-tait, pour les établissements, une marge brute supplémentaire de 3 milliards de francs (au taux de 10 %).

Aujourd'hui, ces établisse constatent que le coût de leurs res-sources sur le marché interbancaire dépasse le taux des crédits accordés en contrepartie, d'où une perte de produit net bancaire. M. Marc Vie-not, PDG de la Société générale, not, PDG de la Société générale, évaluait octte semaine à un point et demi l'augmentation nécessaire du taux de base. Mais, tant que la BNP et le Crédit lyonnais, apparte-nant à l'Etat, n'auront pas bougé – et le Trésor les en dissuade forte-ment, – ledit taux de base restera inchangé.

Sur le marché obligataire, l'activité a été restreinte, mais les émis-sions de la semaine se sont bien placées grâce à l'intérêt des non-résidents, qui s'est manifesté aussi bien pour l'emprant en eurofrancs de la BEI que sur les emprants de la Bill que sur les empruns domestiques. Dans ces conditions, Finansder a levé très faciliement I milliard de francs, sous la houlette de la Société générale et du Crédit agricole, en deux tranches à 8,60 % et, surtout, 9 %, avec la garantie inconditionnelle de l'Etat, et de grance sursoniptions alla et de grosses souscriptions allemandes. Un bon accueil également pour Floral, faux nez du Crédit local de France, en raison de gros coupons (9,30 %). La Caisse de refinancement hypothécaire (CRf), qui revient maintenant presque men-suellement, a été un pen boudée pour son coupon 8,60 % nominal, qui a été jugé trop maigre.

Le huitième sommet de la CEI sans grands résultats

Les troupes russes vont rester au Tadjikistan

Le huitième sommet de la CEI, vendredi 9 octobre à Bichkek dans le Kirghizstan, a été aussi décevant que les précédents, mais guère plus catastrophique. Il ne marquera ni le renouveau de la CEI, ni même sa cristallisation autour d'un «noyau dur» de pays membres. Les participants se sont cependant mis d'accord pour maintenir des troupes russes au Tadjikistan en attendant la mise en place d'une force d'interposition entre les parties en conflit armé.

BICHKEK (Kirghizsten)

de notre envoyé spécial

Les vigoureux appels à l'intégra-tion, et même à la reconstitution d'une véritable union, lancés ces demières semaines par le président kazakh, M. Noursoultan Nazar-baev, l'idée d'une communauté à plusieurs vitesses mise en avant par les Russes, tout cela s'est appa-remment dissous dans la routine de ces réunions où rien ne semble ni clair, ni définitif. Le président arménien, M. Ter Petrossian, qui dirigeait les débats, tout en s'effor-cant de mettre en relief les aspects positifs de cette réunion de travail, a eu cette phrase révélatrice : « aucune question n'a été définitive-ment réglée lors d'aucun des huit sommets de la CEI».

Les résultats cette fois paraissent cependant particulièrement mai-gres, surtout pour un sommet qui devait, selon la version officielle, permettre d'obtenir des accords bien concrets. L'annonce la plus précise concerne le remplacement, à la tête des forces stratégiques de

a RUSSIE : démarche de France en faveur de ML Gorbatchev.

- L'ambassadeur de France à Moscou, M. Pierre Morel, a exprimé ndredi 9 octobre, à la den de MM. François Mitterrand et Roland Dumes, la a préoccupation s de Paris quant à l'interdiction de sortie du territoire russe qui frappe M. Gorbatchev. Scion le Quai d'Orsay, l'ambassadeur de France a effectue une double démarche, auprès des autorités russes, et auprès de M. Gorbatchev, à qui il a transmis un message d'amitié de MM. Mitterrand et Dumas et renouvelé une invitation à se rendre en France « dès que cela sera possible ». – (AFP, Reuter.)

la CEI, du général Maximov, (qui n part à la retraite pour raisons de santé ») par le maréchal Evgueni Chapochnikov, qui était son supérieur puisqu'il commande en théorie l'ensemble des forces « communes» de la CEL

En fait, il ne s'agit que de consa-crer l'évidence : tous les Etats membres ayant entrepris de former leur propre armée, les forces com-munes sont désormais les seules forces nucléaires, elles-mêmes vouées à tomber sous le seul contrôle de la Russie. Le maréchal Chapochnikov a expliqué que le passage des armes stratégiques sous la seule autorité de Moscou était en passe d'être formalisé par une série d'accords bilatéraux.

Une banque commune

L'accord avec la Biélorussie a été signé en juillet, un accord avec le Kazakhstan « est prêt mais n'a pas encore été signé et des négociations sont en cours avec l'Ukraine et devraient aboutir d'ici un mois» a indiqué le maréchal Chaponichnikov. Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, n'était pas lé pour confirmer ni pour démenpour confirmer ni pour démen-

L'un des points majeurs de l'or-dre du jour concernait la remise en ordre monétaire et l'examen d'une proposition kazakhe de création de rester dans la zone rouble, et les mêmes, plus la Moldavie, se sont prononcés en faveur de la création d'une banque commune. Mais comme l'a indiqué dans les cou-M. Egor Galdar, le rôle de cette banque sera limité au règlement des paiements mutuels, et non pas à l'émission de la monnaie, qui restera donc l'apanage de la ban-que centrale russe (ce qui ne peut satisfaire les partenaires de Mos-

De même, le projet de constitution d'un comité de coordination des politiques économiques a été des politiques économiques a été réduit à un projet de «commission auprès du conseil des premiers ministres», et les problèmes de financement de la chaîne commune de télévision, héritière de l'époque soviétique et lien entre le public de tons ces pays, n'ont pas non plus été résolus. L'un des points les plus attendus de l'ordre du jour était le Tadjikis-tan, objet d'un intérêt tout particu-lier de la part de la Russie, du Kazakhstan, de l'Ouzbekistan et du Kirgizstan, qui avaient déjà affirmé leur intention de ne pas laisser ce pays partir à la dérive.

«Une crise qui a tendance à s'aggraver »

Les participants au sommet ont entendu un exposé du président par intérim. M. Iskanderov, et publié une déclaration par laquelle ils constatent que le Tadjikistan « traverse une crise profonde qui a tendance à s'aggraver» et menace son intégrité.

Les signataires se disent donc résolus à agir pour assurer « la stabilité » de ce pays, disposés à apporter une aide unitaire et aussi à fournir des forces « pour le rétablissement de la pair». Ils encouragent le Kirghizstan à poursuivre sa mission d'intermédiaire entre les deux parties. Cette mission sur place a déjà permis d'obtenir un accord de principe pour la mise en place d'une force d'interposition constituée de quelques centaines de soldats kirghizes. Cette force ne pourra cependant intervenir que si les présidents de la CEI reçoivent une demande formeile des autorités tadjikes. tés tadjikes.

Dans l'immédiat, une seule chose semble certaine: les troupes russes vont rester sur place, alors même que M. Boris Eltsine avait déclaré trois jours plus tôt devant le Parlement de Russie qu'il avait décidé de les retirer. Si l'on en croit un conseiller du président tadjik, c'est en réalité M. Boris Eltsine qui a annoncé aux participants que la Russie, après avoir beau-coup hésité, avait finalement résolu, non seulement de maintenir ses troupes, mais de les renforcer, ses troupes, mais de les rentorer. Selon ce même conseiller, le président tadjik n'est pas opposé à la présence des unités russes, ce qui peut paraître surprenant. Luimême et d'autres représentants de l'équipe qui a évincé Pex-président Nabiev se sont en effet plaints à plusieurs reprises du rôle joué par certaines unités russes.

Pourquoi vouloir dans ces conditions le maintien de ces tronpes, tout au moins s'en accommoder? Un autre membre de la délégation tadjike avance une explication: a Les Russes voulaient partir en emportant leur armement, et il n'en

En Guyana

M. Cheddi Jagan a été

proclamé président

Une courte oérémonie a mar-qué, vendredi 9 octobre, la passa-tion de pouvoir entre le président

sortant. M. Desmond Hoyte, et

M. Cheddi Jagan, dont le Parti progressiste populaire (PPP) a obtenu 55 % des voix à l'issue des

élections générales du 5 octobre en

Guyana. M. Hoyte, dont le

Congrès national populaire (au pouvoir depuis 1966) n'a obtenu

que 41,5 % des suffrages, a appelé ses partisans au calme, après les émeutes qui avaient troublé le pre-

mier scrutin à peu près honnête

qu'ait connu la Guyana (le Monde

du 8 octobre). Agé de soixante-quatorze ans, M. Jagan, autrefois fervent partisan du marxisme, a

promis de poursuivre en partie les

réformes menées par son prédéces-seur pour libéraliser les marchés.

M. Hoyte avait signé un accord

avec le FMI pour renégocier la

lourde dette extérieure de son

D Washington déconseille aux

Américains de voyager en Algérie.

- Les Etats-Unis ont recom-

mandé, vendredi 9 octobre, à

leurs ressortissants de ne pas

voyager en Algérie, en raison des

menaces d'attaques et de terro-

risme. Une note officielle du

département d'Etat a ordonné le

rapatriement des enfants mineurs

des diplomates en poste dans le pays et autorisé le retour volon-

taire des autres membres de leurs

familles. Il est conseillé aux Amé-

ricains séjournant en Algérie d'éviter les rassemblements

publics et de ac pas se rendre

dans le Sud où plusieurs étrangers

ont été attaqués ces derniers

mois. - (AFP. UPL.)

pays. - (AFP, Reuter.)

JAN KRAUZE

Après la mort de Willy Brandt

Des milliers de Berlinois et de Bonnois ont exprimé leur émotion

de notre correspondant .

Bonnois sont descendus dans la rue, vendredi 8 octobre, pour exprimer leur émotion devant la mort de Willy leur émotion devant la mort de Willy Brandt. Des obsèques nationales senont célébrées la semaine prochaine an Reichstag de Berlin, sa ville-symbole. Aucun député ne manquait, vendredi, à son banc pour prendre part à l'hommage solennel que le Bundestag, le premier Pariement de la réunification, a rendu lui aussi à son doyen d'âge.

son doyen d'age.

Le siège fédéral du Parti social-démocrate, la Maison Ollenhauer, à Bonn, où il fur «chez lui» pendant tant d'années, avait été transformé, dans la soirée, en chapelle ardente. On avait simplement disposé des portraits de Willy Brandt bordés de noir et des bouges rouges à l'entrée pour accueillir ceux qui étaient venus témoigner de leur émotion. A la lumière de flambeaux, le président du SPD, M. Björn Engholm, (le premier des « petits-fils » de Willy Brandt, comme on les appelait) a présidé en début de soirée une cérémonie devant « la baraque», comme présidé en début de soirée une cété-monie devant « la baraque », comme était familièrement désigné le bâtiment. Il y a reindu hommage au « mythe », à l'homme de « compas-sion », à la dernière figure fondatrice de la République fédérale et aussi « au dernier représentant de ce vieux mouvement des travailleurs qui a changé la face de l'Europe ».

A Berlin, des milliers de per sonnes, venues de l'Ouest comme de l'Est, avaient convergé en début de soirre vers le centre de la capitale pour se joindre à un cortège parti de l'ancien Hôtel de Ville de Berlin-Ouest, à Schöneberg, pour se rendre devant la porte de Brandebourg. Autant de lieux-symboles pour l'an-

atteint par la construction du mur, n'avait cessé durant toute sa carrière politique de se battre pour effacer cet outrage à la liberté. Les réactions des Allemands de l'Est ont témoigné de façon émouvante des espoirs qu'avait suscités, de l'autre côté du mur, sa politique d'ouverture, de dialogue avec l'Est communiste, si longtemps mai comprise à l'Ouest. Willy Brandt avait été le premier, le jour même de l'ouverture du mur, le 9 novembre 1989, à prédire la réunification, à affirmer haut et fort à Berlin dans une phrase restée gravée dans les mémoires que «ce qui appartient au même ensemble doit se développer

Dans l'hommage qu'il a rendu, su

justice et de paix». – M. François Mitterrand a rendu hommage, ven-dredi 9 octobre, à Willy Brandt, « un homme de justice et de paix» et une « grande figure de l'Europe et du socialisme». Le président de la Répulique a fait parvenir trois me ouque a fait parvenir trois messages, espectivement à la veuve de Willy Brandt, au président de la Républi-que fédérale d'Allemagne et au prési-dent du SPD. A ce dernier, il écrit : «Je vous exprime mes sentiments de peine et mon affliction personnelle pour la mort de Willy Brandt, grande figure de votre pays, de l'Europe et du

 M. Dumas: «La libération de l'autre Europe». – M. Roland Dumas, ministre d'État, ministre des 9 octobre au président du SPD, M. Bjorn Engholm, un message dans lequel il écrit : « Je salue [en Willy

chanceller qui, par sa politique d'ou-verture à l'Est, prépara la libération de l'autre Europe et l'unification de

un ton grave, depuis la chancellerie à son ancien adversaire, M. Helmut

Kohl l'a remercié tout particulière-

ment d'avoir pu compter sur son

appui pendant le processus de la réu-nification. Saluant « le patriote, l'Eu-

ropéen, le citoyen du monde»,

Phomme qui «a tant contribué à la réconciliation des Allemands avec leur

histoire», M. Kohl a rappelé le mes-

sage adressé par Willy Brandt lors de

la séance inaugurale du premier Par-lement réunifié : « Nous arons à

achever à l'intérieur l'unité de l'Alle-

magne, à faire avancer l'unité de

l'Europe et être à la hauteur de notre

nouvelle responsabilité dans le

□ M. Jospin : « une grande figure du socialisme». — M. Lionel Jospin a déclaré, vendredi 9 octobre, qu'a avec Willy Brandt c'est une grande figure du socialisme et de la démocratie allemande qui disparait», « Résistant ai nazisme, maire de Berlin, la ville-symbole de l'Allemagne divisée, pre-mier chanceller social-démocrate de l'après querre, président de l'Interna-tionale socialiste», Willy Brandt fut, pour l'ancien ministre de l'éducation nationale, «un ami de la France et un ami tout court».

Le projet de loi Sapin sur la publicité

Agences et journaux s'inquiètent des menaces sur l'emploi et le pluralisme de la presse

Une vingtaine de comités d'entre-prise d'agences de publicité (Alice, Publicis conseil, Lintas, etc.) et de centrales d'achat d'espaces (Carat TV, Optimédia) ont adressé une pétition à M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, auteur d'un projet de loi contre la corrup-tion, intégrant le publicité, qui doit être présenté mardi 13 octobre à

l'Assemblée nationale. «Si cette loi est votée en l'état, c'est l'amputation immédiate de 20 % à 40 % du revenu des agences et ce sera, quasi mécaniquement, la suppression de milliers d'emplois », fait remarquer

Argumentaire similaire pour le Syndicat national des publicitaires

En conflit avec l'éditeur

L'écrivain Jean Edern Hallier demande la saisie de son propre livre

«L'éditeur n'est rien d'autre que le parasite du créateur», lance Jean Edern-Hallier, «Il veut de l'argent, c'est tout! Ce n'est qu'une histoire de gros sous!», rétorque Mª Patrick Gaultier. Francis Esmenard, PDG d'Afrin Michel, sursante quand Jean Edern-Hallier l'assimile à un «marchand de petits pois». Et le vacarme grandit, comme dans une nouvelle version de «Ciel, mon mardi».

version de «Ciel, mon mardi».

Il s'agit pourtant d'un débat judiciaire trau vendredi 9 octobre devant.

Mª Françoise Ramoff, juge des référés au tribunal de grande instance de Paris. Pour la première fois sans doute, un auteur demande la saisie de son propee tivre. Car Jean Edern-Hallier ne veut pas qu'Albin Michel public son dernier roman intitulé Jennis heureux. Il le lui a intendit, dès le 20 septembre, en soutemant qu'il n'y avait pas de contrat entre cioc. De toute façon, M' Sylvain Garant explique qu'il y a trop de coquilles dans la version imprimée : cheveux pour chevaux, haie pour baie, des fautes d'orthographe, des accents circonfiexes oubliés, et une citation de François Mauriae n'est pas entre François Mauriac n'est pas entre guillemets. Plus grave encore, quel-ques lignes ont été coupées, ce qui fait dire à l'écrivain : «Il y a une macédoine de mois à la Jean Edern Hallier qui ne sont pas du Jean Edern-Hallier.»

Ms Gaultier, conseil d'Albin Michel, soulève glors un coin du voile qui cache les rapports tumul-tueux entre l'éditeur et l'écrivain. Il y a bien un contrat qui date de 1986 a bien un contrat qui date de 1986, avet une avance de 300.000 F consentie à M. Hallier. Et, selon l'avocat, c'est lorsque le bouillant écrivain s'est aperçu que Julius et Isaac, de Patrick Besson, également publié chez Albin Michel, était un favori du Goncourt que son attitude a changé. Il a alors envoyé l'épreuve de son ouvrage au jury du Goncourt,

accompagnée d'une lettre féroce à l'égard d'Albin Michel. Et c'est l'éta-

lage d'une correspondance aigre-douce, échangée à la cadence silen-cieuse de la télécopie. L'écrivain dénonce dans un fax « la stratègie boutiquière » de l'édi-teut, qui lui répond : « Tes jalousies mesquines m'emmerdent souverainement. » Le débat s'égare. Les avocats con mêmes semblent emportés par la passion, Jean Edern-Hallier explose, Le président d'Albin Michel se lève pour lui répondre. Dans la confusion, les vieux bancs de bois frémissent en se souvenant des vrais procès littéraires où l'éloquence amenait vers eux la foule des étudiants. Aujour-d'hui, même la date de la décision fait l'objet d'une polémique, car l'im-primeur est déjà à l'ouvrage. Mais le juge résiste à la tempête : l'ordonnance sera rendue mardi 13 octobre.

MAURICE PEYROT

D Perquisition du conseiller Renaud Van Roymbeke dans les locaux de la société parisienne EMA. -M. Rennud Van Ruymbeke, conseiller à la cour d'appel de Rennes, a procédé, vendredi 9 octobre, à une perquisition dans les locaux de la société immobilière EMA, 42, rue de Lisbonne, à Paris (8º). Dans le cadre de ses investigations sur les affaires de fausses factures, le juge souhaitait entendre les dirigeants de cette société sur la nature de leurs rapports avec René Trager, notamment lors de la réalisation du centre commer cial de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique). Cet industriel nantais est au creur de deux affaires de fausses factures (le Monde du 10 octobre) instruites par les cours d'appet de Rennes (ille-ct-Vilaine) et d'Angers (Maine-et-Loire).

en annonces classées (SNPAC), qui rassemble une trentaine d'agences spécialisées dans les offres d'emspécialisées dans les offres d'emplois. «Ce projet va à l'encontre de deux des objectifs de M. Pierre Bérègonoy: le contrôle des flux financiers de la publicité destiné à assurer le pluralisme de la presse et la lutte contre le chômage. Telle quelle, cette loi accélérerait la mort de journaux qui dépendent des petites annonces pour 30 % à 50 % de leurs revenus et condamnerait les agences à des licenciements », réagit M. Bernard Ronsin, président du SNPAC.

L'inquiétude grandit aussi dans les centrales d'achat d'espaces, dont certaines (Carat, AB Média Indépendance Média, Médiatop...) ont formé l'Association des professionnels en conseil et achat média (APCAM). Celle-ci a proposé des amendements aux articles les plus contestés du projet et indique que, en cas de non-réexamen, les conséquences seraient, pour les annonceurs, « un cohet de meille hanne celité de meille hanne celité.

seraient, pour les annonceurs, « un achat de moins bonne qualité, à un prix plus élevé» (par perte de vision d'ensemble du marché et du suivi des performances ou des incidents d'insertion des publicités) et, pour d'insertion des publicités) et, pour les «supports» (les médias), une concentration accrue due à la prime aux leaders, seuls capables de constituer des équipes de marketing et de média-planning.

Le Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne demande «instantique de la presse de la presse

tamment » aux pouvoirs publics de « retirer les dispositions de l'actuel projet de loi » et souhaite « un débat séparé, sans précipitation et avec concertation, afin d'éviter lout effet persers qui pouvoit menocer les pervers qui pourrait menacer les intérêts économiques des journaux».

Anniation d'une élection cantonale dans les Hautes-Pyrénées. Le tribunal administratif de Pau (Pyrénécs-Atlantiques) a décidé, vendredi 9 octobre, d'invalider l'élection de M. Jean-Marie Simonnet (RPR) dans le canton Aureilhan, dans les Hautes-Pyrénées. à la suite du recours intenté par M. Pierre-Henri Lacaze (PS), conseiller général sortant, battu e 29 mars par M. Simonnet. M. Lacaze s'était plaint de « propos diffamatoires » contenus dans des tracts distribués « la veille et 'avant-veille de l'élection ». M: Simonnet dispose d'un mois pour faire appel de la décision du tribunal administratif,

TE MORIE L'ÉCONOMIE

SOMMAIRE

DATES

A y a trente ans : l'ouverture du

ÉTRANGER

Grande-Bretagne : la fin du congrès du Parti conservateur.... 3 Allemagne : les violences recistes ; Neuve, l'université aux champs > 4 La visite du pape à Saint-Domingue 5 En Angola, les interventions se multiplient pour convaincre M. Savimbi d'accepter le résultats

La commission des lois propose d'amender le projet Sapin . Le Conseil d'Etat décide qu'un «mariage blanc» ne donne pas droit à une carte de résident...... 6 Le Front national radicalise son

Livres politiques, par André Lau-

SOCIÉTÉ

L'accident sérien survenu en Chine est le troisième en trois mois 9 A l'approche de la trava hivernale, tion contre les expulsions

de renseignement et de guerre électronique; l'armée de l'air achète pour la première fois deux

HEURES LOCALES

Béziers n'a pas le moral Paris et Londres, fausses jumelles l

· Militaires en blus-jasns · Mobiliser l'imaginaire des citadins • Contre-feu en Corse • Débat : Comité des régions ou comité

Musique : Etienne Daho, le plaisi Arts : Calder, le mouvement immuable ... Une exposition sur le patrimoine religieux euveranet .

ÉCONOMIE M. Roland Dumas avertit la Commission européenne que la France s'opposera à une conclusion hâtive Billet : la Caisse des dépôts prend Le gouvernement argentin veut ncer la production et favorise La Bulgarie attend de la CEE une aide plus éfficace ... Revue des valeurs ... Crédits, changes, grands mar-

Services

Abonnements Carnet.. 10 Mots croisés La télématique du Monde : 3615 LEMONDE . 3615 LM

Ca numéro comporte un cahier « Radio-télévision » Le numéro du « Monde » daté 10 octobre 1992 a été tiré à 490 637 exemplaires.